Fiches de lecture

Historiciser le mal, une édition critique de Mein Kampf

sous la direction de Florent Brayard et Andreas Wirsching nouvelle traduction, annotation critique, analyse historique Fayard en collaboration avec l'Institut für Zeitgeschichte juin 2021

Chaque citoyen devrait tenter de cerner au mieux le passé grâce aux travaux de spécialistes afin d'analyser plus rigoureusement le présent, déterminer ses conceptions sociales, économiques, culturelles bref politiques, et en conséquence choisir ses modes d'action.

« Le passé n'est jamais totalement derrière nous, il a mille manières de s'insinuer dans notre présent et nous sommes reliés à lui par mille liens. *Mein Kampf* est l'un de ces liens » (introduction générale). « *Historiciser le mal* » permet de comprendre ce qu'a été ce jalon majeur de la mise en place du « Illème Reich » et de l'une de ses politiques : le génocide des juifs² et des Tsiganes par les nazis. Le « Illème Reich » est certes beaucoup trop complexe pour être réduit à l'application d'un plan préconçu présenté dans *Mein Kampf*. Toutefois la continuité entre les annonces et la mise en pratique est très forte. Les parallélismes sont parfois évidents comme l'eugénisme prôné dans *Mein Kampf* mis en application dès la loi du 14 juillet 1933, la « politique de l'est », et la « germanisation des sols » annoncées par Hitler et mises en œuvre à partir de 1939. Mais il existe aussi des discordances comme la promesse de justice sociale via un échelonnement encadré des revenus ou le combat contre la centralisation, plaidoyer pour le fédéralisme, qui ne furent jamais mis en œuvre ...

« *Mein Kampf* est un objet historique ». Il doit donc susciter questionnements, vérifications, analyses critiques, mise dans les contextes, réflexions sur les conséquences de sa publication. Il est nécessaire de débusquer les mensonges, distorsions, insinuations, les omissions volontaires ou inconscientes (le manque de connaissances d'Hitler, autodidacte, est évident), les demi-vérités et fausses affirmations. Il est aussi indispensable de savoir quelles influences a pu avoir ce livre à court, moyen et long termes, comment les Allemands, ainsi que les responsables politiques et les citoyens d'autres pays de l'époque, pouvaient le lire, le comprendre et comment les lecteurs du XXIème siècle peuvent aujourd'hui l'appréhender.

Le Cercle d'étude de la déportation et de la Shoah ne peut donc que s'intéresser à cet ouvrage dont la table des matières est indiquée ci-après. La lecture exhaustive des apports des historiens est longue, fastidieuse car les répétitions sont très nombreuses. Nous essaierons donc d'apporter les informations essentielles pour les élèves et les enseignants glanées dans les différentes introductions et notes en souhaitant que cette synthèse offre beaucoup de connaissances sans être indigeste. Cela

¹ Nous reprenons les guillemets préconisés dans l'introduction générale selon l'argumentation suivante : le « Illème Reich » est une expression et un slogan nazis sans la moindre substance légale. De 1871 à 1945 le nom officiel est « Reich allemand ». Utiliser Illème Reich relève de la même distorsion que de dire « Solution finale » pour le génocide des juifs par les nazis.

² Nous choisissons d'utiliser un « j » minuscule pour juif qui n'est pas un mot faisant référence à une appartenance nationale, régionale (on écrit les Français et les bouddhistes). Lors de citations, si l'auteur a mis un « J » majuscule, nous respectons ce choix.

permet d'enrichir notre corpus « histoire du nazisme » [Cercle d'étude de la Déportation et de la Shoah] : Comment l'Allemagne est devenue nazie (cercleshoah.org)

I. <u>L'intérêt pédagogique et historique de cette nouvelle</u> édition

Mein Kampf en ce début du XXIème siècle était largement accessible en version papier ou numérique mais dans des éditions plus ou moins mal traduites et sans appareil critique, jusqu'à l'extinction de la propriété intellectuelle fin 2015 (les droits appartenaient auparavant au ministère bavarois des finances).

« L'édition critique française [« *Historiciser le mal* »] comprend trois composantes [...] : le texte d'Hitler dans une nouvelle traduction, l'appareil critique adapté de l'édition allemande et l'ensemble des introductions. »

Mein Kampf constitue « l'exposé le plus clair et le plus ample [que Hitler] eût jamais présenté de ses vues. » (lan Kershaw, qui a écrit une monumentale biographie d'Hitler qui fait autorité). « La sincérité [d'Hitler dans Mein Kampf] pour ce qui concerne les buts politiques qu'il poursuit et les voies qu'il envisage pour y arriver, n'est pas douteuse. » Parce qu'Hitler a mis par écrit ce qu'il ferait par la suite, ce livre a un intérêt beaucoup plus important que seulement biographique. La réalisation d'une partie de ce qui y est annoncé élève Mein Kampf au rang de source historique. Or « Jusqu'en 1945 presque 12,5 millions d'exemplaires ont été imprimés, vendus, distribués [...] Le Reich allemand, y compris donc les Sudètes et l'ancienne Autriche comptait en 1939 près de 80 millions d'habitants » et ce livre était régulièrement cité par la presse, la radio, le cinéma, les affiches.

Le <u>travail critique</u> présenté dans les différentes introductions et les notes consiste à cerner la singularité du texte écrit par Hitler, de rendre intelligibles pour les citoyens de 2021 (année de parution de *Historiciser le mal*) ces pages souvent indigestes, de permettre aux lecteurs d'aujourd'hui de tenir le texte original à distance.

Outre l'introduction générale de 45 pages, chaque chapitre de *Mein Kampf* est précédé d'une introduction spécifique annonçant les thématiques traitées, présentant les conditions de rédaction et publication dudit chapitre et offrant un résumé critique détaillé suivant de près le texte d'Hitler en utilisant des formulations (guillemets et conditionnel entre autres) permettant de bien signaler que les auteurs du résumé ne partagent pas telle ou telle affirmation du texte original. La fin de chaque introduction est consacrée au commentaire et mise en perspective du chapitre considéré. « *Historiciser le mal* » a choisi comme base de travail les <u>premières éditions</u> (juin 1925 et décembre 1926) de chaque volume (contenant de nombreuses coquilles, fautes d'orthographe, de syntaxe, corrigées en partie dans les éditions suivantes). La nouvelle traduction s'efforce de lisser le moins

Il est à noter que plusieurs pages de l'introduction générale sont consacrées aux <u>choix de traduction</u>: les professeurs de langues étrangères et leurs élèves pourront y puiser des considérations très instructives. De même les <u>choix techniques</u> d'élaboration <u>des notes</u> sont détaillés et pourront fournir d'utiles éléments de formation aux apprentis-chercheurs.

possible les rugosités du texte original.

Ce travail critique a aussi pour objectif d'établir le « futur du texte », c'est-à-dire la mise en œuvre à partir de 1933 de ce qui a été énoncé en 1925-26.

De même que Pierre Vidal-Naquet dans « Vivre avec Faurisson ? » choisissait de « mobiliser tous les

ressorts de sa discipline, son érudition et son énergie pour [...] démonter sans trêve et sans coup férir les mensonges négationnistes », de même doit-on parier sur l'intelligence du lecteur pour suivre le projet d'« historiciser le mal ».

II. <u>Etapes de rédaction et analyses du contenu de *Mein Kampf*</u>

A. Rédaction et publications

La rédaction de *Mein Kampf* a connu des interruptions, remaniements nombreux et s'étendit sur deux ans et demi. Trois sources permettent de cerner cette genèse :

- Une vingtaine de feuillets autographes
- Les récits de compagnons dont Rudolf Hess
- Les annonces et prépublications dans des journaux ou par des tracts.

Hitler, pour le premier volume, travailla seul, tapant lui-même à la machine. Il voulait rédiger un manifeste politique exhaustif sous forme d'une autobiographie. Le 7 juillet 1924, il annonça avoir démissionné de la tête du NSDAP et vouloir s'abstenir de toute activité politique. Il refusa aussi toute visite, se consacrant exclusivement à son travail d'écriture. Il était en contrat avec les éditions Eler qui publièrent dès juin 1924 une brochure publicitaire.

En mars-avril 1925, Hitler opère une refonte totale de son ouvrage, le divise en deux tomes, choisit un nouveau titre « *Mon combat* » et un sous-titre « *Un règlement de compte* ». Il reprend ce qui a été déjà rédigé et y insère quelques commentaires sur l'actualité.

Le premier volume est achevé en juin 1925 et parait le 18 juillet. Ce premier volume a suscité des commentaires plutôt négatifs dans les journaux *völkisch* et nationaux allemands. Dès la fin octobre, Hitler a toutefois touché suffisamment de droits d'auteur pour pouvoir acheter plusieurs automobiles.

Après avoir dû gérer les luttes intestines de son parti, Hitler (sous surveillance permanente de la police), suite au congrès de 1926, dispose de temps pour continuer la rédaction du deuxième volume, avec l'aide d'une secrétaire cette fois, jusqu'au début de novembre 1926. Ce deuxième volume parait le 10 décembre. La relecture et les titres ont été assurés par Rudolf Hess. Le 7 mai 1930 une édition « populaire », la *Volksausgabe*, rassemble les deux volumes en un seul et connait un grand succès commercial. Cette édition a aussi été corrigée par Hess et sa fiancée.

On a pu souligner la dimension évolutive du projet éditorial d'Hitler :

- Ce fut d'abord un plaidoyer conçu dans le cadre de son procès.
- Puis ce devint une autobiographie dont l'un des objectifs était de reprendre le contrôle des militants. Sa volonté de convaincre s'appuyait sur la « répétition à mille reprises ».
- Malgré son mépris pour les intellectuels et pour l'écrit, Hitler s'est pris au jeu de la rédaction et pensa être devenu un penseur et un écrivain à l'inspiration géniale (comme il avait pu se penser auparavant un peintre, un architecte, un compositeur d'opéra de talent). C'était d'ailleurs un vieux fantasme puisqu'à plusieurs reprises sur divers formulaires il avait donné comme profession « écrivain »

B. Liste des chapitres de Mein Kampf:

Volume I:

- Le cadre familial (introduction = 4 pages)
- Les années d'apprentissage et de souffrance à Vienne (introduction = 12 pages)
- Considérations politiques générales remontant à ma période viennoise et divers (introduction = 14 pages
- Munich (introduction = 10 pages)
- La guerre mondiale (introduction = 6 pages)
- Propagande de guerre (introduction = 4 pages)
- La Révolution (introduction = 6 pages)
- Début de mon activité politique (introduction = 4 pages)
- Le parti des ouvriers allemands (introduction = 2 pages)
- Les causes de l'effondrement (introduction = 12 pages)
- Peuple et race (introduction = 14 pages)
- La première période de développement du Parti national-socialiste des ouvriers allemands (introduction = 8 pages)

Volume II:

- Vision du monde et du parti (introduction = 4 pages)
- L'état (introduction = 12 pages)
- Ressortissant de l'état et citoyen (introduction = 6 pages)
- Personnalité et conception völkish de l'état (introduction = 4 pages)
- Vision du monde et organisation (introduction = 4 pages)
- Le combat des premiers temps. L'importance du discours (introduction = 6 pages)
- La lutte contre le front rouge (introduction = 6 pages)
- C'est seul que le fort est le plus puissant (introduction = 4 pages)
- Réflexions fondamentales sur le sens et l'organisation des SA (introduction = 8 pages)
- Le fédéralisme comme masque (introduction = 8 pages)
- Propagande et organisation (introduction = 4 pages)
- La question syndicale (introduction = 6 pages)
- La politique d'alliance allemande après la guerre (introduction = 10 pages)
- Orientation vers l'est ou politique à l'est (introduction = 8 pages)
- La légitime défense comme droit (introduction = 10 pages)

Le chapitre 11 du volume 1 « Peuple et race » où Hitler expose le fondement de son idéologie a été considéré par ses contemporains et encore aujourd'hui par les historiens comme l'un des chapitres les plus importants de *Mein Kampf*. Hitler y propose sa version du <u>darwinisme social</u> reposant sur une hiérarchie des races. Le principe darwinien est que survivent les individus qui s'adaptent le mieux à leur environnement. La déformation fautive en « la loi du plus fort » est un postulat du darwinisme social. Une quinzaine de pages vantent les pseudo—spécificités des Aryens, une trentaine condense les préjugés antisémites les plus éculés.

Pour Hitler aussi, ce chapitre est important. Ainsi une sélection de ces pages fut publiée en août 1936

sous forme d'une brochure sous le même titre « Peuple et race » et diffusée pour l'enseignement scolaire.

On peut souligner qu'Hitler regretta d'avoir été si explicite quant à ses objectifs dans *Mein Kampf* (écrit à une époque où il ne pouvait pas imaginer devenir chancelier). En 1931, il dit : « Si je devais écrire aujourd'hui [*Mein Kampf*] beaucoup de choses seraient énoncées différemment » et dans d'autres occasions il évoqua « une franchise irréaliste [...] quelque peu épineuse pour un chef d'Etat ».

Ainsi dans le dernier chapitre (chapitre 15 volume II) Hitler préconise sans fard le meurtre à grande échelle des ennemis intérieurs (les juifs, les marxistes) comme préalable à un engagement armé s'attaquant aux ennemis extérieurs (c'est-à-dire au moment de la rédaction de ce texte, les troupes d'occupation françaises et de manière plus générale la France, accusée de vouloir démanteler l'Allemagne en plusieurs entités étatiques).

C'est dans ce chapitre qu'on trouve des propos qui ont beaucoup interpellé les historiens : Hitler y affirme qu'il eût fallu soumettre au début de la guerre 14-18 « douze ou quinze mille de ces corrupteurs hébraïques de peuple aux gaz toxiques. [...] Douze mille scélérats éliminés à temps, voilà qui aurait peut-être sauvé la vie à un million d'Allemands honnêtes et précieux pour l'avenir. [...] On ne change pas les destins des peuples avec les gants blancs.»

Certains en virent l'annonce du génocide et en particulier des chambres à gaz.

Certes dans *Mein Kampf*, Hitler préconise une loi pour régler « la <u>question juive</u> » de manière systématique et le recours à la violence envers les juifs de même qu'il souhaite « déclarer la guerre d'anéantissement au marxisme ».

Le recours à la violence physique contre les juifs avait été détaillé à un journaliste en 1922 (qui toutefois ne témoigne de cela qu'après 1945) : pendaison de tous les juifs de Munich au long des rues puis dans toutes les autres villes allemandes quand il aurait le pouvoir.

Par ailleurs il affirma à des journalistes catalans le 8 novembre 1923 (l'article parut le 24 novembre 1923) : « Un pogrom est une chose formidable mais cela a aujourd'hui perdu une bonne partie de son efficacité médiévale [...] Il y a dans toute l'Allemagne plus d'un million de Juifs [...] Tous les tuer en une nuit ? Ce serait naturellement la meilleure solution [...] mais cela n'est pas possible [...] Il ne reste donc que <u>l'expulsion de masse</u> [...] aussi bien les Juifs pratiquants que les indifférents ou les convertis. » Déjà, en 1919, dans une lettre, Hitler avait conclu des propos antisémites par la nécessité de « l'éloignement des juifs » (et non leur élimination physique).

Les historiens d' « Historiciser le mal » arrivent aux conclusions suivantes :

- En évoquant la condamnation des « corrupteurs » aux gaz toxiques, Hitler évoque les gaz de combat.
- Il ne parle pas dans ces phrases de l'ensemble des juifs.
- Il propose en fait de mettre ces « corrupteurs hébraïques » dans une situation combattante où ils seraient, comme tous les soldats, soumis aux gaz de combat car Hitler prétend que les juifs avaient réussi à échapper au front, à se planquer à l'arrière.
- Hitler ne préconise donc pas à ce moment-là le génocide. D'ailleurs il annonce à cette époque (1925-26) sa volonté de dénaturaliser les juifs puis de leur faire quitter l'Allemagne.

Ce qui fut mis en œuvre <u>à partir de 1933</u> correspond d'ailleurs à ce « programme » d'après les auteurs de « *Historiciser le mal* » :

- Pressions pour faire émigrer les juifs (entre 1933 et 1939, d'après les statistiques nazies, 350 000 juifs ont quitté l'Allemagne sur un total de 560 000 personnes en 1933).
- Septembre 1935 : les juifs sont déchus de leur citoyenneté.
- Début 1940 : proposition de transfert des juifs en URSS puis dans l'été 1940, projet de « réserve » à Madagascar.
- Printemps 1941 : projet de « réserve » sur les territoires conquis en URSS ; une stérilisation systématique est envisagée.
- Eté-automne 1941 : basculement vers le choix du meurtre de masse.

On peut noter que les historiens ne sont pas tous d'accord en ce qui concerne les dates marquant l'évolution de la politique antisémite mise en œuvre par les nazis. La "*Nouvelle histoire de la Shoah*" (Alexandre Bande, Pierre-Jérôme Biscarat et Olivier Lalieu ; Passés Composés, 2021) pages 92-96 donne les précisions suivantes :

- parmi les "pressions" pour faire émigrer les Juifs allemands, citoyens privés de leurs droits, la plus violente fut le pogrom de la Nuit de cristal (1938).
- 1940 : projets de transfert des Juifs dans les territoires orientaux puis en 1941, après l'invasion du territoire soviétique, dans les territoires occupés.
- 13 octobre 1941: projet d'un premier centre de mise à mort à Belzec, en Pologne occupée, premiers camions à gaz à Kulmno et en Serbie ; mise en œuvre à l'automne 1941 du meurtre de masse dans les camps : aménagement de nouveaux centres de mise à mort, Sobibor et Treblinka, Lublin /Majdaneck et Auschwitz/Birkenau
- 20 janvier 1942: Conférence de Wannsee: mise à exécution d'un plan de destruction des Juifs d'Europe, suite à une décision d'Hitler prise (seulement?) à l'été de 1941.

C. Analyses critiques

Les incorrections, répétitions, emphases sont nombreuses. Goebbels lui-même écrivit en 1931 dans son *Journal* : « Le livre dégage une impression d'honnêteté et de bravoure. Mais le style en est quelquefois imbuvable [...] Il écrit comme il parle. Cela fait certes très direct, mais aussi, souvent, très peu soigné. »

Mein Kampf peut paraître être une compilation subjective, désordonnée à la lecture décourageante. Toutefois on y trouve une construction idéologique cohérente et vision claire des étapes à franchir. Mein Kampf est la description d'une utopie, celle d'un « Etat Völkisch » à venir.

La liste des <u>ennemis intérieurs</u> est fort longue, ennemis qu'Hitler veut neutraliser voire anéantir. Rien cependant ne surpasse en radicalité son antisémitisme. Hitler justifiait son outrance simplificatrice (le Juif est responsable de tout, partout, tout le temps) en affirmant : « L'art de tous les vrais grands chefs de peuple [... a] consisté en premier lieu [...] à concentrer [l'attention d'un peuple] sur un seul adversaire. » Dans l'avenir Hitler n'envisage que deux alternatives : la défaite totale de l' « hydre mondiale juive » ou l'enfer d'une « dictature mondiale juive » ...

Ce livre est une <u>construction mythique de la vie d'Hitler</u>, destinée à en faire une personnalité historique de premier plan appelée à un rôle incomparablement plus grand dans un avenir proche. Hitler se glorifie d'avoir su à des moments cruciaux défendre des positions à contre-courant des attentes du public : par exemple, par/pour son soutien à Mussolini il approuve le rattachement du Tyrol du sud, pourtant germanophone, à l'Italie ; ou quand il justifie le traité de Brest-Litovsk pour mieux combattre le traité de Versailles ...

Hitler insiste sur son rôle d'agitateur, de dirigeant de propagande, et sur ses talents d'orateur. L'agitateur psychologue et démagogue est le plus qualifié à ses yeux pour être chef, bien mieux qu'un grand théoricien. Il rêve d'être en une seule personne l'union du théoricien, de l'organisateur et du chef.

On peut d'ailleurs noter l'évolution d'Hitler quant à son propre rôle. Il s'est d'abord pensé comme « propagandiste » puis s'était convaincu que ses talents d' « agitateur » le prédisposaient à être le chef d'abord du Parti des ouvriers allemands puis de l'ensemble du camp nationaliste.

Hitler présente une vision très sélective de sa vie, multiplie les « signes » de prédestination annonçant un destin de leader national. Il multiplie les clichés dont celui du génie méconnu. Il décrit son enfance comme celle d'un entêté rétif, jeune révolutionnaire, petit chef de bande. Hitler présente sa maturation intellectuelle et politique comme le fruit de différentes expériences aboutissant à des convictions inébranlables, « granitiques ».

Dans cette reconstitution de son passé Hitler passe systématiquement sous silence la protection dont il bénéficiait de la part du chef de la police jusqu'en septembre 1921, date du départ de ce responsable. Ernst Pöhner et Wilhelm Frick à la tête de la police de Munich voyaient dans le NSDAP la possibilité d'une régénération de l'Allemagne d'après le propre témoignage de Frick. En octobre 1921, Hitler fut convoqué par la police et menacé d'expulsion. Toutefois les violences et incidents du fait des nazis continuèrent, les plaintes se multiplièrent mais il n'y eut pas d'interdictions multiples concernant ses meetings contrairement à ce qu'affirme Hitler. Quand en septembre 1921 le dirigeant de la Ligue bavaroise fut précipité dans des escaliers par de jeunes nazis et blessé, Hitler fut condamné à trois mois de prison mais n'en effectua qu'un seul.

Il "oublie" aussi qu'il a évolué sur certains points comme par exemple la question de l'élection au sein du parti. En 1919, il y était favorable : dans le premier volume de *Mein Kampf* il énonce le principe du vote pour le chef. Après 1926 les élections internes des chefs locaux sont progressivement proscrites et en 1930, lors de la réédition révisée de *Mein Kampf* la mention « élection du chef » est supprimée.

Hitler dans *Mein Kampf* se méfie de la plupart des humains. Pour lui la <u>société est divisée en trois</u> <u>groupes</u> : un « extrême du meilleur », un « extrême du mauvais » et l'immense majorité de la population sans caractère et influençable.

L'histoire humaine semble se réduire aux yeux d'Hitler aux principes du combat et de la guerre, guerre qui n'a jamais vraiment pris fin pour lui. Hitler dessine une perspective à la fois barbare et tragique, celle d'une lutte sans fin comme source et sens de toute vie.

Hitler voulait la guerre et lors de la rédaction de *Mein Kampf* n'envisageait dans un avenir prévisible que deux alliés, l'Angleterre et l'Italie, pour se lancer dans une « nouvelle marche des Germains » contre l'URSS. Le premier ennemi explicite était la France, « ennemi mortel » du peuple allemand. « L'Autriche allemande » est appelée à revenir dans le Reich qui devra englober tous les Allemands (pour atteindre 80 à 100 millions personnes – l'Allemagne comptait alors 62 millions d'habitants). Si les aspects techniques, stratégiques, économiques pour assurer ces guerres ne sont jamais abordés, en revanche le moral des troupes permettant de gagner la guerre est un thème important. La propagande, l'oppression, la terreur, y compris contre sa propre population, sont des moyens explicités dans *Mein Kampf* qui apporte des précisions sur la manière dont la population devait être conditionnée en préparation du futur conflit.

Il méprise les réussites économiques, sociales ou de politique étrangère obtenues par la République de Weimar. Et bien sûr, il ne supporte pas le traité de Versailles puis les différents aménagements des contraintes imposées à l'Allemagne. Il affirme : « L'Allemagne sera une puissance mondiale ou ne sera pas. »

D. Quelques premières corrections factuelles

Hitler n'indique aucune source, aucun penseur qui aurait pu l'inspirer mais la production pamphlétaire allemande entre la fin XIXème et les années 1920 est immense, les énoncés, idées, théories circulant d'un texte à un autre. L'équipe scientifique allemande détermine quelques influences hautement probables : Gottfried Feder, Alfred Rosenberg et pour des auteurs étrangers, Henry Ford, Arthur de Gobineau.

En ne citant pas ses sources, Hitler, qui reformulait des énoncés d'autres auteurs, voulait en paraître le créateur véritable.

On retrouve ainsi dans *Mein Kampf* des <u>mots-clés</u> faisant partie du langage politique courant tels que « communauté du peuple », « souillure de la race » dont les notes permettent de retracer l'origine. La vision utilitariste du mariage défini comme une institution d'élevage préservant pureté et bonne santé de la population (<u>eugénisme</u>) et permettant de développer une politique nataliste est typique des principes de l' « hygiène raciale » développés en Allemagne et ailleurs depuis des décennies. On trouve une forte similarité avec Hans F.K. Günther qui a écrit en 1922 : « Raciologie du peuple allemand », livre qu'Hitler a lu et où sont décrites les qualités définies comme typiques de la race aryenne ou nordique.

Hitler apparait aussi conforme à une tradition allemande, celle du <u>roman d'apprentissage</u> (*Bildungsroman*). Même s'il n'a pas lu ces romans, il en a été imprégné au travers diverses biographies qui l'ont inspiré. Il en reprend presque tous les codes (conflit avec le père, rôle de mentors, découverte des arts, expérience d'un métier, contact avec la vie politico-publique ...) quitte à en inventer certains épisodes : son travail comme manœuvre à Vienne est démentie par tous les historiens.

Les historiens démontent en effet facilement les <u>contre-vérités</u>. Ainsi ce n'est pas à Vienne qu'il est devenu antisémite ou antimarxiste mais plus tard, après 1918. Il est à noter que pour Hitler le « marxisme » renvoie à de multiples acteurs, démocrates et libéraux, voire partis et organisations bourgeois à droite du gouvernement, syndicats et bien sûr parti communistes.

D'autres épisodes sont décalés dans le temps comme par exemple sa décision d'entrer en politique.

Mein Kampf cache soigneusement tout ce qui relève de <u>l'intime</u>, ne mentionnant que ses seuls parents et n'évoquant pas le reste de sa famille, ne citant quasiment pas ses compagnons de route. Parmi les rares contemporains auxquels Hitler rend hommage se trouve toutefois Dietrich Eckart, écrivain journaliste rencontré fin 1919 et permanent soutien. Bien qu'il ne fût pas impliqué dans le putsch de 1923, Eckart fut emprisonné et mourut le 26 décembre 1923, quelques jours après sa libération. Après 1933, on exposa son buste dans la « Maison brune » de Munich, le quartier général des nazis.

La <u>guerre 14-18</u> de façon étonnante est très peu détaillée mais Hitler souligne sa peur pour valoriser sa façon de la surmonter au terme d'un conflit intérieur.

Les revers et compromis sont soigneusement omis, seules les réussites et victoires sont détaillées. Tout dans *Mein Kampf* se réduit à des <u>schémas manichéens</u>, à des couples antithétiques : bien/mal, oui/non, beau/laid, vrai/faux, ami/ennemi ...

La construction "revisitée" de <u>l'histoire du parti</u> permet à Hitler de présenter son projet : un parti où le président est seul responsable, son autorité devant être reconnue de façon inconditionnelle. Hitler promeut la « démocratie germanique : élection du chef mais autorité absolue de celui-ci. »

Les adhérents forment une "masse" malléable et fanatique, et le parti devait être réduit quant au nombre de militants afin de conserver combativité et radicalité. Toutefois Hitler revendique ensuite régulièrement l'augmentation du nombre d'adhérents au NSDAP.

Hitler s'ingénie à présenter, contre toute vérité historique, le NSDAP comme l'unique organisation engagée de manière sincère dans la lutte contre le « marxisme » (dans son acception très large), comme la seule outillée pour la confrontation et donc en capacité de réussir.

Le monde des Etats étrangers devant être pris en compte se réduit aux yeux d'Hitler à l'Italie, la France, l'Angleterre, l'URSS, l'Autriche étant définie comme allemande.

Rappels historiques : contextes, moments-clés de la vie d'Hitler, du nazisme jusqu'à la prise du pouvoir en janvier 1933

Cette fiche ne reprend pas en détail toutes les analyses plus ou moins fausses, toutes les reconstitutions fantasmées présentées par Hitler concernant les événements historiques, en particulier la révolution de 1918 et la mise en place de la République de Weimar.

- 20 avril 1889 : <u>naissance</u> à Braunau (Autriche) d'Hitler issu du troisième mariage d'Aloïs Hitler avec Klara Pölzl. Hitler a vécu son enfance avec un demi-frère et une demi-sœur. Les deux aînés d'Hitler issus du couple de ses parents sont décédés en bas-âges. Un frère plus jeune est mort peu après sa naissance, un autre est décédé à l'âge de 6 ans. Seule sa sœur a vécu jusqu'en 1960.
 - Aloïs Hitler, le père d'Adolf, était un fils naturel. Il a exercé divers métiers dont fonctionnaire douanier. Aloïs était violent, battant son fils mais Hitler prétend que c'était nécessaire car sinon on n'aurait rien fait de lui!
 - Les hasards d'une affectation de son père firent naître Hitler à Braunau-sur-Inn. Il instrumentalise cette péripétie pour en faire un signe de son destin devant lui permettre d'unifier le peuple allemand et d'offrir à ce peuple un territoire assez vaste pour assurer sa survie.
- Hitler a été bon <u>élève</u> jusqu'à son passage à la *Realschule* à partir de 1900 où on dispensait un enseignement général préparant notamment aux métiers de la fonction publique. Son père voulait faire de lui un fonctionnaire. Les bulletins alors soulignaient des résultats insuffisants, la mauvaise conduite de l'élève, le manque de zèle. Après la mort brutale de son père le 3 janvier 1903, il n'apparait aucun progrès notable contrairement aux affirmations d'Hitler prétendant avoir des très bons résultats dans ses deux matières préférées, géographie et histoire universelle (pour lesquelles les bulletins ne révèlent en fait que des résultats passables).

Hitler porte rétrospectivement un jugement négatif sur presque tous ses professeurs, sur l'importance des notes, le "par cœur" imposé. Pour lui « "apprendre" l'histoire, c'est chercher et trouver les forces qui, en tant que causes, conduisent à ces effets que nous voyons sous nos yeux comme événements historiques. »

- La maladie pulmonaire qui aurait conduit sa mère à accepter qu'il quitte la *Realschule* semble être une invention, une reconstruction.

Hitler quitte l'école à 16 ans.

- La mère d'Hitler décéda le 21 décembre 1907 des suites d'un cancer au sein. Hitler après un premier passage à <u>Vienne</u> en septembre-octobre 1907 y revint en octobre 1908 (les deux fois pour tenter vainement d'entrer à l'Académie des Beaux-Arts). Il s'installa ensuite dans la ville de février 1908 à mai 1913.
 - Il souhaitait devenir architecte. Il connut dans un premier temps, contrairement à ses dires, une <u>vie de bohême et d'insouciance</u>, bénéficiant d'un capital hérité de sa mère et de prêts accordés par sa tante.
 - Une fois son capital dilapidé, il se retrouva de la mi-septembre à la mi-décembre 1909 sans logis. Il rejoint ensuite un <u>asile pour sans-abris</u> où l'hébergement est gratuit, vivant de petits boulots occasionnels et des aides d'institutions charitables. Les historiens soulignent la contre-vérité quand Hitler affirme avoir passé deux années à travailler sur les chantiers.
- En décembre 1909, Hitler rencontre dans un foyer Reinhold Hanish. Sur les conseils de celuici, il <u>peint des cartes postales et petits tableaux</u> qu'Hanish vend. La tante d'Hitler a financé l'achat du matériel nécessaire à cette production. Le partage des bénéfices entre les deux associés est à 50/50. Le revenu des ventes permet à Hitler et Hanish de s'installer dans le foyer pour hommes le plus moderne de l'époque : compartiments individuels, salles communes où Hitler pouvait peindre, salle de lecture avec mise à disposition de la presse, romans, ouvrages de vulgarisation scientifique. Hitler prétend avoir beaucoup et méticuleusement lu à Vienne, <u>forgeant ainsi seul ses connaissances</u>, entre autres sur l'art et l'architecture.

Hanish dément les affirmations de *Mein Kampf*: à cette époque Hitler n'était pas foncièrement, radicalement antisémite. Les camarades de combat d'Hitler entre 1914 et 1918 n'ont pas remarqué non plus un antisémitisme virulent.

Hitler prétend à tort s'être sérieusement intéressé dès sa période viennoise à quatre sujets politiques : la question sociale, la social-démocratie, les Juifs, le marxisme.

- Avril 1913 : Hitler obtient le droit de vote (il a 20 ans), peu de temps avant de quitter Vienne.
- 25 mai 1913 : Hitler quitte Vienne et <u>s'installe à Munich</u> (Hitler ment dans *Mein Kampf* parlant du printemps 1912 pour ce changement).
 Peut-être a-t-il attendu le déblocage de l'héritage de son père. Peut-être a-t-il ainsi de nouveau voulu éviter de se soumettre à ses obligations militaires en Autriche-Hongrie ainsi qu'il l'avait déjà fait en 1909. En effet en 1909 il ne s'était pas fait enregistrer sur le registre militaire austro-hongrois comme devaient le faire tous les hommes de 20 ans. Il encourt du fait de ce manquement une amende voire une peine de prison. La police de Linz se lance à sa poursuite durant l'été 1913 ; il est retrouvé à Munich au bout de cinq mois de recherche. Hitler se défend dans une lettre au magistrat.

A Munich, Hitler connut plusieurs domiciles dont à partir de 1929 un appartement de neuf pièces (plus de 300 m2) qu'il loue et dont il devint propriétaire en 1939. Le séjour bavarois d'Hitler est marqué par un **grand isolement social** contrairement à ses allusions répétées à son appartenance à « différents cercles ». Ce n'est qu'après la guerre, avec le début de sa carrière politique, qu'Hitler s'est inséré dans la société munichoise.

- 16 août 1914 : Hitler dit s'être engagé comme <u>volontaire dans l'armée allemande</u>. Le 1^{er} septembre il rejoint la 1^{ère} compagnie du 16^{ème} régiment d'infanterie de réserve (dates définies par les chercheurs, sensiblement différentes de celles données par Hitler dans *Mein Kampf*).
 - Le récit de son engagement volontaire est démenti par les historiens. Sa requête pour intégrer un régiment n'a jamais été retrouvée (pourtant recherchée dès 1924 pour son procès). La photo du 2 août 1914 présentant Hitler au sein d'une foule en liesse a été cadrée de façon à montrer une participation plus importante que dans la réalité et, de plus, elle a peut-être été retouchée.
- Le 1^{er} septembre Hitler est assigné à la <u>1^{ère} compagnie du 16^{ème} régiment d'infanterie</u> de réserve dont un tiers de l'effectif est constitué de volontaires. Ce régiment quitte Munich le 8 octobre 1914 et fait 10 jours de manœuvres. Puis il est acheminé vers le front fin octobre et participe à la <u>première bataille d'Ypres</u>.
- Fin 1914 Hitler est estafette à l'arrière.
 C'est sans doute sa proximité avec les officiers en tant qu'estafette plus qu'une exceptionnelle bravoure qui lui valut d'être décoré de la <u>croix de fer de première classe</u>.
- 1916 : bataille de <u>la Somme</u>. Hitler <u>blessé</u> est transféré à l'arrière près de Berlin. Sa formulation ambigüe laisse penser qu'il aurait été blessé pendant la bataille mais le 5 octobre c'est à 2 kms du front, près de l'abri des estafettes, qu'il est légèrement blessé à la cuisse par l'éclat d'un obus, deux jours avant que son unité soit engagée dans la bataille de la Somme. Du 9 octobre au 1^{er} décembre il séjourne dans un <u>hôpital de la Croix-Rouge</u> allemande à Beelitz près de Potsdam.
- Du 1^{er} décembre 1916 au 1^{er} mars 1917, Hitler est au 2^{ème} régiment d'infanterie bavarois à Munich.
- 5 mars 1917 : <u>retour d'Hitler dans son régiment</u>.
 Le régiment d'Hitler fut transféré dans des zones plus calmes, en Alsace en août 1917 puis à la mi-octobre au nord de Paris où il resta jusqu'au printemps 1918.
- L'arrière connait de graves pénuries du fait du blocus maritime. 800 000 civils allemands moururent de sous-alimentation pendant la guerre d'où de nombreuses manifestations et grèves. Hitler condamne la "grève des munitions". Lancé dans l'industrie allemande d'armement à l'appel de la Ligue spartakiste, le mouvement débuta en janvier 1918 avec comme mot d'ordre « La paix et du pain ». Près d'un million de grévistes furent dénombrés jusqu'à la répression en février 1918, des socialistes s'étant associés à cette grève. Cet événement fut intensément discuté parmi les soldats favorables en grande partie à la revendication d'une paix immédiate sans annexions.

- 29 septembre 1918 : le commandant suprême de l'armée allemande demande au gouvernement d'entamer des <u>négociations en vue d'un armistice</u>. Cela resta secret si bien que la signature le 11 novembre fut une surprise complète pour les Allemands.
 Ultérieurement, les autorités militaires refusèrent d'assumer la responsabilité de l'arrêt de la guerre, de la défaite.
- 13 octobre 1918 : les Anglais pilonnent les positions allemandes au gaz moutarde (appelé en allemand « croix jaune » Gelbkreuz ; il a été utilisé pour la première fois en juillet 1917). Hitler est intoxiqué et connait une cécité passagère. Dans la nuit du 13 au 14 octobre, il est admis à l'hôpital de campagne de son régiment puis transféré dans un hôpital militaire à Gand, puis à l'hôpital de réserve de Pasewalk près de Stettin où il resta du 21 octobre au 19 novembre.
 - Lors de l'annonce de l'<u>armistice</u> il connait une <u>nouvelle cécité</u> : il semble que ces deux épisodes soient dus à des causes psychosomatiques mais le dossier médical de Pasewalk n'ayant pas été retrouvé il est impossible d'établir un diagnostic certain.
 - Hitler lors de son procès en février 1924 affirma qu'il avait décidé s'il recouvrait la vue lors de sa deuxième cécité de se tourner vers la politique. Dans *Mein Kampf* il écrit : « Je décidai dorénavant de devenir homme politique » sans formuler un lien direct, explicite avec la fin de sa cécité.
- 19 novembre 1918 : Hitler sort de l'hôpital militaire et rejoint le 21 novembre le 7^{ème} bataillon du 2^{ème} régiment d'infanterie à Munich.
- Janvier 1919 : 140 soldats dont Hitler furent transférés pour assurer la <u>surveillance des</u> <u>prisonniers de guerre</u> au camp de Traunstein.
 - Hitler formule ce transfert de façon à ce que le lecteur voit un choix personnel dû au fait qu'Hitler se disait dégoûté par l'atmosphère politique à Munich sous le contrôle des <u>Conseils</u> <u>de soldats</u> (commissions élues par les soldats et ayant fonctionné d'octobre 1918 à mai 1919) et de plus ment sur la date parlant de mars 1919.
 - 7 avril 1919 : <u>instauration à Munich de la République des Conseils</u>, gouvernement insurrectionnel qualifié par Hitler de « règne provisoire des Juifs ».
 - Hitler laisse penser par sa formulation qu'il a failli être arrêté voire exécuté le 27 avril 1919 du fait de sa prise de parole au Conseil de soldats mais il n'est pas élu à ce conseil le 15 avril et n'a pas eu à s'opposer au Conseil central de la République bavaroise, qui n'existe plus à ce moment.
 - En prétendant être revenu à Munich plus tardivement qu'en réalité, Hitler masque le fait qu'il est <u>resté passif politiquement</u> face à la République des conseils. Sa première initiative politique ne date que de la mi-avril 1919.
- 9 mai 1919: Hitler est <u>affecté à une commission d'enquête</u> sur le comportement de son régiment durant la période révolutionnaire. Il bénéficie d'une formation. Il prétend avoir alors pris conscience de son pouvoir d'orateur, convainquant un auditoire de plus en plus large mais les historiens ne trouvent aucun témoignage, aucune archive attestant la tenue de conférences entrainant l'adhésion de "centaines de camarades".
- Septembre 1919 (le jour précis est discuté): Hitler s'engage politiquement en <u>adhérant au</u>

 <u>Parti des ouvriers allemands</u> (responsable d'abord de la propagande).

Hitler devient le 55^{ème} adhérent (il a donné deux versions différentes de ce chiffre) du Parti des ouvriers allemands en même temps que sept soldats de son entourage. Son récit de la rencontre puis de l'adhésion au DAP est totalement fictionnel. En 1919 il y avait de très nombreux groupuscules de la droite radicale en activité à Munich dont La Société Thulé, l'Alliance allemande-*Völkisch* de protection et de défense ...

- 26 octobre 1919 : Hitler est affecté au 41 en régiment à Munich, trois mois après la fin de sa formation. Entre temps il fait partie d'un commando de renseignements destiné à mettre à jour les liens entre soldats et République des Conseils. Le titre d'officier instructeur que s'auto-octroie Hitler n'a aucun caractère officiel.
- Après la chute de la République des Conseils une vigoureuse <u>épuration dans l'armée</u> visant les soldats favorables à la République et la démocratie fut mise en œuvre. Hitler participa à la propagande qui accompagna le fichage et l'exclusion. Fin 1920 il fit une « conférence patriotique » aux forts accents antisémites devant des militaires et des milices locales. Parmi les mensonges, <u>Hitler s'octroie un rôle d'orateur</u> de grande audience au sein du Parti ouvrier allemand ce que les historiens démentent aisément, en particulier grâce aux rapports de police. Il n'était qu'un orateur parmi d'autres, sans effet d'entrainement notable. Hitler dans *Mein Kampf* décrit quasiment toutes les très nombreuses réunions/meetings de 1919-1920. De même il prétend être intervenu de façon souvent violente dans des réunions politiques de partis opposés mais les rapports de police sont muets sur de telles obstructions nazies.
- 20 février 1920 : <u>approbation du programme en 25 points du NSDAP</u>. Contrairement aux affirmations d'Hitler, ce programme ne fut pas approuvé unanimement. D'ailleurs la soirée s'était achevée dans le désordre, des opposants s'étant mêlés au public pour perturber la réunion.
 - Printemps 1920 : Hitler apparait comme le <u>principal orateur du NSDAP</u>. Il est aussi intervenu pour d'autres organisations de la droite radicale et était alors rémunéré.
- Mars 1920 : le putsch de Kapp (tentative de coup d'État dirigée contre la république de Weimar par des courants conservateurs) a enthousiasmé Hitler qui a beaucoup regretté que l'armée (restée légaliste et fidèle envers l'Etat) n'ait pas apporté son soutien aux insurgés.
- Décembre 1920 : le <u>Völkischer Beobachter</u> est racheté avec la maison d'édition Eher Verlag. Il devient quotidien le 8 février 1923, passa de 8 000 exemplaires en février 1921 à 30 000 au moment de son interdiction en novembre 1923. Neuf rédacteurs en chef se sont succédé entre mai 1919 et novembre 1923. Le journal connut de nombreux procès en diffamation et des interdictions périodiques.
 - En 1921, le NSDAP ayant plus de moyens financiers, peut assurer de forts tirages pour les tracts, pas moins de 100 000 entre juillet et septembre 1921 à Munich.
 - Janvier-juin 1921 : Hitler publie une quarantaine d'<u>articles</u> théoriques ou d'actualité ; il a aussi rédigé différents mémoires restés inédits qui semblent avoir été plus ou moins repris dans *Mein Kampf*.

- Juillet 1921 : <u>Hitler prend la direction</u> de la formation (le parti est devenu la Parti national-socialiste des ouvriers allemands = NSDAP).
 En parallèle avec la Marche sur Rome de Mussolini (30 octobre 1922) Hitler est de plus en plus souvent qualifié de « <u>Führer</u> » et présenté comme le sauveur de la nation.
- Mi-avril 1922 : rédaction par Hitler d'un mémoire sur les buts de la <u>SA</u> constituant dorénavant une force paramilitaire : 1) conquête du pouvoir politique 2) nettoyage brutal des ennemis intérieurs de la patrie.
- 16 avril 1922 : <u>traité germano-russe de Rapallo</u> : les deux États renoncent réciproquement à leurs réparations de guerre, reprennent leurs relations diplomatiques et ouvrent des négociations économiques. L'Allemagne obtient de la Russie l'accès à des camps secrets d'entraînement pour son aviation et ses blindés.

 24 juin 1922 : suite au traité de Rapallo, <u>assassinat de Rathenau</u> (ministre des Affaires étrangères ; juif) provoquant des manifestations très importantes le 27 juin et le 4 juillet.

 D'où le 18 juillet 1922 la « <u>loi pour la protection de la République</u> » adoptée par un front inhabituellement large (seuls le Parti populaire national allemand, le Parti populaire bavarois, l'Association des paysans bavarois et des membres du Parti populaire allemand votèrent contre). Cette loi et l'ordonnance correspondante prise en Bavière conduisent à <u>l'interdiction de plusieurs groupes et partis de la droite radicale, du NSDAP et du parti communiste allemand</u>.
- Juin-juillet 1922 : sabotage par les nazis d'une manifestation de la Ligue bavaroise, formation concurrente du mouvement nazi. Le responsable de cette Ligue est violemment éjecté de la scène du meeting et grièvement blessé. Hitler et deux nazis sont condamnés à 100 jours de prison (Hitler n'a effectué cette peine que du 24 juin au 27 juillet 1922). Le président de la Ligue fut assassiné en 1934 lors de la « nuit des Longs couteaux ».
 Dans Mein Kampf Hitler affirme que ce sont les nazis qui ont été menacés et victimes.
- 16 août 1922 : <u>première apparition en public de la SA</u> en rangs serrés avec drapeaux et musique

Septembre 1922 : la Ligue allemande de combat est constituée, regroupant SA et diverses formations de la droite radicale pour :

- 1) mener à bien une révolution nationale
- 2) vaincre le marxisme.

Après une brève adhésion à l'Union des associations patriotiques, le NSDAP fonda en février 1923 le groupe de travail des associations patriotiques de combat réunissant la SA et plusieurs ligues radicales et *völkisch*, mélange de nationalisme ethnique, retour au terroir, ésotérisme, antisémitisme, paganisme etc.

Octobre 1922 : « <u>Journée de Cobourg</u> » = affrontements physiques entre nazis et opposants mais aussi dans un même temps discours, défilés nazis sans encombre.
 En 1932 fut créée la « médaille d'honneur de Cobourg », l'une des plus importantes décorations nazies aves « l'ordre du sang » commémorant la tentative de putsch et « l'ordre allemand ».

- Fin 1922, début 1923: les rumeurs de coup d'état se renforçant, l'Etat bavarois interdit des manifestations publiques prévues en marge du congrès du NSDAP. Suite à des négociations entre Hitler et des responsables bavarois, le congrès est toutefois autorisé avec quelques restrictions.
- Le dernier chapitre de Mein Kampf (chapitre 15 volume II) se concentre sur l'année 1923 mais ne dit rien des compétitions internes entre mouvements nationalistes, des mille intrigues qui avaient précipité le passage à l'acte d'Hitler.
 - 11 janvier 1923 : <u>occupation de la Ruhr</u> par les troupes françaises et belges ; vives protestations et résistance passive du gouvernement Cuno ; répression par les occupants (arrestation de grévistes et prise de contrôle des mines et chemins de fer) ; ralentissement de l'activité économique ; l'état continuant de payer les salaires, il fait fonctionner « la planche à billets » d'où une très forte inflation.

Hitler s'opposait alors à cette politique de résistance passive souhaitant un affrontement armé contre les troupes françaises. Mais dans *Mein Kampf*, non seulement il ne rappelle pas cette position mais traite de « fou » celui qui l'aurait soutenue.

En février 1923, fondation en Bavière du groupe de travail des associations patriotiques de combat (groupes paramilitaires dont la SA) pour s'opposer à la politique de résistance passive.

- 1^{er} mai 1923 : action dans la rue des associations patriotiques de Bavière.
 En 1925, dans le cadre d'un procès intenté par le maire de Nuremberg Hitler nie sous serment le but insurrectionnel de cette action. En avril 1926, Hitler est <u>poursuivi pour</u> parjure mais la procédure est suspendue en janvier 1927.
- 1923 : augmentation des effectifs du NSDAP ; le projet d'un **putsch** se développe parmi les différents groupes d'extrême droite mais les objectifs et les agendas sont divergents.
- <u>8 novembre 1923</u>: Hitler, rejoint par Ludendorff, prend le <u>contrôle d'une réunion publique</u> organisée par un trio d'extrême droite = il monte sur une chaise, tire un coup de revolver au plafond en déclarant l'avènement de la révolution nationale. Après diverses tractations et pressions, tous les acteurs et le public se rallient aux propos/projets d'Hitler à savoir :
 - 1) jeter à bas les criminels de novembre 1918
 - 2) permettre la renaissance d'une Allemagne de pouvoir et de grandeur, de liberté et de splendeur.

Dans le même temps, les troupes paramilitaires arrêtent des opposants et des juifs. Mais le trio dénonce le putsch dès le que le meeting est dispersé.

- <u>9 novembre 1923</u>: « marche sur la Feldherrnhalle » = 2 000 personnes défilent derrière Hitler dans les rues de Munich jusqu'à se heurter aux forces de police. Le nombre des victimes du putsch varie : selon les écrits d'Hitler, 18 « héros » dans un texte, 16 noms dans la dédicace de *Mein Kampf*. Les historiens dénombrent 20 victimes : 15 putschistes, 4 policiers, 1 passant.

En décembre 1923, face au procureur dans le cadre du procès suite au putsch, Hitler affirmait : « A côté du droit formel, [il existe] un droit naturel du peuple qui est supérieur à la Constitution, le droit de légitime défense ou l'état d'urgence qui donne à une nation le droit de se délivrer de son malheur et ce même contre la volonté d'un Parlement incapable. »

- Hitler parvient à s'enfuir mais est <u>arrêté le 11 novembre 1923</u>.

Hitler et ses partisans sont accusés de haute trahison (peine encourue = la perpétuité), port d'armes, séquestration, coercition, chantage, prise d'otages, braquage de banque.

Hitler est incarcéré à la prison-forteresse de Landsberg-sur-Lech en détention provisoire puis au titre de sa <u>condamnation</u> pour haute trahison signifiée le 1^{er} avril 1924 (il est soumis à la peine minimale prévue par la loi : 5 ans de détention et une amende de 2 00 marks-or). Son expulsion, possible d'après le droit, ne fut pas évoquée.

La clémence de la justice bénéficia aussi aux autres putschistes : Röhm fut condamné à de la prison avec sursis ; Ludendorff et Rosenberg n'eurent aucune peine.

Les <u>conditions de détention sont très bienveillantes</u>. La détention en forteresse réservée aux prisonniers supposés avoir agi pour des motifs « honorables » n'imposait pas le port d'uniforme, laissait la liberté de mouvement au sein de l'établissement (y compris cour et jardin), permettait de s'entretenir avec les détenus de son choix. La correspondance (contrôlée par la censure) et les visites venues de l'extérieur (en présence d'un gardien) étaient autorisées. Hitler a reçu 524 visites de 345 personnes différentes. Röhm vint 7 fois, Ludendorff 9 fois. Une communauté nazie put s'organiser tant pour les repas que pour les loisirs. Hitler recevait de nombreux présents et courriers d'encouragement de la part de ses admirateurs : du fait du retentissement national des évènements bavarois Hitler avait pris une envergure bien plus grande.

Selon les obligations judiciaires il a dû rédiger un CV dans la semaine suivant son arrestation mais il n'en existe aucune trace.

Après le putsch manqué, le <u>NSDAP fut interdit</u> (le 9 novembre 1923 en Bavière, le 23 novembre dans l'ensemble du Reich) et s'est scindé en factions rivales, parfois rassemblées de façon éphémère ; de même <u>dissolution de la SA.</u>

- L'espoir d'une libération très précoce est stoppé par divers problèmes :
 - 1) Hitler est accusé d'avoir participé aux côté d'Ernst Röhm au projet de reconstitution d'unités de combat dissoutes.
 - 2) Hitler, non allemand, est menacé d'expulsion en Autriche.
- <u>La libération conditionnelle</u> est toutefois obtenue le 20 décembre 1924 (soit 9 mois après la prononciation de la sentence).
- Fin de 1924 : la République de Weimar semble stabilisée et promise à une reprise économique durable. Les organisations se réclamant du NSDAP (interdit) obtiennent à peine 3% des voix aux élections législatives.
 - La volonté d'Hitler de rester à la tête d'un petit groupe de militants réactifs contribue à son refus théorique de toute alliance après la dissolution du NSDAP malgré différentes tentatives d'autres personnalités pendant son emprisonnement et après. Hitler était pourtant proche idéologiquement des mouvements « Völkisch ».
- Février 1925 : <u>refondation du parti, reconstitution de la SA</u> sous la direction de Röhm (qui s'opposant à Hitler dut ensuite démissionner). Le NSDAP reconstitué connut des tensions internes liées à des divergences programmatiques.
 - Mars 1925 : interdiction pour Hitler de prendre publiquement la parole en Bavière

(interdiction élargie à la plupart des länder à l'automne 1925). Ces interdictions furent rapidement levées.

- 30 avril 1925 : à sa demande, Hitler obtient le <u>retrait de sa nationalité autrichienne</u> et devient apatride.
- Octobre 1925 : <u>accords de Locarno</u> assimilés par Hitler et la droite nationaliste à un renoncement, à une trahison ; décembre 1925 : entrée en vigueur de ces accords.
 L'Allemagne (Stresemann), la Grande-Bretagne, la France (Briand), la Belgique, l'Italie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, s'accordent sur :
 - 1) le « Pacte rhénan » déclarant inviolables les frontières entre Allemagne, France, Belgique (mais l'Allemagne se réservait explicitement la possibilité de révision de ses frontières orientales).
 - 2) l'entrée de l'Allemagne dans la SDN (effective en septembre 1926).
- A partir de 1925, le NSDAP met en place une <u>abondante presse nationale et régionale</u>, fondant près de 300 titres jusqu'en 1933.
 - 1925 1926 : le NSDAP connait de nombreux <u>conflits internes</u> : débats sur le Tyrol du sud, sur la participation aux élections, sur la réorganisation de la SA, sur la création de syndicats nationaux-socialistes, sur le nouveau programme du parti, sur l'expropriation des anciennes familles régnantes, sur des positions anti-occidentales ...
 - 22 mai 1926 : l'assemblée générale du NSDAP déclare <u>le programme en 25 points</u> de 1920 inaltérable.
 - 3-4 juillet 1926 : <u>congrès du NSDAP</u> à Weimar. C'est le premier rassemblement de ce type depuis la refondation du parti en février 1925.

Le congrès du 3-4 juillet du NSDAP permet

- 1) à Hitler d'être le chef incontesté
- 2) au parti d'afficher son unité retrouvée, les « dissidents » étant exclus.

Septembre 1926 : <u>nouveaux statuts de la SA</u> ; en 1930 : Hitler prend la tête de la SA et de la SS (même s'il confie en 1931 le commandement de la SA à Röhm)

- De juillet à la mi-octobre 1926, Hitler se retire à Berchtesgaden pour <u>achever la rédaction du</u> <u>second volume de *Mein Kampf*</u>.
- Février 1932 : <u>Hitler devient fonctionnaire</u> (conseiller gouvernemental à la légation de Brunswick à Berlin) ce qui lui permet <u>d'acquérir la nationalité allemande</u>.
 Il se met en congé de suite et démissionne le 16 février 1933.

IV. Les antécédents de la pensée hitlérienne.

Hitler a de multiples <u>sources d'inspiration</u> mais ne les indique jamais. Ainsi par exemple l'autobiographie de Wagner publiée en 1880 lui servit manifestement de modèle. Hitler partage avec Wagner l'ambition d'un art total, la sacralisation de la germanité, l'antisémitisme, une jeunesse marquée par des deuils, l'opposition aux parents pour affirmer une vocation artistique. Il y a toutefois une exception quant à ce silence sur ses prédécesseurs : dans le chapitre 8 du

volume 1 Hitler rend hommage à Gottfried Feder qu'il a rencontré lors de sa formation pour être "officier instructeur" en 1919. Feder avait publié en 1919 « Manifeste pour l'abolition de l'asservissement de l'argent par l'intérêt » et en 1923 « L'Etat allemand sur une base nationale et sociale ». Il participa au putsch de novembre 1923.

Le <u>mouvement pangermaniste</u> avait été le principal modèle idéologique du jeune Hitler. Son chef et initiateur était Georg von Schönerer, nationaliste, anticlérical, antisémite. Quand Hitler est à Vienne, ce courant n'est plus important (revers électoral dès 1907 et division des pangermanistes en d'innombrables associations concurrentes) mais Hitler a dû lire la biographie de Schönerer parue entre 1912 et 1923.

Pour Hitler seulement trois <u>figures historiques</u> sont des exemples « d'hommes allemands devenus vraiment grands » : Martin Luther, Richard Wagner, Frédéric Le Grand.

Hitler multiplie les références à l'<u>Antiquité</u> en tordant les faits historiques le plus souvent. Ainsi par exemple, au fil des pages, l'Allemagne devant retrouver sa puissance est comparée à Athènes se relevant de la guerre contre les Perses, à Rome qui après les défaites lors des trois guerres puniques put s'imposer dans tout le pourtour méditerranéen. Mais il peut aussi évoquer le sort désastreux de Carthage pour décrire l'Allemagne vaincue en 1918.

Hitler utilise aussi à l'occasion (comme d'autres nationalistes) l'histoire de Brennus ajoutant son épée pour augmenter la rançon imposée aux Romains en proclamant « Malheur aux vaincus », ce qui devint le symbole de l'arbitraire des vainqueurs.

La figure de Périclès est instrumentalisée par Hitler et les nazis au prix d'une distorsion de la réalité historique : Périclès est présenté comme le « Führer » de son époque voire comme le « sommet à nul autre pareil de l'humanité indo-germanique ».

A. Les principes politiques énoncés par Hitler ne sont pas originaux

Hitler reprend des <u>lieux communs</u> maintes fois énoncés par les droites radicales allemandes y compris l'affirmation selon laquelle la social-démocratie était un instrument de la subversion juive. Hitler n'apporte pas d'arguments nouveaux mais élabore une <u>synthèse combinant racialisme et conspirationnisme</u>, pointant ce que le juif était censé être mais aussi ce qu'il était accusé de faire. Le nazisme (contrairement aux idéologies antérieures) a sorti l'idéologie raciste, eugéniste, antisémite de la marge politique minoritaire pour la placer au cœur du jeu politique puis du pouvoir.

Pour les diverses droites comme <u>pour Hitler la lutte contre le "marxisme" était "justifiée" par le combat contre "le Juif"</u>, la première n'étant présentée que comme un auxiliaire du second. « Le texte hitlérien s'inscrit dans la continuité d'une tradition idéologique articulant antimarxisme et antisémitisme, vieille de plusieurs décennies. »

La dénonciation du prétendu "complot juif" s'est accentuée au fil des temps forts de l'histoire de l'Allemagne : quand en 1912, le parti social-démocrate arrive en tête des élections avec plus d'un tiers des voix ou après 1918, lors de disparition de la monarchie, des troubles révolutionnaires, de l'avènement de la République.

Cette vision était largement répandue dans toute l'Europe après 1917 et la révolution en Russie. Ainsi W. Churchill put écrire en 1920 que « la main des "Juifs internationaux" formant une "conspiration mondiale" se trouvait derrière "le bolchévisme" ».

Henry Ford dans un pamphlet très répandu affirmait en 1922 qu'il existerait un « programme mondial » mobilisant tous les juifs. Le climat antisémite existait en effet dans de nombreux pays dont les Etats-Unis.

La prolifération des <u>idées racialistes et eugénistes</u> depuis la fin du XIXème siècle a donné du crédit au texte hitlérien. Dans la société allemande des années 1920, l'hostilité envers les juifs était une partie intégrante, en particulier à droite, du langage politique à la recherche des causes des désastres accumulés depuis 1918, cherchant ainsi, pour certains, à couvrir les véritables responsables de la défaite.

Le Reich allemand serait pour les antisémites *Völkisch* particulièrement visé parce qu'il serait le plus puissant rempart contre les "manigances des juifs", responsables et bénéficiaires de toutes les révolutions passées.

L'antisémitisme, tout particulièrement envers les juifs orientaux, a connu un regain important en Autriche à partir de 1900. De nombreux clubs, associations, groupes estudiantins reprenaient le programme d'exclusion des juifs de la société, de l'Etat. On pouvait trouver à Vienne une multitude de journaux et brochures antisémites.

Parmi les clichés antisémites antérieurs à Mein Kampf on peut noter :

- La non-appartenance à la communauté humaine. Ainsi Theodor Fritsch en 1922 parlait d'un anti-homme en lien avec la pseudo-nature démoniaque des juifs.
 Depuis le Moyen Âge les antisémites utilisent des métaphores animalières pour caractériser les juifs, leur déniant ainsi toute humanité (truie, serpent ... et au début du XXème siècle, pieuvre).
- La ruse des juifs consistant à tenter de prendre l'apparence des Allemands par "mimétisme". Cela avait été énoncé dès 1922 par Hans Blüher.
 Mais à l'inverse l'idée que les juifs, même s'ils renonçaient à leur religion, ne pourraient pas ne plus être juifs car ils auraient des caractéristiques physiques et mentales particulières, formant une race spécifique.
- Le rejet des "juifs de l'est", dénigrés pour leurs vêtements, coiffures, et dénoncés comme sales et ayant une mauvaise odeur.
 Ces orthodoxes traditionnalistes parlant le yiddish n'étaient venus que récemment à Vienne, fuyant les pogroms d'Europe orientale. La plupart de ces réfugiés venait de Galicie, Hongrie, Roumanie mais aussi de Bohême et Moravie et beaucoup partirent ensuite aux Etats-Unis.
 Les juifs de l'Est, le plus souvent très pauvres, se concentraient dans certains quartiers de Vienne. Les réactions xénophobes se multiplièrent. Même la bourgeoisie juive viennoise prit des distances vis-à-vis de ce prolétariat.
- Durant les années viennoises d'Hitler, le sionisme était souvent présent dans le débat public.
 Le mouvement national juif s'impose dans les débats à Vienne dans les années 1860. Cette aspiration trouve surtout des partisans parmi les juifs immigrés, la communauté juive viennoise profondément assimilée prenant souvent des distances vis-à-vis de ce mouvement : ils pensaient que défendre le sionisme pouvait mettre en danger l'émancipation et l'intégration et risquait de susciter des réflexes antisémites.
 Certains antisémites voulaient encourager le sionisme tandis que d'autres n'y voyaient qu'une nouvelle "ruse" ou dénuaient aux juifs les capacités nécessaires pour gérer un Etat.

B. Beaucoup des affirmations paraissant aujourd'hui comme spécifiquement nazies ont été développées avant *Mein Kampf*:

- * La <u>description désabusée et négative de Vienne</u> est très similaire aux propos d'Anselm Feuerbach, peintre qu'Hitler admirait.
- * Les <u>références à l'Antiquité</u>, dont la comparaison entre les Phéaciens et l'Autriche qui a été faite par Schiller en 1797 et est devenue un lieu commun, soulignant la notion de plaisir insouciant. (Dans l'Odyssée, les Phéaciens vivent dans la paix et la prospérité et pratiquent l'hospitalité vis-à-vis des étrangers).

De même, la comparaison entre l'Autriche-Hongrie et Babylone n'est pas originale.

- * la <u>haine du parlementarisme</u> : dès 1880 il y a des dénonciations selon lesquelles le Reichstag serait constitué de baratineurs incapables (Wilhelm Marr) et cette critique se développe beaucoup après 1918 parmi les partis de droite mais aussi dans de larges segments de la société.
- * L'opposition entre <u>"culture" allemande et "civilisation" occidentale</u> (avant tout française et anglaise) fait partie des postulats des conservateurs allemands, et trouve une expansion pendant la Première Guerre; elle se retrouve dans un texte de Thomas Mann en 1918.
- * La "<u>vision du monde"</u> (*Weltanschauung*) est un concept forgé par Kant en 1790 et son acception en tant que système de valeurs cohérent destiné à être l'armature de la société circulait depuis un quart de siècle dans les milieux *Völkisch*.
- * La notion de "<u>dégénérescence</u>" est connue depuis l'ouvrage de Max Nordau (1892-93) s'attaquant avec violence à la production artistique de son époque (art dégénéré).
- *La "masse", à la fois menace et atout pour Hitler, a été analysée par Gustave Le Bon dans sa « Psychologie des foules » en 1895, livre qui a été largement diffusé en Allemagne.

 Pour Hitler la "masse" est féminine (comme la foule l'était pour Gustave Le Bon) donc manipulable, mais aussi porteuse d'un "instinct naturel" susceptible d'engendrer une organisation partisane puissante. Cette analyse est commune à tous les mouvements fascistes.

 Hitler reprend les stéréotypes genrés. Emotivité, sensibilité, soumission au fort, passivité, réserve seraient féminines, rationalité, activité, bravoure seraient masculines. Ces considérations ont été développées par certains scientifiques tentant au milieu du XIXème siècle de démontrer l'infériorité intellectuelle de la femme à travers des mensurations crâniennes.
- * L'attention portée à la <u>jeunesse capable de "génie"</u> d'après Hitler est en vogue bien avant *Mein Kampf*. Partis et formations politiques ont fondé des organisations de jeunesse spécifiques.
- * la notion de « *Volksgenosse* » ("camarade du peuple") a connu différentes acceptions depuis la fin du XVIIIème siècle ("compatriote", "membre de la communauté du peuple" puis "membre d'une communauté de sang ou de race"). Le programme en 25 points de 1920 affirme que ne peut être citoyen que celui qui est un "camarade du peuple". Or seule une personne de sang allemand peut être d'après Hitler "camarade du peuple". Aucun juif ne peut donc être camarade du peuple. Les concepts de "corps du peuple" (*Volkskörper*) et de "communauté du peuple" (*Volksgemeinschaft*) sont bien antérieurs à *Mein Kampf*.

* Le mot « <u>Führer</u> » qu'on peut traduire par guide, conducteur, chef, était employé en Allemagne pour désigner « l'homme fort » dont on pouvait penser qu'il était indispensable à la tête de l'Etat pour un bon fonctionnement de celui-ci. Max Weber à cette époque forgea son concept de « domination charismatique » selon lequel le führer doit son pouvoir et sa légitimité à la croyance des gens en des qualités hors du commun, quasi surnaturelles ou surhumaines.
En décembre 1921 Hitler est pour la première fois qualifié publiquement de führer dans un journal nazi. Le terme s'est enraciné l'année suivante, au moment de la marche sur Rome de Mussolini, Hitler devenant le « Führer de l'Allemagne ».

V. <u>Les fondements de l'idéologie nazie</u>

A. Références mentales, intellectuelles.

<u>Hitler autodidacte</u> se lance dans un écrit considérable en nombre de pages. Les rares pages manuscrites arrivées jusqu'à nous montrent les difficultés rencontrées pour trouver une formulation satisfaisante à ses yeux. La toute première phrase est reprise trois fois et d'autres passages sont ainsi réécrits.

Pour entraîner les lecteurs à adhérer à ses théories, Hitler choisit de <u>souligner ses cheminements</u> car seul ce qui serait acquis par le combat présenterait une valeur, un exemple permettant d'élargir son socle électoral. Il développe plusieurs fois l'idée que c'est par l'observation, l'expérience, l'analyse permettant de revenir sur ses convictions initiales qu'il a pu établir un ensemble de croyances, principes définitifs.

La pseudo-synchronie entre la biographie intime et l'histoire de la Première Guerre fut d'une redoutable efficacité. Longtemps tout le monde a cru la version d'Hitler comme quoi la révolution avait été le point de départ de sa vie politique. Mais les historiens ont pu montrer que le basculement d'Hitler dans la politique eut lieu une année plus tard (mi-avril 1919).

Hitler en appelait aux <u>émotions et expériences</u> de son lectorat pour mieux diffamer ses adversaires : il reprenait par exemple les colères multiples des citoyens après 1918 face aux pénuries et à l'augmentation des prix, certains accusant les paysans de profiter de la situation, les paysans accusant les citadins d'avoir constitué des stocks, l'Etat étant accusé de soustraire des denrées pour les distribuer à certaines régions, voire à l'étranger, tous accusant commerçants et touristes d'être des ripailleurs. Et bien sûr ressortaient les attaques contre « l'affairisme juif » voire « l'usure juive ».

La traditionnelle dichotomie entre la raison, le plus souvent dévalorisée et les sentiments toujours exaltés trouve ses racines dans l'antirationalisme, en réaction aux Lumières, développé à partir de 1880 dans la littérature de la *Lebensreform* en quête d'une philosophie de la vie alternative à la modernité urbaine et industrielle.

L'homme pour Hitler n'est nullement supérieur à la nature, lui est entièrement subordonné, doit se soumettre à ses lois, en particulier celle de la domination du fort sur le faible.

Les <u>méconnaissances scientifiques</u> d'Hitler sont soulignées dès les années 1930. Ainsi il confond les classements biologiques tels que races, espèces, genres, familles, ordres etc. Contrairement aux théories raciologues de son époque, il utilise de façon indifférenciée « peuple » et « race », parle

d'Aryen alors qu'il est plutôt question de « Germain » ou « Nordique » au milieu des années 1920. D'ailleurs après 1933, dans le langage officiel du « Illème Reich », on ne parle que rarement des Aryens. La législation de 1933 à 1935 évoque seulement les personnes de descendance « non aryenne », c'est-à-dire les juifs. En 1935, on distingue les citoyens « de sang allemand apparenté » et les juifs sans référence aux « Aryens ».

En qualifiant indifféremment les juifs de "peuple" ou "race", Hitler ignorait le consensus qui s'était imposé chez les auteurs *völkisch* à savoir que les juifs formaient un peuple et non une race. La simplification opérée par Hitler répondait à sa logique de propagande : promouvoir l'idée d'un combat racial contre un unique ennemi, le juif.

L'idée que le « <u>sang nordique</u> » aurait été dans l'histoire occidentale l'acteur des plus grands accomplissements (Empire romain, conquêtes des Celtes et des Germains, Empire allemand médiéval ...) était bien ancrée dans la culture allemande. D'après ce postulat, même les héros d'Homère auraient été « de sang nordique, grands de taille, au crâne allongé, blonds et aux yeux clairs ». Hitler reprend un cliché présent chez tous ses contemporains écrivains, fascinés par les "Aryens", leur attribuant comme vertu centrale l'idéalisme, c'est-à-dire une capacité à se sacrifier pour la communauté.

La classification par Hans F.K. Günther des peuples européens, son estimation de l'hybridation massive des allemands mais l'assurance qu'une petite minorité serait des "Nordiques purs", « trésor le plus précieux pour notre avenir », sont repris tels quels par Hitler sans qu'il n'en cite l'auteur qui toutefois obtint en 1941 la médaille Goethe de l'art et de la science et l'insigne d'or du NSDAP.

Les erreurs et approximations de l'anthropologie raciale hitlériennes n'empêchèrent pas leur traduction dans la législation nazie : lois discriminatoires visant à préserver la "pureté" supposée de la race, politiques de stérilisation puis de meurtre des handicapés, persécutions — en premier lieu des juifs — de tous ceux considérés comme "étrangers" et/ou "ennemis du peuple allemand".

Hitler utilise ses « <u>analyses historiques</u> » pour formuler ce qui devrait être fait à ses yeux au présent. Hitler balaye volontiers de larges périodes historiques. Il ne voit que trois périodes de progrès dans les 1000 ans précédents :

- La colonisation de la Marche de l'Est durant le Moyen Âge central
- L'extension territoriale à l'est de l'Elbe à la fin du Moyen Âge, ces deux temps étant pour Hitler une mise en application de l'idée d'espace vital,
- La modernisation de l'Etat de Brandebourg-Prusse, germe du futur empire, à l'époque moderne. Les mérites prussiens sont loués : conception de l'Etat et patriotisme national, instauration d'un service militaire universel permettant de dépasser le manque d'homogénéité ethnique.

Critiquant la politique allemande d'avant 1914, il préconise ce qu'il faudrait faire en 1925-26. Ainsi en proposant ce qu'il aurait fallu faire en 14-18 il exprime un projet personnel en cas d'extrême danger : mise en coupe réglée du régime parlementaire, liquidation des ennemis de l'intérieur. Dans le chapitre 5 du volume 1, il développe longuement ses réflexions sur la lutte contre ces ennemis de l'intérieur et conclut qu'on ne peut vaincre une idéologie considérée comme néfaste qu'en utilisant la force.

B. Son antisémitisme omniprésent, obsessionnel

L'antisémitisme après 1918 touchait toutes les classes sociales et beaucoup de partis, même de gauche comme les sociaux-démocrates bavarois. L'idée que l'Allemagne est dirigée par les juifs est un lieu commun des idéologues et pamphlétaires *völkisch*. Dès 1899 il avait été affirmé que les gouvernements allemands étaient « devenus des esclaves plus ou moins volontaires des Juifs ». Cette idée se renforça après 1918 au sein de la droite allemande même si les différents gouvernements de la République de Weimar (14 gouvernements entre février 1919 et décembre 1926, date de parution du deuxième volume de *Mein Kampf*) n'ont compté que très peu de ministres d'origine ou de confession juives (et que les prises de position de ceux-ci n'avaient aucun lien avec le judaïsme).

Dès 1890 avait été créée l'Association centrale des citoyens allemands de confession juive. En 1921 une organisation de défense fut instituée pour protéger les manifestations juives.

Hitler invente un récit présentant une pseudo-série d'expériences et de combats intérieurs ; il prétend ne pas être né antisémite mais l'être devenu de haute lutte et en tirait fierté. Hitler, ainsi qu'il le dit lui-même, renouvelle des théories et pratiques antisémites anciennes, certaines remontant au Moyen Âge :

- Liens anciens entre juifs et propagation de maladies. Développement de cette accusation en utilisant des considérations biologiques (liées aux progrès scientifiques du XIXème siècle) conduisant à associer les juifs aux parasites porteurs de maladies transmises au "corps du peuple" jusqu'à lors "sain".
 - La "puanteur juive" était dès le IVème siècle évoquée du fait que les juifs auraient consommé avec de l'ail le pain qu'ils auraient trempé dans le sang du Christ. Puis aux XIXème-XXème siècles, cette "odeur" fut associée au fait que les juifs relégués dans des ghettos surpeuplés auraient eu une hygiène défaillante.
- Juifs associés par les chrétiens aux démons, à Satan.
- Juifs menteurs (thème reprenant les propos de Martin Luther). Les antisémites reprochent aux juifs leur habileté dialectique.
- Accusation de proxénétisme (déjà développée en Angleterre en 1830) en lien avec les vagues d'immigration et leur cortège de misère et abus.
- Constitutions de bottins (calqués sur le Gotha) listant les noms supposés juifs en réaction au fait que leur fusion dans la société allemande rendrait les juifs inidentifiables. Mais de façon paradoxale Hitler reprochait aux juifs de ne pas parler correctement l'allemand, les juifs demeurant à ses yeux d'éternels étrangers.
- Dénonciation de l'emprise supposée des juifs sur le monde culturel (presse, théâtre, cinéma ...).
 Les antisémites des années 1920 dénonçaient une forme de subversion morale du public aryen et la baisse du niveau artistique, les juifs étant supposés incapables d'une réelle créativité.
 Pour Hitler le cinéma était un plaisir médiocre et bon marché destiné aux classes inférieures qui s'en trouvaient corrompues. Comme à Vienne les entrepreneurs juifs possédaient 50% des cinémas et 90% des firmes de distribution, le lien cinéma corrupteur/ cinéma initié, contrôlé par les juifs était affirmé par Hitler et de nombreux antisémites.

- Prétendues aspiration/conspiration des juifs pour dominer le monde, développées par exemple dans les *Protocoles des Sages de Sion³*. Hitler reprend cette accusation en ajoutant comme quelques autres que les juifs voudraient dominer le monde pour le détruire.
- Hitler reprend aussi l'opposition entre le matérialisme supposé des juifs et l'idéalisme, la spiritualité attribués aux Allemands.
- Hitler reprend les analyses courantes à son époque comme quoi l'arrière pendant la Première Guerre était caractérisé par un défaitisme général et il en accuse les juifs. « Dans le raisonnement d'Hitler, la surreprésentation des Juifs planqués à l'arrière dans les services administratifs de l'armée n'aurait pas été sans lien avec la défaillance de l'esprit patriotique ». Mais les statistiques montrent que les juifs allemands étaient également voire plus présents en pourcentage sur le front que les soldats d'autres communautés, origines ...

Hitler semble toutefois le premier à utiliser l'expression « peste mondiale » (*Weltpes*t) pour désigner la "juiverie". La première occurrence est dans un article publié en août 1924 (en parallèle donc avec la rédaction de *Mein Kampf*). Il reprend cette expression dans un discours en février 1925. « La peste mondiale juive » devient alors un motif récurrent dans la rhétorique hitlérienne.

La notion nazie de « souillure de la race » (*Rassenschande*) a été forgée sur la « souillure du sang » (*Blutschande*) désignant usuellement l'inceste. « Souillure de la race » désigne pour les nazis les relations sexuelles entre juifs et non-juifs.

Il est à noter que le concept de « race juive » était aussi revendiqué par des médecins et scientifiques juifs (à l'opposé d'autres juifs) comme E. Auerbach, J. Jacobs, I. Mauryey Judt, I. Zollschan ou encore le rabbin M. Joseph qui emploie en 1908 dans son livre l'expression « race juive ». Cela s'inscrit dans le contexte de l'essor du sionisme politique.

Dès 1919, Hitler formule dans une lettre la notion « <u>d'antisémitisme de raison</u> » par opposition à un antisémitisme mû par des motifs sentimentaux. Il veut un « combat légal » permettant de supprimer tous les « privilèges du Juif » et d'aboutir à l'*Entfemung* c'est-à-dire l'éloignement ou l'élimination des juifs. Il aimerait pouvoir faire un gigantesque pogrom tuant tous les juifs en une seule nuit (voir plus haut) mais reconnait que ce n'est pas possible. « Il ne reste donc que l'expulsion, l'expulsion de masse. » Cette radicalité est récurrente dans ses écrits. Si dans les années 20 les pogroms ne semblaient pas pour Hitler « la » solution, il lui parait envisageable dans d'autres contextes historiques (en particulier en temps de guerre) de pratiquer le meurtre à grande échelle d'autant que lors d'un conflit armé, d'après Hitler, on n'a plus à craindre les désapprobations nationales et internationales.

Pour Hitler, <u>l'histoire mondiale à venir</u> serait celle d'une lutte entre deux peuples, Juifs et Allemands, dont l'issue déterminerait le salut de l'humanité. Hitler développe souvent dans *Mein Kampf* une vision de fin du monde liée aux actions des juifs. En avril 1945 dans son testament politique il enjoignait le peuple allemand à respecter les lois raciales, condition préalable de toute survie en tant que peuple.

C. <u>Ses conceptions politiques</u>

_

³ Pamphlet antisémite dont on sait qu'il fut un faux élaboré en Russie tsariste, vers 1900, prétendant dévoiler « un complot juif mondial ». Publié en Russie en 1903, démasqué comme faux en 1907, traduit et largement diffusé en Allemagne, France, Royaume Uni etc. il fut repris par H. Ford, A. Rosenberg, Th. Fritsch et fait périodiquement un retour dans l'actualité.

Avant *Mein Kampf*, les principes nazis furent précisés dans les <u>25 points du programme de 1920</u>. Ce texte a été considéré par Hitler dans *Mein Kampf* comme définitif, les 25 points ne devant pas être revus même s'ils pouvaient être perfectibles. En effet toute modification donnerait l'impression que le programme n'était pas solide et saperait la confiance des militants. Il fallait donc opter pour une stabilité rassurante, refuser toute proposition de modification source de conflits internes et énergivore (or cette énergie devait être exclusivement employée à combattre).

On peut noter toutefois que cette volonté de ne rien changer aux 25 points de 1920 n'a pas toujours été celle d'Hitler qui a lui-même envisagé avant la rédaction de *Mein Kampf* des révisions, inflexions non réalisées. De plus des militants ont à plusieurs reprises voulu modifier certains points. Ce n'est qu'en 1926 qu'Hitler put imposer ses vues. Les deux volumes de *Mein Kampf* sont de fait une réactualisation, un complément au programme de 1920. Si ce programme est resté inchangé jusqu'en 1945, la politique menée à partir de 1933 n'y fut pas toujours conforme.

1) Etat, Peuple

Pour Hitler un Etat se révèle « inébranlable » s'il combine popularité, emploi de la force et tradition. La <u>puissance de l'Etat</u> se mesure à ses yeux à sa démographie et sa superficie⁴, la dimension économique ne jouant qu'un rôle secondaire.

L'idéologie « sang et sol » est une composante importante du nazisme qui combine un culte voué à la paysannerie (qui serait la quintessence du peuple allemand et la source de sa vitalité démographique) et à l'agriculture devant assurer l'autosuffisance alimentaire. Cela s'articule avec la conquête de l'espace vital. Cette thématique puise dans de multiples courants de pensée plus anciens : physiocrates français, culte romantique de la paysannerie ...

Hitler présente une analyse très personnelle de conceptions classiques de l'Etat :

- L'Etat serait un regroupement plus ou moins volontaire de personnes soumises à l'autorité d'un gouvernement. L'Etat doit dans ce cas assurer la paix sociale pour assurer sa perpétuation.
- L'Etat devrait se plier à une condition préalable, l'unité linguistique. Il doit assurer le bienêtre de la population, la forme de gouvernement étant secondaire. Il ne doit que permettre la réalisation des buts fixés, en particulier dans les domaines économique et social.
- L'unité linguistique est un outil d'uniformisation de la population dans un but de « domination politique ».

Hitler précise que pour lui l'identité d'un peuple dépend certes de la <u>langue</u> mais plus encore du <u>sang</u> et qu'on ne peut donc pas « germaniser » un sang exogène.

Pour Hitler l'Etat n'est pas une fin en soi mais un moyen visant à <u>favoriser une « civilisation supérieure »</u>. Seule la "race" aryenne est porteuse de civilisation et peut empêcher la disparition du genre humain. L'Etat, à l'inverse de la "race", ne crée pas de civilisation. L'Etat a donc pour but de préserver la "race" et de la placer dans un contexte favorable à son épanouissement. Seuls existeraient <u>l' « Etat-contenant » et la « race-contenu ».</u>

 4 D'où l'importance des données statistiques présentées dans $Mein\ Kampf$: Royaume-Uni = 230 000 km2, 42 000 000 habitants (avec ses colonies = 35 000 000 de km2, 450 000 000 habitants); Etats-Unis = 8 000 000 de km2, 105 000 000 habitants; Russie = 22 000 000 km2, 147 000 000 habitants; Chine = 10 000 000 km2, 400 000 000 habitants. Hitler parle de 80 000 000 Allemands car il intègre la « germanité de l'étranger ».

Dans les années 1920, l'Allemagne connait une double fracture :

- Nord/sud malgré l'homogénéisation dans les domaines des transports, de l'administration, de la justice après 1870; en particulier opposition entre la Prusse (qui en octobre 1919 représentait 62% de la superficie et de la population allemandes) et la Bavière où il existait des mouvements indépendantistes très minoritaires toutefois (le NSDAP se prononce contre toute forme de séparatisme bavarois en 1920).
- catholiques (un tiers de la population)/protestants.
 Contrairement aux affirmations d'Hitler, la guerre a permis un rapprochement confessionnel en Allemagne. Les deux groupes confessionnels ont pu lors de cette période permettre une régénérescence morale et rechristianiser la société en voie de sécularisation. Mais Benoit XV puis Pie XI étaient hostiles à toute forme d'œcuménisme.

Les identités territoriales, historiques, linguistiques, culturelles voire culinaires ont persisté pendant la guerre.

Après 1918, le rôle de l'Etat central s'accrut aux dépens de celui des Länder (25 Etats dans le Reich de 1871). Entre autres, une grande réforme financière centralisa l'imposition, créa une administration centrale des finances à laquelle furent subordonnés les anciens ministères des finances des Länder. L'Etat central se réserva la plus grande partie de l'impôt. Jusqu'en 1931, les Länder disposaient toutefois de ressources propres supérieures aux subsides versés par l'Etat central. (On peut remarquer que ces structures furent conservées sous le régime nazi et après 1945). L'Etat central était chargé de la politique extérieure, regroupait toutes les compétences militaires jadis assurées par les Länder mais ceux-ci pouvaient conserver les uns chez les autres des représentations d'ambassade ou de consulat ; au cours des années 1920 la plupart de ces ambassades intérieures ont fermé. La France conserva une légation en Bavière jusqu'en 1934.

Après des analyses toutes personnelles et largement erronées concernant le <u>fédéralisme</u> (aux Etats-Unis ou en Allemagne – où les débats sur ce sujet étaient vifs avant et après la guerre), Hitler dresse le tableau d'un Etat idéal, fort et populaire :

- Respect de la liberté des individus et des Länder.
- Mais possibilité de prendre des mesures contraignantes motivées par un intérêt supérieur.

Il souhaite prendre le pouvoir dans les différents Länder afin de s'opposer à l'Etat fédéral en place qui tendrait à imposer une centralisation pour museler les oppositions, respecter les obligations liées au traité de Versailles, verser des prébendes à ses supporters (en particulier les juifs). Hitler se déclare contre cette « centralisation » sous Weimar (telle qu'il l'analyse) et veut une centralisation à la manière nazie ne laissant aux Länder qu'une autonomie résiduelle en matière culturelle. Le rôle idéal des Länder devrait se limiter à une partie du domaine culturel et aux aspects relatifs aux différentes souches germaniques composant le peuple allemand.

Dans le programme en 25 points de février 1920, le NSDAP défend la future « mise en place d'un pouvoir central fort du Reich, l'autorité absolue du Parlement politique central sur l'ensemble du Reich et de toutes ses organisations ». Il existait avant 1914 trois armées autonomes (Bavière, Saxe, Wurtemberg) : les soldats, sensibles à leur « Petite Patrie », y prêtaient fidélité au roi et non à l'empereur. Dans son projet politique Hitler refuse tout pouvoir militaire aux Länder.

La constitution de 1919 était démocratique. Elle mettait en place et garantissait :

- la séparation des pouvoirs

- le principe du parlementarisme démocratique
- la liberté de circulation
- le principe de « pas de peine sans loi »
- la liberté de conscience
- la liberté d'expression

Autant de <u>droits et libertés dont profita le nazisme pour se développer et qu'il supprima</u> ensuite.

- Dès février 1933, la liberté de presse et d'expression est abolie. Les communistes sont exclus de tous les Länder en mars 1933.
- Après 1933, la centralisation fut imposée et l'autonomie des Länder autoritairement supprimée : en mars 1933 le pouvoir législatif des Länder est transféré à leur gouvernement, les assemblées sont dissoutes, le Reichsrat est écarté du processus législatif, les sièges du Reichstag sont redistribués.
- En avril 1933 les gouvernements et assemblées des Länder sont soumis à un gouverneur chargé de mettre en œuvre les directives d'Hitler.
- En janvier 1934, les assemblées des Länder sont supprimées.
- En février 1934, c'est la suppression du Reichsrat (sur les 819 représentants ayant siégé jusqu'à cette date, 118 subirent des représailles sous le nazisme).
- En 1935, les gouverneurs deviennent les « représentants permanents du gouvernement du Reich ». La centralisation forte une fois les nazis au pouvoir fut dénoncée par des Résistants dont La Rose blanche qui s'opposait à la violence centralisatrice de l'Etat nazi et ne voyait pour l'avenir de l'Allemagne que la forme fédérale.

Pour Hitler l'Etat doit être une <u>communauté ethnique homogène</u> dont l'unique finalité est sa propre préservation. L'Etat devrait décider quelles populations englober, promouvoir, exclure pour protéger et développer la "race" aryenne et empêcher son métissage, abâtardissement (d'après Hitler il ne faudrait pas moins de six siècles pour ramener la germanité sur la voie de la pureté "raciale"). Hitler se réfère plusieurs fois aux Etats-Unis pour sa législation concernant l'immigration qui était conditionnée à des critères sanitaires et raciaux.

La <u>préservation de la race</u> (ou du Peuple) surpasse celle d'un gouvernement ou d'un Etat. Seules les masses peuvent vraiment servir une cause du fait de la quai-religiosité de leurs convictions et de leur sens du sacrifice.

<u>L'action illégale est légitime</u> en cas de danger "existentiel". Plus tard le nazisme affirma : « est légal ce qui profite au peuple allemand ». D'où le principe énoncé dans *Mein Kampf* : « Si on conduit un Peuple à sa disparition par le biais du pouvoir gouvernemental, alors la rébellion de chaque membre d'un tel peuple en question n'est pas seulement un droit mais un devoir. »

L'idéologie « Blut und Boden » (« sang et sol ») prit une place centrale dans le discours nazi à partir de 1930. Pour ce parti, une "race" avait naturellement le droit d'exploiter une terre autant qu'elle en fût capable. Cette idéologie constituait une légitimation de la conquête par la violence d'un nouvel « espace vital ». Le régime nazi fit d'une phrase du chapitre 11 (volume 1) un adage figurant entre autres en exergue de l'édition de *Mein Kampf* destinée aux jeunes mariés : « Qui veut vivre doit combattre et qui ne veut pas se battre dans ce monde de lutte éternelle ne mérite pas de vivre ».

Si Hitler utilise l'expression « <u>droit des hommes</u> » c'est dans un sens très restrictif, reprenant l'affirmation de Schönerer « Le droit du peuple l'emporte sur le droit de l'Etat », le peuple étant exclusivement le peuple allemand.

La devise française (liberté égalité) apparaissait à beaucoup d'antisémites comme frappée d'un « pur esprit juif ». Pour de nombreux auteurs antisémites, 1789 était la première dans la série des révolutions « fomentées » par les juifs. Hitler comme d'autres antisémites pense d'ailleurs que l' "enjuivement" est particulièrement marqué en France.

Le principe d'inégalité des races conduisit Hitler a affirmé <u>l'inégalité entre les individus</u> et donc la nécessité de les traiter différemment en donnant plus de droits, d'avantages aux personnes les plus saines physiquement, les plus précieuses intellectuellement.

Il faudrait d'après Hitler faciliter la tâche des individus supérieurs, des "inventeurs", seuls à même d'assurer le développement de l'ensemble.

Hitler méprisait "l'humanitarisme". Dans un discours en avril 1923 il affirma : « Puissions-nous être inhumains ! Mais si nous sauvons l'Allemagne, nous aurons accompli le plus haut fait du monde ». Hitler affirme à plusieurs reprises que les « guerres civiles les plus sanglantes » permettent de faire surgir un « corps du peuple sain et dur comme l'acier ». Cela condense des antiennes hitlériennes : la vision organiciste du peuple comme « corps » vivant, les vertus régénératrices de la guerre, le rejet du pacifisme.

<u>L'application des notions racistes</u> fut immédiate dès la prise de pouvoir par les nazis : en avril 1933, une loi mit à la retraite les agents de l'Etat n'étant pas « d'origine aryenne ». Environ 2 000 juifs furent démis de leurs fonctions sur 950 000 fonctionnaires alors que la communauté juive ne représentait que 1% environ de la population allemande : contrairement aux dires d'Hitler, il n'y avait aucune surreprésentation des juifs dans l'administration allemande. 2 500 juifs ne furent toutefois pas chassés, "bénéficiant" des exceptions prévues telles que être ancien combattant, fonctionnaire spécialisé ou avoir commencé sa carrière avant 1914.

Même si Hitler au détour de quelques phrases semble intégrer <u>les femmes</u> à la *Volksgemeinschaft* (la communauté du peuple) sans toutefois citer une seule femme (mais il évoque **une fois** l'existence de « grandes femmes »), il n'attend des femmes que leur mariage et l'enfantement.

A partir de mai 1934, les bachelières durent effectuer six mois dans le Service du travail avant d'entrer à l'université. Cette contrainte fut généralisée en 1939 à toutes les filles de plus de 18 ans et s'élargit à douze mois en 1941. En 1936 l'adhésion à la Ligue des jeunes filles allemandes fut obligatoire pour les 10-18 ans.

<u>Le chef</u> face à ses adversaires politiques hétérogènes doit désigner un seul ennemi à la vindicte populaire. Ainsi Hitler présente le combat contre les juifs comme une question vitale engageant l'avenir de l'humanité.

Il prône un parti alliant une conscience sociale à une doctrine nationale fondée sur une pensée raciale déclinée sous la forme d'un antisémitisme efficace.

Il faut pour Hitler s'adresser directement au peuple lors de grandes manifestations : c'est le verbe public qui emporte la conviction, pas la plume.

Pour Hitler, les grands réformateurs (dont il fait bien évidemment partie sans le dire explicitement) ne font que mettre en mots ce à quoi la masse aspire depuis longtemps ; ils lancent le mouvement en s'en faisant le porte-voix.

Pour Hitler le <u>Parlement</u> n'a été capable avant 1914 que de demi-mesures inefficaces, ayant conduit à l'affaiblissement de l'armée (de terre et de mer) et il est donc responsable de la défaite. Cette notion de « demi-mesures » rappelle la dénonciation de Hans von Liebig (dont le livre est recommandé par le parti nazi) qui parle en 1919 des « demi-mesures capitalistes-prolétariennes-démocratiques-juives-romaines-allemandes du gouvernement républicain actuel. »

L'antiparlementarisme proclamé par Hitler (entre autres dans *Mein Kampf*) ne l'a pas conduit à supprimer le Reichstag en 1933. Le programme en 25 points de 1920 évoquait « l'autorité du Parlement politique central » et la constitution de « chambres corporatives et professionnelles».

Arrivé au pouvoir Hitler transforme le Reichstag en chambre d'enregistrement par acclamation. La dernière convocation du Reichstag fut le 26 avril 1942 : il accorda les pleins pouvoirs à Hitler.

L'échec du putsch de 1923 conduisit Hitler à parier sur <u>les urnes</u> pour conquérir le pouvoir. Le respect en apparence des règles du système républicain était contrebalancé par <u>la violence</u> des SA.

Dans les années 20, Hitler voulait d'adresser aux déçus de la politique qui soit s'étaient abstenus lors des élections soit avaient rejoint l'extrême-gauche. Il voulait « <u>nationaliser les masses</u> ». Pour Hitler, la victoire politique n'était envisageable qu'en soustrayant le peuple de l'influence du communisme (décrit comme acquis à l'internationalisme et à l'ennemi racial juif). La "nationalisation du peuple" était nécessaire pour lutter contre la fracturation de la communauté du peuple, en particulier la lutte des classes, contre les divisions liées aux défenses d'intérêts privés aux dépens de la germanité "unifiée".

2) concept de « démocratie germanique »

Comme souvent c'est l'analyse des systèmes récents, déficients à ses yeux, qui permet à Hitler de définir par opposition ce dont il rêve.

<u>L'Autriche-Hongrie</u> pour Hitler ne pouvait qu'échouer du fait de l'absence d'unité ethnique, de la défaillance structurelle de l'appareil d'Etat, de la médiocrité des Habsbourg, de l'incapacité/inefficacité/danger de la démocratie (dont le parlementarisme) considérée comme d'essence juive.

L'institution parlementaire brièvement apparue en Autriche en 1848 fut mise en place en 1861 (avec deux chambres et un vote censitaire). Diverses modifications eurent lieu ensuite ; le suffrage universel masculin est établi en 1907. Contrairement aux affirmations d'Hitler les historiens notent que les députés furent de plus en plus compétents, exigeants dans la préparation de leurs dossiers. La "démocratie" pratiquée en Autriche-Hongrie émiettait aux yeux d'Hitler les responsabilités et attirait les médiocres. Ces "médiocres" sont accusés par Hitler de considérer la politique comme une négociation et non comme un acte de création et d'empêcher l'émergence de grands hommes. Il est à noter que l'idée hitlérienne selon laquelle les antagonismes nationaux et les dysfonctionnements parlementaires auraient conduit inéluctablement l'Autriche-Hongrie à sa perte n'est pas partagée par les historiens. Il y avait de puissants facteurs d'intégration : fort loyalisme dynastique, organisation des diètes en "curies" permettant aux groupes nationaux de gérer leurs propres affaires sur le plan culturel. Le marché intérieur important et le dynamisme des régions les plus riches avaient permis la hausse du niveau de vie moyen. L'allemand était la langue commune de communication, de nombreux traits culturels étaient communs.

La <u>démocratie parlementaire</u> ne conduirait qu'à un nivellement par le bas où chacun n'ambitionnerait que de prendre une place d'où l'instabilité gouvernementale.

La vie politique serait ainsi placée sous le signe de l'irresponsabilité dans la mesure où ni les élus, ni les ministres ne se considéraient personnellement responsables de décisions prises à la majorité. Aux yeux d'Hitler la démocratie dans l'Empire austro-hongrois ne permettait pas aux Allemands d'assurer leur prééminence. Le Parlement à Vienne reconnaissait dix langues officielles et les débats étaient souvent l'occasion de chahuts.

Mais les historiens soulignent que le Reichsrat avait à côté de ces séances plénières des fonctions de conseil dans les domaines militaire, financier, des affaires étrangères, initiait des interpellations et pétitions, arbitrait diverses négociations.

Hitler valorise <u>trois points forts de l'Empire allemand</u> par ailleurs miné d'après lui par bien des faiblesses et formes de déliquescence : le régime monarchique, l'armée, la fonction publique/l'administration bureaucratique.

Ces « qualités » sont pour mieux souligner que la République de Weimar en est dépourvue : il n'y aurait plus d'autorité de l'Etat, la République se révélant incapable de persuader le peuple qu'elle travaillerait pour le bien commun. En Allemagne le droit de vote était accordé à partir de 1919 aux plus de 20 ans, hommes et femmes.

Dans un discours d'octobre 1925, Hitler prétendait que « la démocratie c'est la domination des Juifs car ce n'est pas le peuple qui gouverne mais l'opinion publique qui est suggérée au peuple par la presse qui appartient aux Juifs. »

La formulation « <u>démocratie germanique</u> » est vraisemblablement une invention d'Hitler. Ce concept recouvre un système organisé autour du « *Führerprinzip* ».

La « démocratie germanique » prônée par Hitler devait être un <u>régime autoritaire et autocratique</u>. Seul un génie universel – un par siècle – peut donner un avis éclairé sur tout. La « démocratie germanique » devrait donc fonctionner ainsi : un chef désigné par "libre choix" (qu'Hitler n'explicite pas), un Führer disposant seul du pouvoir de décision qui endosserait l'ensemble des responsabilités. Le chef suprême trouverait à ses côtés des corps uniquement consultatifs.

Pour Hitler, il faut éradiquer le principe majoritaire, <u>pousser les meilleurs à émerger</u> en luttant pour s'élever dans la hiérarchie, celle-ci devant reposer sur le principe qu'à chaque échelon le chef décide mais est responsable vis-à-vis de son supérieur (<u>Führerprinzip</u> = « autorité de chaque Führer vers le bas et responsabilité vers le haut »).

Ceci a impliqué sous le régime nazi une évaluation permanente dans tous les organismes, la mise au point de formulaires minutieux, afin de donner aux meilleurs plus de responsabilités selon le principe de « à chacun son dû ». Ces principes mis en œuvre après 1933 conduisirent en fait à un contrôle social permanent, à une évaluation chicanière et à l'essor d'un "monde de petits chefs".

3) Hitler développe dans Mein Kampf ses principes concernant la <u>nationalité</u> et la <u>citoyenneté</u> :

Pour qu'un « jeune ressortissant de nationalité allemande » devînt <u>citoyen</u>, il devrait subir un parcours de formation et son service militaire. La citoyenneté serait obligatoire pour exercer les droits politiques et pour être fonctionnaire.

La citoyenneté devait pouvoir être révoquée en cas de « comportements déviants ».

Dans le programme en 25 points, il était indiqué que ne pouvait être citoyen qu'un « camarade du peuple » qui lui-même ne pouvait être que de sang allemand. Par conséquent aucun juif ne pouvait

être citoyen. Réserver les droits civiques aux Allemands n'est pas une idée nouvelle et a déjà été développé par divers auteurs dont G. Feder, A. Rosenberg ...

Pour Hitler dans *Mein Kampf*, seuls pouvaient être citoyens du Reich les nationaux allemands ou apparentés ethniquement sans précision de sexe et cela serait soumis à l'octroi d'un diplôme de citoyenneté (qui d'ailleurs ne vit jamais le jour après 1933). Comme ce diplôme ne fut jamais crée, il n'y eut jamais en Allemagne nazie de citoyens de « plein droit » mais seulement des citoyens « temporaires ».

Les autres Allemands seraient des « <u>ressortissants</u> » aux droits et devoirs identiques à ceux des étrangers. Le mot « ressortissant » pour désigner l'habitant sans droits civiques traduit "Staatsangehöriger".

Les jeunes filles seraient ressortissantes et c'est le mariage qui les rendrait citoyennes. Toutefois des exemptions seraient envisageables pour les célibataires en cas d'activité professionnelle.

L'Allemagne (et ce jusque 1999 hors période nazie) a appliqué le <u>droit du sang</u>: un enfant était allemand à sa naissance si son père était allemand quel que soit son lieu d'habitation. La naturalisation était possible au niveau des Land ou du Reich. La République de Weimar appliqua un droit à la naturalisation plutôt restrictif: pour les personnes de « souche étrangère » il fallait avoir résidé en Allemagne 10 ans (puis 20 ans en 1931) et avoir une « compréhension suffisamment grande de l'essence allemande », une conscience des devoirs envers l'Etat, une capacité d' « adaptation aux particularités allemandes ». La naturalisation ne devait pas être dommageable pour l'économie allemande. Les demandes de naturalisation des juifs d'Europe de l'est furent massivement rejetées.

La <u>loi nazie de 1935</u> abolit le double système de nationalité au profit de la seule nationalité du Reich. Les possibilités de naturalisations furent suspendues en 1939, rouvertes en 1942. Dès juillet 1933, une loi permit, sans appel possible, la <u>révocation</u> dans les deux ans <u>des naturalisations</u> des personnes et leurs familles opérées entre 1918 et 1933. Plus de 10 000 cas furent ainsi traités, deux tiers étant des juifs, venus d'Europe de l'est le plus souvent, alors qu'ils ne représentaient que 40% des 40 000 personnes potentiellement visées par cette loi. Cette même loi permit la déchéance de nationalité d'Allemands résidant à l'étranger : 40 000 personnes (dont B. Brecht ou Th. Mann) furent concernées avec souvent la spoliation de leurs biens.

L'ordonnance du 25 novembre 1941 permit de déchoir de leur nationalité (et donc d'en faire des « ressortissants ») les juifs émigrés depuis 1933 et ceux déportés hors d'Allemagne à partir d'octobre 1941. Ces derniers « apatrides » furent transplantés dans l' « Ostland » ou dans le « Gouvernement général » puis exécutés après la mi-mai 1942. 155 000 à 170 000 juifs allemands furent victimes de cette politique.

Après 1939, fut mise en place une politique visant à inclure dans la communauté des nationaux des personnes d'origine germanique vivant parfois depuis des générations hors d'Allemagne (ce dont Hitler dans *Mein Kampf* n'avait pas parlé).

La directive de 1941 établissait quatre degrés de « germanité » mêlant critères raciaux, culturels, politiques.

4) Politique extérieure

La politique étrangère était pour Hitler un moyen visant à <u>assurer la grandeur du peuple allemand</u>. Dans le programme en 25 points du NSDAP, seuls trois sont consacrés à la politique étrangère. Et même si à partir de janvier 1921, le *Völkischer Beobachter* publie une chronique « Tour d'horizon de la politique étrangère », il n'y a pas de consensus au sein du parti ; ainsi, Hitler dans *Mein Kampf* cherche à imposer ses vues aux autres militants.

Hitler s'enthousiasmait pour <u>la guerre</u>. Il est à noter que le mot « *Wehrmacht* » utilisé par Hitler signifie à cette époque « force armée ». Ce mot ne désignera l'armée allemande qu'en 1935, en se substituant à *Reichswehr*.

Hitler prétend s'être passionné pour le « combat héroïque » lors de la <u>guerre des Boers</u> en engloutissant « dépêches et reportages ». Mais les historiens notent qu'Hitler ayant alors 10 ans c'était sans doute par des publications très en vogue destinées aux jeunes qu'il s'était informé. La littérature nationaliste d'avant 1914 prétendait que l'époque était ennuyeuse, que le monde était immobile et factice et qu'il fallait espérer une guerre, événement purificateur, possibilité de régénération.

Dans le domaine militaire, Hitler était obsédé par les <u>aspects techniques</u>. Quand il dut assurer la conduite de la guerre, il en oubliait les analyses stratégiques d'ensemble.

Se référant aux bombardements opérés par les zeppelins allemands qui provoquèrent près de 2 000 morts en Angleterre lors de la Première Guerre mondiale, Hitler imagine dans *Mein Kampf* la guerre future assurée par des bombardements stratégiques à grande échelle selon la même technique (il n'anticipe pas l'évolution de l'aviation).

En Allemagne après 14-18 la <u>conscription</u> universelle a été abolie. Pour Hitler, former un bon soldat nécessite un service militaire de deux ans.

Cela fut mis en application en 1935 : instauration du service militaire obligatoire d'un an ; 2 ans en 1936 (sauf pour les hommes mariés ne devant qu'un an).

Pour Hitler, avant 1914, l'armée de terre a été « la plus <u>formidable école</u> de la nation allemande ». Le service militaire était couramment considéré comme un bastion face aux menaces d'''amollissement'' et de ''dégénérescence'' de la société. Pourtant un rapport officiel en 1929 soulignait la dureté excessive des punitions, la corruption, les inégalités caractérisant l'armée. En septembre 1935, Hitler affirma : « Nous voulons que l'ensemble de la jeunesse allemande passe par cette école magnifique [...] Nous voulons élever une race dure, forte, éprouvée, fidèle, obéissante et droite. »

La vision de la guerre comme facteur de renouveau des peuples date de l'époque romantique. Le courant social-darwiniste soutint qu'une paix prolongée entrainait nécessairement une décadence politique, culturelle et biologique, la guerre étant pour eux une nécessité biologique sans laquelle les races inférieures envahiraient les éléments sains.

Hitler tint toutefois des propos contradictoires quant aux <u>bienfaits des confrontations physiques</u>. Il a pu affirmer que « les peuples ont besoin d'une saignée pour leur régénération » et souhaiter au peuple allemand une guerre tous les 15-20 ans. Mais il a aussi déploré que « toute guerre conduit à une sélection négative. Le positif meurt en masse » car la faction la meilleure de la population se porterait toujours volontaire pour les missions les plus dangereuses, la faction la pire étant supposée se planquer à l'arrière.

Hitler souhaite une guerre pour permettre à l'Allemagne <u>d'étendre son espace vital</u> : il ne veut pas seulement retrouver les frontières d'avant 1914 ; le futur territoire doit pour Hitler intégrer toutes les populations d'origine allemande, posséder des marges assurant un rôle défensif (sans tenir compte du droit des autres peuples, droit inexistant pour Hitler). Ceci représenterait une juste cause capable de galvaniser les foules et de justifier les sacrifices liés à une guerre. Mais pour éviter une saignée importante de la meilleure partie de la population, il préconise une guerre offensive basée sur l'effet de surprise : profitant d'une supériorité en armes et d'une capacité de vitesse des attaques, ce serait une guerre « brève » et donc moins sanguinaire.

Hitler s'est en fait <u>converti assez tardivement à l'expansion « nécessaire » vers l'Est</u>. En 1919, il désignait comme « adversaires absolus » les vainqueurs de l'Entente (donc pas la Russie). Le programme en 25 points ne parle pas non plus de conquête de l'Est : il revendique certes des terres pour nourrir le peuple allemand et résorber la surpopulation mais en termes vagues, sans préciser de quels territoires il pourrait s'agir. En juillet 1920 Hitler envisage même une alliance avec la Russie, à condition toutefois que ce pays ne soit pas soumis à la « domination juive » des Soviets. Hitler refuse l'idée de « frontières naturelles », les peuples les plus forts étant pour lui légitimes à conquérir les espaces s'offrant à eux.

Le concept d' « espace vital » fut forgé dès 1901 par Ratzel mais non défini sur le plan géographique. C'est dans le chapitre 4 du volume 1 qu'apparait pour la première fois sous la plume d'Hitler le terme "Lebensraum". Hitler, comme d'autres nationalistes, définit dans Mein Kampf cet espace uniquement comme fruit d'une expansion à l'est, à l'exemple des chevaliers Teutoniques.

Le pacifisme ne serait donc envisageable pour Hitler qu'une fois que « l'homme le plus élevé » serait parvenu à assujettir la terre entière et à imposer son règne sans partage.

Les juifs « par nature » seraient les principaux avocats et propagateurs du pacifisme d'après un lieu commun de la droite allemande, passage obligé des pamphlets antisémites, en particulier après 1918. Il est à noter que l'espéranto créé en 1887 par le juif polonais Zamenhof, ayant pour but de favoriser la paix, est considéré par Hitler et d'autres auteurs *völkisch* comme une preuve du "complot juif mondial".

L'admiration pour les soldats n'empêcha pas une <u>politique peu favorable aux anciens</u> <u>combattants</u> qui virent leurs aides réduites une fois les nazis au pouvoir : critères plus sévères pour la reconnaissance des blessures, budget consacré aux invalides de guerre 40% plus faible en 1935 qu'en 1928, non prise en compte du passé militaire quand furent exclus de la « communauté du peuple » des hommes pour raison raciale, politique, médicale ... Une partie des grands traumatisés de guerre fut stérilisée ou euthanasiée.

La description par Hitler de son expérience de guerre aux accents héroïques et enthousiastes est lisible en termes de <u>politisation de la mémoire</u> : la présentation de soldats braves et résolus justifie l'analyse d'une défaite due forcément à une trahison, à « un coup de poignard dans le dos ».

Il est à noter qu'après 1918, il fut impossible en Allemagne de faire émerger une mémoire commune. Les commémorations étaient conflictuelles et très politisées. Cela favorisa l'émergence de récits alternatifs tordant la vérité historique quant aux <u>responsabilités de la défaite</u>.

Pourtant dès le printemps 1918, Hindenburg et Ludendorff, ainsi que le haut état-major militaire, considéraient la guerre perdue et fin septembre ils avaient enjoint le pouvoir civil de négocier un armistice. Mais cela resta secret d'où la surprise de l'opinion publique en novembre : la défaite

militaire précéda la révolution et non l'inverse comme l'affirmaient après novembre 1918 Ludendorff et Hindenburg, la droite radicale, une large partie de la société allemande et bien sûr Hitler. A. Köster (qui fut ensuite ministre de l'Intérieur) écrivit au début des années 1920 : « Dans les autres pays européens après une défaite, le peuple demande des comptes aux dirigeants politiques et militaires. En Allemagne les généraux ont réussi à faire porter l'accusation et les injures sur leur propre peuple. »

Pour Hitler les batailles perdues d'août 1918 étaient imputables à la déficience politique et morale du peuple allemand, laquelle résulterait du travail de sape des juifs. Hitler prévoyait une « cour nationale » chargée de "juger" et condamner à mort des dizaines de milliers de « criminels [...] de la trahison de novembre [1918]. »

<u>L'originalité d'Hitler</u> fut de prétendre que la défaite pourrait être « une grande chance pour le peuple allemand », un signe de la Providence, une occasion de construire une nation nouvelle, régénérée par le sacrifice.

Hitler comme d'autres considérait que c'était le traité de Westphalie (1648 ; base de l'organisation de l'Allemagne jusqu'à la suppression du Saint-Empire romain germanique en 1806 <u>Traités de Westphalie</u> — <u>Wikipédia (wikipedia.org)</u>) qui avait été l'humiliation première et le symbole des déchirements intra-allemands. En 1942 il affirmait : « J'ai toujours dit à mes hommes : il ne s'agit pas d'effacer le traité de Versailles, il n'y avait rien d'autre, pour les Français, qu'une réédition de la paix de Westphalie ».

Hitler utilise les lieux communs des droites radicales nationalistes de son époque pour ses critiques des choix allemands quant à la diplomatie.

Le discours victimaire d'une <u>Allemagne encerclée</u> par des états hostiles était développé avant 1914 et fut repris inlassablement par la propagande de droite après 1918. Les historiens rappellent qu'en fait c'est plutôt la politique de puissance ambitieuse menée par l'Allemagne à partir de 1890 qui avait conduit à son quasi-isolement diplomatique et que c'était le Reich qui, en violant la neutralité belge, avait provoqué l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne restée longtemps hésitante.

Après la guerre 14-18, <u>l'Allemagne est déchue de son rang de grande puissance</u> d'où l'importance du thème de la politique extérieure dans les mouvements nationalistes. La situation en 1918 alimentait les analyses sur la faillite des choix avant guerre.

Un rapprochement avec la Pologne était rejeté par une forte majorité des Allemands car il aurait signifié la reconnaissance des frontières imposées en 1919. Or la « correction » des frontières germano-polonaises était un des objectifs centraux de la révision des traités qu'avaient espérée les gouvernements successifs. De même le sort des Allemands des Sudètes était souvent évoqué et conduisait à une forte hostilité vis-à-vis de la Tchécoslovaquie.

Hitler brosse un tableau négatif de l'Allemagne d'après-guerre :

- La propagande antérieure dans les pays européens avait imposé une vision selon laquelle les
 Allemands seraient des barbares.
- L'Allemagne serait devenue une nation soumise, peu "désirable" comme alliée, menacée de pillage.
 - Enfermé dans ses obsessions raciales/racistes, Hitler affirme que la France aurait contribué à la « pollution du sang allemand » en stationnant ses troupes coloniales en Rhénanie, point de départ d'une entreprise juive d'abâtardissement du continent européen.
- La perte des territoires était due à la défaite (mais lui, Hitler, prétendait avoir combattu de toutes ses forces pendant la guerre pour éviter cette défaite).

- La reconquête ne pourrait se faire que par la guerre, inenvisageable toutefois au moment de ses écrits. Il fallait d'abord reconquérir sa souveraineté par le biais d'alliances.
- Le désir d'anéantissement de l'Allemagne serait puissant au sein du capitalisme juif international qui aurait besoin d'une aide militaire que seule la France pourrait apporter. Les juifs auraient l'habileté de jouer à la fois sur le pacifisme des Allemands, le patriotisme des Français, les ambitions commerciales de l'Angleterre.
- Le peuple allemand serait devenu depuis 1918 passif et lâche du fait de la Révolution même si fondamentalement, par nature, il serait fier, orgueilleux et patriote.

Les historiens soulignent les nombreux <u>oublis et distorsions des faits</u> par Hitler.

- Parmi les <u>stéréotypes antisémites</u> répandus depuis le XIXème siècle, on peut noter le manque supposé chez les juifs d'esprit de sacrifice, l'absence de toute qualité militaire du fait de leur lâcheté, de leur condition physique prétendue fragile.
- Le démenti statistique est total : l'engagement des juifs est proportionnellement plus important que celui du reste de la population en 1813-1815 (guerres de Libération), entre 1864 et 1871 (guerres d'unification) et durant la Première Guerre mondiale.
- La révision du traité de Versailles fait consensus même s'il y a des désaccords sur les moyens pour y parvenir (guerre ou négociations). La République de Weimar a multiplié ses protestations contre la politique des puissances victorieuses, tenté d'infléchir les limitations militaires, mis en place une politique de réarmement clandestin. Elle s'est efforcée, par la négociation, de permettre la réintégration de l'Allemagne dans le concert des nations et <u>obtenir une révision du traité de Versailles</u> (le Royaume-Uni étant moins intransigeant que la France). Mais ces efforts n'utilisant pas la force, Hitler les dénonce comme une forme de capitulation et de complicité avec les ennemis de l'Allemagne.
- Les représentants des <u>minorités germanophones</u> du Tyrol du Sud, de Pologne, de Tchécoslovaquie avaient exprimé leur souhait de ne pas être rattachés à un Etat non-allemand mais les puissances victorieuses n'en avaient pas tenu compte. Une nébuleuse associative leur apportait donc de l'aide, le gouvernement allemand les soutenait financièrement et diplomatiquement, ne souhaitant pas voir ces populations venir en Allemagne car il souhaitait les maintenir comme têtes de pont en vue d'une future révision des traités.
- le retour des <u>colonies</u> était réclamé par presque tous hormis le parti communiste.
 Un mouvement important favorable au rétablissement des colonies perdues suite au Traité de Versailles s'était développé en Allemagne : prises de position de députés, pétitions, thème de littérature, création de la Société coloniale allemande bénéficiant du soutien des Affaires étrangères et de différentes entreprises impliquées dans le commerce outre-mer, « semaine coloniale de Hambourg" dans l'été 1926 ...
- L'idée de se détourner d'objectifs ultramarins pour <u>se concentrer sur l'est européen</u> n'est pas nouvelle contrairement à ce qu'affirme Hitler. Depuis le milieu du XIXème siècle beaucoup de théoriciens affirmaient que si l'Allemagne voulait se hisser au rang des Etats-Unis, de la Russie ou de la Grande-Bretagne, elle devait mener une politique expansionniste. La légitimité d'une conquête par la guerre de l' « espace vital » se retrouve sous la plume de nombreux auteurs de la fin du XIXème siècle, allemands et européens, qui développent déjà les arguments repris par Hitler :
 - Nécessité pour un peuple sain et dynamique de s'approprier des terres pour se nourrir et assurer sa croissance démographique.

- Aspect « naturel » d'un « combat pour la survie » assurant la domination du plus fort (darwinisme social).

De très nombreux auteurs soutenaient l'idée d'une mission historique à l'Est ainsi qu'évoque l'appellation « <u>Marche de l'Est</u> » pour parler de l'Autriche – Hitler choisit justement « *Ostmark* » pour dénommer ce territoire après l'Anschluss de 1938.

L'histoire de la « Marche de l'Est » remonte à Charlemagne, se prolongea au Moyen Âge, s'appuyant entre autres sur les croisades de l'ordre teutonique : sa lecture nationaliste et racialiste (« Germains » contre « Slaves ») du XIXème siècle était plaquée sur un passé détourné. En effet la « colonisation » médiévale résultait d'une poussée démographique en Occident du fait de conditions climatiques et donc vivrières favorables, mais aussi d'objectifs missionnaires et de la volonté de protection face à d'éventuelles incursions.

Même avant 1914, l'idée d'un affrontement avec les populations slaves de l'Est était déjà un lieu commun des nationalistes allemands. L'Est était devenu tantôt redouté (puissance de la Russie tsariste) tantôt convoité (expansion sur des terres balkanisées).

La guerre de Crimée (1853-1856) avait renforcé l'idée que la Russie pourrait constituer un territoire de colonisation, idée réactualisée par l'occupation de territoires russes par des troupes allemandes pendant la Première Guerre mondiale, le traité de Brest-Litovsk et la croisade anti-bolchévique portée par les Russes blancs en exil.

Hitler revient à plusieurs reprises sur les choix de l'Allemagne avant 1914 et après 1918, ce qui lui permet d'expliciter, justifier ses propres projets :

- Il récuse le choix d'une politique coloniale et commerciale liée pour lui à la volonté d'éviter un conflit armé.
- Il affirme la nécessité d'une extension territoriale en Europe, possible dans le cadre d'une alliance avec l'Angleterre ou grâce à une domination militaire écrasante.
- Il condamne le renoncement à une alliance alternative avec la Russie.
- Il affirme qu'en 1914, l'Allemagne était coincée entre la France et la Russie, donc muselée. Il prétend que, voulant neutraliser l'Allemagne l'Angleterre aurait permis après 1918 l'émergence de la superpuissance française (ennemie héréditaire pour Hitler) qui dans les années 20 prétendrait « balkaniser » l'Allemagne.

Hitler surestimait le poids de <u>la France</u> dans les négociations de 1918. La France ne put pas imposer ses exigences les plus radicales comme par exemple la séparation de la Rhénanie d'avec l'Allemagne. D'autre part la « sécurité » de la France vis-à-vis de l'Allemagne dépendait politiquement et diplomatiquement de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis.

L'occupation de la Ruhr fut très importante pour la politique intérieure en Allemagne.

- La <u>résistance passive</u> mise en œuvre par les autorités allemandes contre cette occupation demandait aux fonctionnaires de considérer les instructions émanant de l'occupant comme juridiquement nulles, donc de ne pas y obéir.
 - 140 000 à 170 000 personnes furent expulsées pour avoir résisté à l'occupant.
- Les ouvriers s'étaient solidarisés à la désobéissance des agents de l'Etat. Il y eut plus d'une centaine de morts dans les <u>confrontations violentes avec les troupes d'occupation</u>. La production de charbon s'effondra jusqu'à ce que la France mette son propre personnel pour l'exploitation des mines.

- Les zones occupées connurent des <u>pénuries</u> chroniques et des « émeutes de la faim ». Le coût pour soutenir la population de la Ruhr provoqua l'effondrement du mark puis <u>l'hyperinflation</u>.
- Plusieurs politologues allemands avaient espéré que la crise liée à cette occupation serait l'occasion d'un soulèvement national : à droite on pensait que c'était l'occasion de liquider le « marxisme » ; le Parti communiste crut que le prolétariat pourrait prendre les armes contre la bourgeoisie.

Le <u>climat social et politique fut en effet explosif</u>; en octobre 1923 il y eut des tentatives de soulèvement communistes en Saxe, Thuringe, à Hambourg.

Le « combat pour la Ruhr » aboutit à près de 150 morts, 11 condamnations à mort dont une seule fut exécutée, celle de Léo Schlageter à qui Hitler rend hommage au début de *Mein Kampf*.

Quant aux <u>alliances au sein de l'Entente</u>, elles furent touchées par cette occupation qui n'était pas soutenue par le Royaume-Uni (celui-ci voyait en l'Allemagne moins une menace qu'un partenaire commercial). Et si l'Italie avait soutenue le choix français, l'opinion italienne en critiquait la brutalité. Il est à noter que l'Italie était déçue par les traités qui ne prenaient pas en compte les promesses territoriales faites en 1915. Ce pays se présentait dorénavant en concurrent de la France du fait des visées de Mussolini sur l'Afrique, l'Orient, les Balkans.

Hitler ne tient par ailleurs aucun compte des <u>évolutions de la politique extérieure de la France</u> (et des acquis obtenus ainsi par la République de Weimar) : positions très antiallemandes avec Poincaré, plus conciliantes avec Herriot puis Briand. En effet, la France, constatant l'échec des mouvements séparatistes en Rhénanie et Palatinat qu'elle soutenait, se rapprocha de Berlin (Briand/Stresemann), stoppa l'occupation de la Ruhr à l'été 1925, signa le traité de Locarno en décembre 1925 qui permit le rééquilibrage franco-allemand, l'entrée de l'Allemagne dans la SDN, l'apaisement des différends franco-britanniques.

On peut noter que la vision d'Hitler concernant la France était contradictoire. S'il la voit parfois comme une grande puissance, il peut aussi la considérer comme en perte de vigueur du fait de sa natalité défaillante, du métissage et en voie d'isolement du fait des tensions avec ses alliés, Royaume-Uni, Italie, au moment de l'occupation de la Ruhr. Il la désigne comme au service du « Juif international ». Et de toute façon il affirme qu'une nouvelle confrontation militaire contre la France est inévitable.

Après 1933, Hitler s'employa dans diverses interviews dans des journaux français, de limiter la portée de ses passages anti-français. Il s'opposa donc à toute traduction intégrale de *Mein Kampf*, poursuivant en justice les éditions Sorlot qui était passées outre son autorisation. En 1938 fut publiée « *Ma doctrine* », version abrégée de *Mein Kampf*, expurgée des attaques contre la France mais complétée par des extraits de discours d'Hitler conciliant envers ce pays.

Hitler prétend <u>pouvoir renverser la situation désastreuse</u> des années 20 grâce à un travail intense de propagande focalisant sur un unique ennemi. Il définit ainsi les étapes souhaitables :

- Gagner la bataille des idées,
- Eliminer les profiteurs (et responsables) de l'effondrement = renverser le régime républicain,
- Préparer un recours aux armes et chercher des compagnons d'armes = réarmer et revoir les alliances,

Pour enfin passer à une « politique extérieure concrète » = accroître l'espace vital à l'est.

Et puisque les juifs étaient pour Hitler coupables de tous les malheurs allemands, la restauration de la grandeur de l'Allemagne et le nouvel ordre mondial qu'elle pourrait ainsi instaurer ne seraient possibles qu'au prix de leur « anéantissement ».

Il est à noter que la volonté de réarmement, de mobilisation de la population en vue d'une guerre, de la liquidation de la République de Weimar, de l'instauration d'un pouvoir fort est partagée par de nombreux idéologues de la droite nationaliste et des cercles militaires.

Dans un premier temps, Hitler préconise de <u>trouver des alliés</u> à savoir l'Angleterre et/ou l'Italie pour brider la domination française.

Sur ce thème, Hitler dans *Mein Kampf* se démarque des nationalistes sur plusieurs points. Il est à noter qu'il a évolué dans ses positions car dans ses premiers discours et écrits il était plutôt hostile à la Grande Bretagne, favorable à la reconquête des colonies d'outre-mer et à une alliance germano-russe (malgré sa perception péjorative du peuple russe - « un peuple d'analphabètes » - largement répandue d'ailleurs en Allemagne depuis la fin du XIXème siècle).

Il va à l'encontre d'une vision assez commune de la <u>Grande-Bretagne</u> purement mercantile. Identifier l' « Anglais » à un « homme d'affaires » était en effet un stéréotype très répandu en Allemagne avant 1914 et plus encore durant la guerre où on développait volontiers l'image d'une Allemagne héroïque luttant contre une Grande-Bretagne matérialiste par essence.

L'accusation de la « perfidie » anglaise (citée en français dans le chapitre 4 du volume 1 de *Mein Kampf*) est très ancienne. Dès le Moyen Âge on évoque la « malhonnêteté anglaise ».

Après 1918, dans la droite allemande, s'amplifie l'accusation plus ancienne d'une « conspiration » britannique visant à encercler l'Allemagne pacifique se greffant sur le « complot judéomaçonnique ». Cette accusation est d'ailleurs promue par le NSDAP. Dans plusieurs textes, Edouard VII est qualifié de « franc-maçon de haut rang », d'«image typique d'un Juif de la Bourse ». L'Entente cordiale était systématiquement décrite comme une « association offensive ».

L'anglophobie allemande ancienne dans les années 20 est de plus en plus remplacée par une anglophilie dans l'opinion allemande du fait de l'attitude plus conciliante de Londres après le traité de Versailles.

Hitler valorise ce qui aurait été bénéfique avant 1914, à savoir une alliance germano-britannique. Celle-ci aurait laissé le Royaume-Uni dominer les mers et l'Allemagne libre d'agir sur le continent, lui permettant une expansion vers l'Est.

Hitler fit dans *Mein Kampf* un parallèle étonnant entre la colonisation britannique et la volonté de domination des juifs mais souligna que pour lui les juifs usaient du complot et représentaient donc un ennemi mortel, alors que la Grande Bretagne, « germanique », était admirable dans sa volonté de conquête et restait donc un partenaire potentiel.

Jusqu'en 1939 Hitler a espéré conclure une alliance avec le Royaume-Uni.

Mais Hitler se trompe sur les positions anglaises. Certes, au Royaume-Uni certains purent s'inquiéter du rabaissement de la puissance allemande, en particulier du fait de l'occupation de la Ruhr par la France, décidée par la Commission des réparations alliée sans le soutien des Britanniques. Toutefois

l'alliance franco-anglaise demeurait pour les responsables britanniques indispensable au maintien de la stabilité en Europe.

La <u>position pro-italienne</u> d'Hitler était très minoritaire et s'avère singulière, résolue et précoce. Le retournement des alliances en 1915-16 et la question du Tyrol conduisaient beaucoup d'Allemands à être hostiles vis-à-vis de l'Italie. Mais Hitler, lui, voyait une potentielle brèche dans les liens franco-italiens du fait les ambitions expansionnistes de Mussolini (tentative d'annexer Corfou en 1923, pression croissante sur l'Albanie et la Yougoslavie au moment de la rédaction de *Mein Kampf*).

Hitler admirait le Duce qui fut un modèle dans les années 20, un allié dans les années 30. Les deux dictateurs partageaient des points-clés idéologiques : antimarxisme, nationalisme, bellicisme, aspiration totalitaire et pour Mussolini à la fin des années 30, antisémitisme.

Mais au sein du NSDAP des militants étaient moins enthousiastes. L'idéologue völkisch, Adolf Dresser, dans une biographie, critiquait Mussolini, sa politique d'italianisation du Tyrol du Sud, ses liens supposés avec la franc-maçonnerie et en faisait un « protecteur de la juiverie internationale et de ses banques », le fascisme étant à ses yeux un régime « judéo-capitalisto-impérialiste ». La concrétisation des positions d'Hitler fut en 1936 la constitution de l'axe Rome-Berlin, renforcé par le pacte anti-Komintern en novembre 1937, puis le pacte d'acier en mai 1939.

Hitler réfute l'idée de certains nationalistes qui considéraient que l'Allemagne, du fait des contraintes imposées, était devenue une « colonie de l'Entente », et voulaient en conséquence se rapprocher des <u>mouvements de libération des peuples colonisés</u>. Hitler, obsédé par la conquête de l'Est et méprisant les peuples « inférieurs », attaqua violemment cette proposition (entre autres défendue au sein du NSDAP par Strasser).

Hitler évoque l'<u>Inde</u> dans *Mein Kampf* parce qu'elle est la pièce maîtresse de l'empire britannique. Il méprise Gandhi en raison de ses méthodes non-violentes ; en 1937 il conseilla même au ministre anglais des Affaires étrangères de le faire fusiller.

Après 1933, il fit interdire les organisations indiennes présentes en Allemagne et expulser certains de leurs leaders. Même si une des figures nationalistes indiennes (Subhas Chandra Bose) put bénéficier de temps de parole sur la radio allemande et constituer une légion, Hitler refusa qu'il proclamât l'indépendance de son pays et l'envoya en sous-marin combattre aux côtés du Japon.

De même Berlin était la « capitale » du <u>nationalisme égyptien</u> en exil mais Hitler condamnait la futilité de ce combat contre la Grande-Bretagne.

Toutefois en 1939, il choisit d'instrumentaliser les <u>nationalistes arabes</u> contre le Royaume-Uni (ainsi, par exemple, le mufti de Jérusalem s'engagea aux côtés de l'Axe entre 1941 et 1945).

La vision d'Hitler concernant l'<u>URSS</u> (qu'il appelle Russie) est particulièrement inexacte. Pour lui, l'intelligentsia russe aurait été d'origine germanique (et non slave). La révolution bolchévique aurait anéanti cette intelligentsia, la remplaçant par des juifs (toujours accusés de vouloir dominer le monde en passant par la soumission de l'Allemagne). On peut rappeler entre autres démentis qu'un tiers des officiers de l'Armée rouge en poste en 1920 était issu de l'ancienne armée tsariste ou encore que plus de 150 000 juifs furent victimes de pogroms, la plupart à l'instigation des armées blanches (se vengeant d'un prétendu complot judéo-bolchévique) et pour quelques uns commis par des troupes de l'Armée rouge.

Les juifs d'après Hitler allaient conduire rapidement à la disparition de la Russie du fait de leur nature

de « ferment de décomposition ». Il revenait à l'Allemagne de conquérir des territoires et de les germaniser. Hitler envisageait dans *Mein Kampf* des « colonies limitrophes ».

Hitler (qui se contredit au fil du temps) démine l'hypothèse d'une alliance avec la Russie utilisant des « arguments » antisémites, antibolchéviques. Bien que l'Internationale communiste ait abandonné en 1924 l'idée d'étendre la Révolution en Allemagne pour ensuite la propager au monde entier (c'est en décembre 1924 que Staline énonça pour la première fois la doctrine du « socialisme dans un seul pays »), Hitler continuait de dénoncer le danger révolutionnaire.

Les Soviétiques prirent très au sérieux et s'inquiétèrent beaucoup des écrits et discours d'Hitler qui appelait ouvertement à la conquête d'une partie de leur territoire et à la destruction de l'URSS.

En 1922, les <u>accords de Rapallo</u> entre la République de Weimar et l'URSS (deux pays mis en marge de l'ordre diplomatique post-1918), permirent de renouer les relations diplomatiques et commerciales et établirent une coopération militaire secrète.

Dans ses analyses concernant d'éventuels alliés, Hitler évoque peu le <u>Japon</u> (vu positivement – le Juif n'y aurait pas d'ancrage culturel) et oublie les <u>Etats-Unis</u> pourtant très présents dans le concert international. C'est une sous-estimation systématique de l'influence des puissances non-européennes.

Les historiens remarquent que le « péril jaune » était une expression utilisée depuis 1870 aux Etats-Unis et en Europe et popularisée en Allemagne entre autre par Guillaume II qui l'employait fréquemment. C'était alors surtout la Chine qui semblait un danger « racial et économique ». Mais après 1918, l'expansionnisme japonais, son militarisme et son caractère autocratique inquiétèrent le Royaume-Uni et les Etats-Unis.

Hitler opère une fusion fictionnelle des forces opposées à l'Allemagne : bolchévisme, finance, presse, France etc. dans une prétendue « conspiration juive ».

Ce seraient aussi les juifs (et les légitimistes autrichiens) qui argumenteraient à propos du Tyrol du Sud pour empêcher une alliance avec l'Italie et maintenir l'Allemagne dans une situation de faiblesse. Pour Hitler et autres pamphlétaires de droite radicale, la France serait totalement « enjuivée » et en proie à la « négrification » c'est-à-dire au métissage du fait des liens avec ses populations colonisées. Les analyses racistes d'Hitler concernent aussi les conséquences de l'occupation de la Rhénanie à savoir la constitution de couples femmes allemandes-soldats d'occupation appartenant aux troupes coloniales. Pour Hitler cela conduisit à la naissance des « bâtards de la Rhénanie » (400 métis furent stérilisés de force en 1937).

Les historiens précisent que 20 000 soldats coloniaux, majoritairement venus d'Afrique du Nord mais aussi du Sénégal, de Madagascar, d'Indochine, étaient présents dans les zones occupées en 1920 sur un total de 95 000 soldats français.

La caractéristique du <u>sionisme</u> comme mouvement national est rejetée par les nationalistes allemands qui considèrent que ce mouvement est surtout un moyen pour trouver une nouvelle tête de pont d'où envahir le monde.

Hitler reprend à son compte ces diverses accusations, un éventuel état sioniste étant à ses yeux l' « école supérieure de leur canaillerie » (discours d'août 1920), « un lieu de refuge pour des canailles extradées, une université des escrocs en devenir » (chapitre 11 volume 1 de *Mein Kampf*).

Certains écrits d'Hitler laissent penser que celui-ci avait très tôt manigancé un <u>plan par étapes</u> sur deux générations :

- Défaire la France
- Conquérir l'espace vital à l'Est
- Devenir une puissance mondiale en conquérant des colonies en Afrique et en renforçant le potentiel maritime
- Mener le combat décisif contre les Etats-Unis afin de dominer le monde in fine.

Mein Kampf fixe de grandes orientations sans préciser les moyens d'action pour atteindre ces objectifs. Aussi dans sa pratique du pouvoir Hitler changea-t-il de stratégies sans toutefois modifier ses finalités. Si Hitler continuait à considérer la guerre comme nécessaire et inévitable, il chercha après 1933 à convaincre l'opinion nationale et internationale de sa volonté de paix.

Toutefois:

- Février 1933 : Hitler annonce en secret aux plus hauts officiers de l'armée que celle-ci devait être prête dans six à huit ans à se lancer dans la conquête et la germanisation de l'espace vital à l'Est.
- Octobre 1933 : L'Allemagne sort de la SDN
 Hitler espérait toujours trouver dans l'Angleterre un Etat frère « germanique » qui tolérerait une hégémonie allemande sur le continent se réservant la domination des mers et de son empire colonial.
 - D'où l'importance accordée à l'accord naval germano-britannique en juin 1935.
- Mars 1935 : rétablissement de la conscription
- 1935 : rapprochement avec l'Italie.
 Malgré ses espoirs, aucune alliance n'est possible avec le Royaume-Uni. Hitler choisit donc de poursuivre ses objectifs en Europe de l'Est sans soutien anglais.
- 1936 : remilitarisation de la Rhénanie plan de 4 ans : amplification du réarmement allemand
- Novembre 1936 : pacte anti-komintern avec le Japon, puis avec l'Italie en 1937
- Mars 1938 : Anschluss = annexion de l'Autriche devenue Ostland
- Octobre 1938 : annexion des Sudètes.
 La crise des Sudètes conduisit à l'intervention diplomatique anglaise.
- Mars 1939 : démantèlement de la Tchécoslovaquie en deux états, la Bohême-Moravie et la Slovaquie
- Eté 1939 : Hitler constate que l'alliance avec le Royaume-Uni est impossible, et que la Pologne, dont l'intégrité territoriale est garantie par le Royaume-Uni, refuse la proposition d'un partenariat offensif.
 - Hitler s'écarte donc de son scenario initial et signe le pacte germano-soviétique (23 août traité de non-agression ; 28 septembre traité de délimitation et d'amitié) correspondant à l'affirmation dans *Mein Kampf* : « Les destins des peuples ne sont fermement soudés que par la perspective d'un succès commun, dans le sens d'acquisitions, de conquêtes communes, bref, d'un élargissement bilatéral de puissance ».
- Septembre 1939 : invasion de la Pologne

- Le constat en 1940 que l'Allemagne ne pourrait pas obtenir une paix séparée avec le Royaume-Uni conduit Hitler à faire le pari qu'une victoire sur l'URSS contraindrait les Britanniques à capituler.

Les projets nazis à partir de 1939 concernant la colonisation de l'Europe de l'est ne furent pas mis en œuvre pour la plupart (mais la déportation, l'exploitation, les massacres de masse des populations locales furent exécutés). En juin 1942, avait été prévue la création de trois « marches de colonisation » dans un délai de 25 à 30 ans et de nombreux « points d'appui » en des endroits stratégiques le long des voies de communication. 4 millions de colons auraient été nécessaires pour la réalisation de ce projet.

On a pu estimer à 500 000 le nombre d'Allemandes envoyées dans l'est et le sud-est de l'Europe occupée : enseignantes, infirmières, secrétaires, aides-soignantes etc., volontaires de la « mission de civilisation ».

5) L'importance de la propagande

L'image d'un <u>peuple allemand crédule</u> et incapable de penser politiquement est récurrente chez Hitler mais correspond aussi à un stéréotype qui depuis le XIXème siècle présente l'Allemand en « Michel », personnage naïf et ballot. Hitler qui se contredit souvent, aux côtés de la glorification du peuple aryen fier et patriote, revient plusieurs fois sur l' « absence de caractère » du peuple allemand qu'il considère comme possédé par le « marxisme », méprisant sa propre histoire, demandant pitié au lieu d'exiger ce à quoi il a droit.

Ce mépris de la masse perdure chez Hitler puisqu'en mars 1945 il aurait déclaré que la défaite éventuelle à venir résulterait de la faiblesse du peuple allemand qu'il était donc légitime d'abandonner à son sort!

Pour Hitler, le « ventre mou » de la masse du peuple est soumis à l'influence de deux minorités opposées :

- L'extrême de la meilleure humanité paré de toutes les vertus, en particulier le courage et le goût du sacrifice,
- L'extrême du pire rebut humain soumis à toutes les pulsions et vices égoïstes.

A partir de cette vision manichéenne, il analyse ainsi l'histoire récente précédant l'écriture de *Mein Kampf* :

- La classe ouvrière aurait rejoint les nationalistes en 1914 mais serait ensuite revenue sous l'emprise des marxistes.
- La liquidation précoce des leaders juifs marxistes aurait pu maintenir les ouvriers dans le giron nationaliste.
- Et ainsi il n'y aurait pas eu la révolution de 1918, portée par les pires éléments puisque les meilleurs étaient morts à la guerre.

A la fin de mai 1942, Hitler défend toujours cette thèse en affirmant : « Les Allemands ne prennent part à des mouvements subversifs que quand les Juifs les corrompent sur ce point. C'est la raison pour laquelle il faut liquider le danger juif, quoi qu'il en coûte. »

Les historiens font remarquer que si en effet, il n'y eut pas de soulèvements populaires contre la guerre de 39-45, cette atonie ne résulte pas de l'exécution des leaders révolutionnaires mais du mélange d'endoctrinement et de contrôle social favorisant le fanatisme et empêchant la résistance.

La propagande pour Hitler devait servir à gagner le maximum de <u>sympathisants</u> (passifs) et surtout de <u>militants</u>, prêts à se battre et parmi ceux-ci faire émerger les responsables de qualité. Plus nombreux sont les sympathisants, moins il est nécessaire d'avoir beaucoup de militants. Pour Hitler, il faut d'ailleurs se méfier d'un trop grand élargissement des adhérents car ce seraient alors des opportunistes pusillanimes qui arriveraient dans le parti. D'ailleurs en mai 1933 le parti nazi clôt les adhésions (de nouveau ouvertes de 1937 à 1939).

Ce <u>thème de la propagande</u> qui revient à de nombreuses reprise est développé dans un chapitre entier (chapitre 6 du volume 1).

Hitler prétend s'être intéressé très tôt à la propagande (antidater ses centres d'intérêt pour donner à son parcours une profondeur temporelle plus grande, pour souligner sa singularité et son génie, est un motif fictionnel récurrent chez Hitler). Mais on peut noter que dans les années 20 beaucoup d'Allemands se passionnaient pour ce sujet et que de nombreuses publications y étaient consacrées. Les propos d'Hitler sont d'ailleurs très proches de ceux de Gerhard Schultze-Pfaelzer publiés en 1923 dans « *Propaganda, Agitation, Reklame* ». Cet auteur déplorait la tendance des Allemands à l'objectivité et l'autocritique qui aurait paralysé leur propagande et renforcé l'efficacité de la propagande ennemie.

Beaucoup d'Allemands pensaient que la <u>propagande allemande pendant la Première Guerre</u> avait été incapable de galvaniser la population et avait de ce fait contribué à la défaite.

L'enthousiasme des populations (françaises ou allemandes) lors du déclenchement de la guerre (août 14) est à nuancer fortement. En Allemagne, chez les ouvriers et les paysans, dominaient la peur et l'espoir que la guerre puisse être évitée mais les pseudo-récits de « l'expérience d'août » et de « l'esprit de 14 » ont été ensuite élevés au rang de mythes. Quand la guerre s'est enlisée, les discours officiels exaltèrent les vertus de l'endurance, de la maitrise de soi et du sens du devoir. Tout cela a été largement repris par Hitler dans *Mein Kampf*.

Hitler reconnait l'efficacité de la <u>propagande anglaise</u> en 14-18 qui stigmatisait les Allemands en les présentant comme des barbares. La publicité faite par la propagande anglaise aux crimes de guerre perpétrés par des Allemands en Belgique en août 1914 (6 400 civils tués) ajoutant d'ailleurs des atrocités non réelles (mains d'enfants coupées) a fortement stimulé les soldats alliés et contribué à considérer les Allemands comme responsables de la guerre.

Les soldats bavarois, du fait de leurs tendances anti-prussiennes, étaient plus réceptifs à la propagande ennemie.

C'est l'armée allemande qui utilisa la première les <u>tracts à destination de troupes ennemies</u>. La France en fit un usage massif à partir de 1915. Les Britanniques suivirent en décembre 1915. Entre juin et octobre 1918, plus de cinq millions de tracts furent jetés derrière les lignes allemandes et Von Hindenburg compara ces « tracts qui tuent l'esprit » aux « bombes qui tuent les corps. » De même Ludendorff propagea dans ses « *Souvenirs de guerre* » la légende selon laquelle la propagande ennemie avait porté un « coup mortel » au « peuple allemand à l'arrière et sur le front ». La vision d'une propagande allemande insuffisante et inefficace est nuancée par des historiens qui soulignent les efforts déployés par les autorités civiles, en introduisant par exemple à la mi-1917 un « cours patriotique » à destination des troupes à l'arrière.

Dans le chapitre 6 du volume 1 est présenté avec une étonnante franchise une sorte de <u>vademecum</u>, <u>destinés aux nazis convaincus</u>: légitimation du mensonge, caricature de l'ennemi, simplification constante et répétition à l'envi du message.

Les militants constituent l'élite du parti pratiquant un fanatisme idéologique mais la propagande doit "travailler" la population dans sa totalité, tenter d'imposer la doctrine au peuple tout entier. D'après Hitler les militants n'ont pas besoin de connaître l'intégralité de la doctrine mais seulement quelques principes, en nombre réduit, assez percutants pour les convaincre de s'engager. Ces militants de base doivent être des "soldats primitifs" qui savent obéir. La discipline serait en politique plus importante que les idées.

<u>La propagande</u> est pour Hitler un moyen pour assurer la survie de l'Allemagne (sa liberté, son indépendance, sa sécurité alimentaire, son honneur). Elle <u>s'adresse au peuple</u> (en opposition à l' « élite »). Pour attirer l'attention de ce peuple il faut d'après Hitler se mettre à son niveau et miser sur sa <u>sensibilité</u>. Plus bas est le niveau du message, plus important sera le nombre de personnes touchées.

Hitler rejette toute recherche d'esthétisme dans les affiches de propagande (*medium* de prédilection entre 1914 et 1918), l'objectif n'étant que de faire appel à l'<u>émotion</u> pour attirer l'attention des foules. Il est à noter que l'assimilation de la propagande à un art était un lieu commun développé audelà de la droite radicale.

C'est au théâtre ou à l'opéra qu'Hitler a emprunté les <u>rites politiques</u> qui devaient aboutir à la soumission des participants. Ces rites s'appuyaient sur la force des émotions, les effets de mise en scène, le rapport direct entre « comédiens » et public, le partage silencieux de la foule assise dans l'obscurité. L'auditoire devait ainsi visualiser une communauté d'opinion, éprouver un sentiment d'appartenance.

<u>L'art oratoire</u> doit priver les auditeurs de leur libre-arbitre. Le moment en soirée, le décorum de la salle où est rassemblée la masse, contribuent au résultat recherché : faire adhérer les personnes en les ayant fait changer d'avis, d'opinion. Cette « masse » croit ainsi appartenir à une communauté protectrice, peut partager l' « ivresse collective » due à l'enthousiasme exprimé par les auditeurs. Hitler développe longuement l'efficacité très supérieure à ses yeux du discours d'un orateur s'adaptant en temps réel à son auditoire sur l'argumentaire écrit d'un publiciste, rébarbatif pour une partie du public, les affiches et les tracts étant destinés à un public déjà convaincu. Un bon orateur doit respecter trois étapes pour s'assurer de la compréhension du public :

- simplifier au maximum quant au fond,
- présenter lentement le raisonnement sans hésiter à répéter pour que le public puisse suivre,
- s'assurer que le public a été convaincu à la fin, quitte à reprendre le discours et multiplier les exemples.

La <u>puissance de persuasion</u> de la pensée raciale hitlérienne reposait sur la formulation, empruntant les modes de pensée ou d'expression de la science, « socialement acceptable », d'un mythe préexistant, celui de l'opposition "fondamentale" entre race "supérieure" (Aryen) et race "inférieure" (juif).

Hitler choisissait des <u>slogans</u> concis galvanisant les sympathisants et agissant comme une déclaration de guerre à la situation des années 20. Dans le chapitre 12 du volume I Hitler utilise la formule « agile comme un lévrier, coriace comme du cuir, dur comme de l'acier Krupp » qui devint un principe

pédagogique appliqué aux organisations de jeunesse, un slogan repris moult fois y compris pendant la guerre.

Hitler comme d'autres idéologues d'extrême-droite considère que le concepteur de programme politique doit prêcher des idées pures et rechercher la vérité absolue, en les ayant sans cesse en ligne de mire tandis que l'homme politique doit avoir en tête à côté de grands objectifs le chemin qui y mène, les solutions pratiques à mettre en œuvre.

Mais Hitler est innovant en affirmant qu'il peut arriver qu'un même individu combine les deux, pense en théoricien et agisse comme un exécutant ... ce qui est un autoportrait implicite!

<u>La presse</u> est souvent analysée par Hitler. Pour lui, il y a trois sortes de lecteurs :

- Les plus nombreux et les moins éduqués croyant tout ce qu'ils lisent,
- Ceux peu nombreux qui après avoir tout cru, par déception, ne croit plus en rien,
- Une toute petite minorité capable de penser par eux-mêmes, de façon critique, ayant compris que les journalistes étaient des menteurs.

L' « objectivité » pleine de modération de la presse bourgeoise d'avant 1914 aurait abusé les lecteurs. Hitler considère qu'il ne faut pas se laisser impressionner par le principe de la liberté de la presse et qu'il faut mettre les journaux au service de la collectivité. La mise au pas de la presse doit être assurée de façon inflexible.

L'un des 25 points du programme de 1920 prônait la « création d'une presse allemande » car pour la droite nationaliste tous les journaux y compris conservateurs étaient enjuivés.

La surreprésentation des juifs dans une partie de la presse (libérale et démocratique alors qu'ils sont peu présents dans les journaux locaux ou régionaux conservateurs et dans la presse de droite) était due au fait que les juifs à la fin du XIXème siècle ne pouvaient pas faire carrière dans l'armée et les services publics et qu'ils étaient exclus de la plupart des fédérations et corporations professionnelles. En 1920, le NSDAP eut son propre organe de presse, le *Völkischer Beobachter* (suite au rachat d'une maison d'édition grâce à la garantie financière apportée par Dietrich Eckart qui prit la direction du journal en août 1921 – voir plus haut la chronologie). En décembre 1921, le journal nazi proclamait : « L'arme principale d'un mouvement [politique] est sa presse. Un mouvement sans presse est condamné à mort. »

La droite radicale comptait à cette époque de nombreux titres (au moins 130) mais de faible diffusion. En avril 1922, Hitler nomma Max Amann, un camarade de régiment, directeur du journal. Celui-ci stabilisa la situation financière du journal, non sans personnellement s'enrichir considérablement jusqu'en 1945.

En 1930, Hitler ordonna la création du <u>Corps automobile national-socialiste</u> à des fins de propagande (distribution de tracts entre autres). Ce corps contribua fortement à la présence du NSDAP dans l'espace public, notamment en 1932.

Occuper l'espace public a toujours était un objectif important. Au début des années 1920 les nazis pouvaient organiser des cortèges à la fin d'un meeting, s'attrouper devant un théâtre pour obtenir l'annulation d'un spectacle ou devant un hôtel où étaient hébergés des membres de la commission de l'Entente.

Les nazis, ainsi que les autres partis, louaient les vertus du <u>cinéma</u> comme moyen de propagande. A partir de 1921, ils organisèrent des projections de films « utiles d'un point de vue national ». En

1922-23, ce fut la fondation d'une ligue des artistes de scène et films nationaux-socialistes. En 1930, fut créé l'Office national du film. Mais les réalisations furent peu nombreuses et en particulier aucun long métrage ne fut produit.

Hitler et le NSDAP utilisèrent leurs nombreux <u>passages devant des tribunaux</u> (procès entre anciens membres du parti, procès attentés contre les nazis par le maire de Nuremberg ou le chef de la police berlinoise ...) <u>pour développer leur propagande</u>.

Mais contrairement aux affirmations d'Hitler, le NSDAP ne fut guère remarqué en Allemagne ou à l'étranger entre 1925 et 1929 et ne fut pas l'objet de poursuites systématiques. Il eut bien des interdictions de prises de parole publique dans certains länder en 1925, levées en 1927-28. Mais la justice fit preuve d'une grande clémence après le putsch de 1923 et dans l'ensemble, la droite radicale (dont le NSDAP) bénéficia d'une large impunité.

Une partie de la génération née entre 1900 et 1910, marquée par le sentiment d'être née « trop tard », fut très réceptive à l'idéologie du NSDAP et de la SA : mépris de la démocratie, recours à la violence, glorification du courage. C'est dans cette classe d'âges que se recrutèrent beaucoup de collaborateurs de l'Office central de sécurité du Reich qui jouèrent un rôle important dans le génocide des juifs.

Le décret sur la protection du peuple et de l'Etat en février 1933 <u>annula la liberté d'expression</u> et de presse garanti par la Constitution de 1919. 200 journaux socio-démocrates et 35 journaux communistes furent interdits. Le *Münchener Post* (tirage à 60 000 exemplaires en 1920) qui s'en prenait régulièrement à la droite radicale et en particulier au NSDAP fut avant 1933 l'objet de nombreux procès intentés par les nazis. Il fut interdit en 1933, son imprimerie fut détruite, ses bureaux saccagés, ses biens confisqués.

En octobre 1933, une loi imposa aux organes de presse de n'employer que des personnes d'origine aryenne et sans conjoint non-aryen. Les journalistes furent obligés d'adhérer à la Chambre de la presse du Reich.

6. Les courants politiques de son époque analysés par Hitler :

Pour Hitler, en politique, « le succès est l'unique jauge terrestre de la justice ou l'injustice d'une [...] action » c'est-à-dire que ceux qui ont réussi avaient raison, à condition toutefois qu'ils créent pour le Peuple un effet bénéfique.

Hitler présentait la vie politique des années 1920 sur un mode binaire : marxisme internationaliste et mouvement *völkisch*.

Les erreurs factuelles sur la période politique analysée par Hitler sont nombreuses : résultats électoraux inexacts, attributions erronées de choix idéologiques à tel ou tel parti, description mensongère d'actions syndicales etc.

a) La monarchie

Parmi les opposants à la République de Weimar, les conservateurs se divisaient : certains étaient des monarchistes légitimistes souhaitant le retour à l'époque des Hohenzollern, d'autres préconisaient une monarchie constitutionnelle à l'anglaise, d'autres enfin militaient pour une totale réorganisation de l'Etat et l'avènement d'un Führer. Après 1918, seule une minorité parmi la droite et la noblesse

revendiquait la restauration de la monarchie. La jeune génération de la noblesse aspirait plutôt à une personnalité forte disposant des pleins pouvoirs, capable de résoudre les nombreux problèmes d'une grande puissance.

Le texte d'Hitler peut sembler parfois un plaidoyer monarchiste, mais en fait il préfère seulement une monarchie stable à une République instable. Défendre la monarchie mais pas forcément le monarque est présenté comme essentiel. C'est la charge et non la personne qui est sacrée. Un grand monarque est celui qui comprend la supériorité de l'institution qu'il incarne et fait tout pour ne pas lui nuire.

De fait, pour Hitler, l' « Etat » est un organisme ethnique qui permet de conserver en vie la nation, d'assurer la préservation de la race, et peu importait la forme que prendrait cette entité.

L'absence de rejet par principe de la monarchie chez Hitler provoquait l'incompréhension parmi certains nazis. En 1926, quand Hitler s'opposa à l'expropriation sans dédommagement des princes en prétextant "pour nous, il n'y a pas de princes, il n'y a que des Allemands", Goebbels et d'autres compagnons nazis trouvèrent cette posture « réactionnaire ».

b) La social-démocratie

Traitée de "putain de peste", elle <u>ne respecterait pas les plus hautes valeurs</u>, à savoir nation, patrie, loi, école, religion, morale.

Hitler impute à la social-démocratie une position systématiquement hostile à la Russie, argument développé avant lui par de nombreux idéologues de la droite radicale.

Les historiens notent que s'il n'y eut pas de conspiration, des sociaux-démocrates accusaient la Russie d'avant 1914 d'être socialement arriérée et ayant des visées hégémoniques. Beaucoup de juifs, se rappelant les pogroms de 1881-84 et 1903-1906, étaient opposés à la Russie.

Les courants antisémites contemporains des années viennoises d'Hitler dénonçaient les dirigeants sociaux-démocrates ou syndicalistes juifs et considéraient que les dirigeants ouvriers non-juifs (fort nombreux) n'étaient que les auxiliaires ou les instruments des juifs.

Il est à noter que face à ces attaques, le Parti social-démocrate ne condamna pas franchement l'antisémitisme politique ; il n'y eut pas de solidarité prolétarienne, les juifs pauvres souvent immigrés n'étant pas ouvriers dans les usines et vivant dans d'autres quartiers.

Les attaques d'Hitler contre la social-démocratie étaient courantes pendant la guerre. La social-démocratie aurait été <u>défaitiste parce que pacifiste</u>. Un article issu de ses rangs du 20 octobre 1920 affirmait : « Nous ne combattons pas pour la victoire mais pour une paix qui ne porte pas en elle le germe de nouvelles guerres. ». La social-démocratie est aussi accusée d'avoir « instigué » la révolution, défendu le suffrage universel plutôt que de focaliser les Allemands sur la nécessité unique de la victoire et ensuite d'avoir bénéficié de cette révolution en occupant les responsabilités politiques majeures de la République.

c) <u>Le marxisme</u>

Le mot « marxisme » pour Hitler recouvre le plus souvent de <u>multiples courants politiques</u>, allant du centre-droite à l'extrême-gauche. Hitler fait parfois la distinction, comme bien d'autres avant lui, entre socialisme (c'est-à-dire l'aspiration à la coopération sociale et qui serait une doctrine aryenne) et marxisme, tendant à la "communauté", qui serait une doctrine juive.

Le marxisme est mythiquement présenté comme unifié, englobant tout le spectre politique (hors la frange « nationale ») comprenant donc aussi le monde bourgeois.

L'amalgame de courants très divers sous l'appellation « marxistes » relève en fait d'une logique commune à la droite radicale : tous les courants hostiles à une vision raciale du monde (partis faisant référence à Marx – sociaux-démocrates, communistes, mais aussi chrétiens, penseurs attachés aux Lumières etc.) étaient pour cette droite des instruments du « judaïsme international » donc marxistes. Hitler reprend des expressions qui faisaient florès à son époque telle que la comparaison des meneurs de la révolution avec des hyènes : « Pas plus qu'une hyène n'abandonne la charogne, un marxiste n'abandonne la trahison de sa Patrie ».

Cet amalgame des opposants sous le mot « marxisme » est revendiqué par Hitler qui écrit : « Le génie d'un grand chef, c'est entre autres de faire apparaître les adversaires, même éloignés les uns des autres, comme membres d'une seule et même catégorie, parce que la connaissance des différents ennemis, chez les caractères faibles et indécis, ne mène que trop facilement au début du doute sur son propre droit. »

Rien ne prouve qu'Hitler comme il l'affirme à plusieurs reprises ait étudié de façon approfondie la théorie marxiste, et en particulier lu *Le Capital*. Pour Hitler le moteur de l'histoire n'est pas la lutte des classes mais l'affrontement des "races" sous différentes formes dont l'affrontement économique.

Hitler se présente de nombreuses fois comme l'homme providentiel, l'anti-Karl Marx (qualifié souvent de juif alors qu'il avait été baptisé, que son père s'était converti au protestantisme et qu'il ait pu tenir lui-même des propos antisémites).

6) Le NSDAP

Le national-socialisme vise le salut de tous les Allemands, mais d'eux seuls. Hitler prétend œuvrer pour <u>préserver et assurer la survie de l' « homme aryen »</u> donc de celle de l'humanité, donc celle de la volonté divine – il dit servir le Créateur en combattant les juifs !

En 1921, Hitler s'impose à la <u>tête du parti</u>. Refusant tout rapprochement avec d'autres mouvements, il annonce le 11 juillet avec fracas son départ, revient trois jours après en imposant ses conditions : la présidence du parti assortie de pouvoirs dictatoriaux et l'interdiction de tout changement programmatique. La direction du parti céda le 15 juillet et le 29 une assemblée générale des adhérents élut presque à l'unanimité Hitler comme premier président du parti. Les statuts d'août 1925, renforcés en 1926, définissent son rôle : direction exclusive du parti, choix

des présidents des commissions de direction, possibilité d'exclure des membres ou des sections.

Hitler a affirmé plusieurs fois qu'un parti politique doit non seulement combattre pour la mise en œuvre de ses idées mais aussi pour "anéantir" les concurrents politiques.

Mein Kampf présente dans certaines pages une sorte de vade-mecum pour les militants : quand organiser un meeting ? Comment désamorcer les contestations ? Comment construire un discours pour convaincre ?

Hitler expose, dans le chapitre 12 du volume 1, <u>quatorze principes</u> censés avoir guidé depuis 1919 le NSDAP dans sa conquête des masses :

- 1. Aider les classes sociales pauvres par la redistribution permettrait de les conquérir politiquement. Hitler promettait des hausses salariales. Le parti nazi ne réalisa jamais cette promesse.
- 2. Le relèvement du niveau de vie permettra la progression du nationalisme.
- 3. Le nationalisme devait être radical, fanatique et s'appuyer sur la dimension affective.
- 4. La promotion de l'idéologie nazie implique la destruction concomitante de l'idéologie opposée.
- 5. De façon ultime, tout doit se résumer à la préservation de la pureté raciale, l'extirpation de son « agent pathogène » juif.
- 6. Le progrès devra passer par l'élévation sociale et culturelle des classes inférieures, le dépassement des différences, devenues de moins en moins sensibles, entre les catégories sociales. Il fallait aller chercher chez les salariés les nouveaux partisans en les détournant de « l'internationalisme ».
 - <u>Après 1933, les mesures sociales</u> furent diverses : symboliques (le 1^{er} mai journée national du travail), concrètes (règlements sur la sécurité au travail, jours de congés payés, assurances). L'organisation de la Force par la joie chargée des loisirs transcendait les barrières de classes. Mais les droits des salariés furent limités, les comités des entreprises noyautés et dépourvus de réels pouvoirs, les licenciements facilités (en cas de « soupçon d'une attitude hostile à l'Etat »), les conflits sociaux, les grèves interdits au sein du Front allemand du travail ...
- 7. La propagande devait être entièrement tournée vers les classes populaires.
- 8. L'objectif final est la conquête du pouvoir. La recherche de cette conquête et donc l'amélioration de la vie du peuple impliquaient que le mouvement nazi devienne un mouvement de masse.
- 9. Le mouvement nationaliste devait être antiparlementaire y compris dans son fonctionnement interne : le chef une fois élu aurait tous les pouvoirs, porterait l'entière responsabilité des décisions ; tous lui seraient subordonnés. Le mouvement ne participerait aux élections que pour détruire de l'intérieur le régime parlementaire.
- 10. Le mouvement devait se focaliser sur les questions majeures et se tenir éloigné des enjeux confessionnels, des débats sur monarchie ou république, pour éviter toute fracturation interne.
- 11. La forme d'organisation n'était pas fixée par principe mais en fonction de l'efficacité recherchée. Les organisations locales et des instances de liaison ne pouvaient se structurer qu'à partir du moment où l'autorité sans partage du chef était universellement reconnue.
- 12. Le mouvement ne pouvait que croître qu'en raison de la croyance fanatique de ses partisans en sa supériorité et sa justesse. Une croyance ne doit pas craindre d'avoir recours à l'intolérance pour s'imposer.
- 13. Le mouvement avait pour tâche d'accroître la combativité de ses membres, lesquels devaient apprendre à chérir l'hostilité des "ennemis" qu'ils suscitaient car c'était la preuve de la justesse de leurs choix.
- 14. Le mouvement devait exalter les grands hommes, reconnaître le rôle de certains individus dans l'histoire et dans la pensée.

Si depuis novembre 1918, en Allemagne, le suffrage est universel (masculin et féminin), pour les plus de 20 ans, dès 1921 le NSDAP avait exclu par principe les femmes des instances dirigeantes du parti.

De sa prison, Hitler renouvelle sa position hostile à toute candidature féminine et lors de la refondation du NSDAP en février 1925 l'impose définitivement.

Le choix de <u>l'emblème</u>, fond rouge, disque blanc, croix gammée noire, présenté aux militants durant l'été 1920 est ainsi justifié par Hitler :

- noir blanc rouge comme l'ancien Reich = hommage au passé
- Rouge = dimension sociale du parti
- Blanc = nationalisme
- Croix gammée = combat antisémite de l'Aryen

Le 27 février 1925, Hitler affirmait : « La croix gammée comme symbole du travail, le blanc comme emblème de notre opinion nationale et le rouge comme emblème de notre véritable pensée sociale. De la croix doit également se dégager un autre sens, c'est-à-dire l'esprit que seul représente le travail en ce monde, l'esprit de l'idéalisme de conception aryenne et non l'esprit des Juifs. »

La croix gammée était depuis la fin du XIXème siècle l'un des principaux signes de reconnaissance du mouvement völkisch. On la trouvait sur des journaux et brochures de différentes couleurs et avec divers graphismes (orientée à droite ou à gauche, arrondie ou anguleuse) et elle fut même un ornement utilisé dans l'Art déco. Ce choix par le NSDAP n'est donc ni original, ni surprenant.

Le choix du rouge et l'appellation « camarade du peuple » constituaient d'après Hitler une provocation mûrement réfléchie adressée aux militants de gauche qui, d'après les récits de Mein Kampf, repartaient des meetings convaincus et enthousiasmés par les orateurs nazis.

Le <u>programme de 1920</u> ne se distinguait guère des poncifs idéologiques de la droite radicale de l'époque et avait probablement beaucoup emprunté aux formations proches. Après des tensions et contre-propositions ce programme fut déclaré par Hitler en mai 1926 « inaltérable » et resta formellement en vigueur jusqu'en 1945 bien que la pratique politique à partir de 1933 s'en affranchît largement.

Le NSDAP est lié à la <u>pensée völkisch</u>. Ce courant de pensée affirmait vouloir favoriser la domination des plus forts et voir dans l'Etat un moyen pour préserver les races et non une fin en soi. La doctrine *völkisch* se contenterait d'exprimer la volonté de la nature.

Pour <u>lutter contre le marxisme</u>, Hitler affirmait qu'il fallait unir les membres de la mouvance *völkisch* sur un programme clair. Hitler disait qu'il faut épurer l'idéologie *völkisch* en la réduisant à quelques axiomes susceptibles de susciter l'engouement. Le NSDAP devait en faire sa profession de foi pour devenir un parti de masse et donc vaincre les adversaires considérés comme des ennemis. En mai 1923, Hitler obsédé par la Révolution débutée en novembre 1918, écrivit que le NSDAP a comme « unique objectif » l'élimination des causes [...] qui ont permis à l'intérieur l'effondrement de la Patrie ». Pour lui, <u>l'effondrement de 1918</u> n'est pas dû à la défaire militaire mais à des déficiences antérieures dans les domaines des mœurs et de la morale ; Il dédouane Ludendorff d'être responsable de la défaite, alors que ce dirigeant était accusé à ses yeux injustement par les juifs (spécialistes du mensonge) et les marxistes.

En février 1919, fut créée l'Alliance allemande-völkisch de protection et de défense. Toutefois cette alliance connut de nombreux conflits internes et fut interdite en 1922, suite à l'assassinat du ministre des affaires étrangères, Walther Rathenau.

Le <u>NSDAP ne s'imposa comme le principal parti</u> du camp *völkisch* qu'à partir de 1927-28 alors qu'auparavant la concurrence était vive entre les différents et nombreux mouvements nationalistes,

le paysage politique à droite était fragmenté, l'autorité d'Hitler contestée.

Après l'échec du putsch de 1923, plusieurs formations d'extrême-droite se concurrencent. Le NSDAP doit alors définir sa stratégie : alliance (le NSDAP participa temporairement à plusieurs « groupes de travail ») ou confrontation. Hitler, emprisonné, prit position contre toute collaboration des députés nazis avec d'autres groupements völkisch (qu'il accuse d'éparpillement et de piller les idées du NSDAP alors que tous ces partis puisent dans les mêmes sources, les mêmes stéréotypes mais divergeaient quant aux priorités programmatiques et stratégies politiques).

Pour Hitler, le parti le plus fort doit s'imposer (ce qui serait d'après lui le cas du NSDAP dès 1920) et devenir l'unique recours, les autres partis devant alors se dissoudre et venir renforcer le vainqueur. Ce n'est qu'à la fin des années 1920 que plusieurs figures importantes du mouvement *völkisch* se rallièrent au NSDAP.

Pour Hitler, les <u>membres du parti</u> devaient être de jeunes hommes prêts à se soumettre entièrement à sa volonté et à l'imposer par la violence au risque de leur propre vie : cela distinguait les membres des sympathisants.

Le NSDAP recrutait essentiellement dans les rangs de droite même si certains militants et électeurs étaient venus de la gauche, entre autres du Parti social-démocrate.

Hitler pensant toujours que du conflit sort le meilleur, il encourageait la concurrence au sein du parti voulant voir qui s'imposerait. Il n'intervenait que lorsqu'il ne pouvait plus faire autrement.

Dans l'Allemagne post-1918 et jusqu'à leur dissolution après le 13 mars 1920, les <u>milices</u> <u>paramilitaires</u> se multiplièrent (comme en Italie ou dans l'Est de l'Europe). On les regroupait à tort sous le nom de « Corps francs » mais elles étaient très diverses. Contrairement aux affirmations d'Hitler, ces Corps francs et autres formations paramilitaires ont été largement acquis aux idées de la droite radicale, à l'identification de la révolution au « judéo-bolchévisme », à l'antisémitisme (minoritaire avant 1914, l'antisémitisme s'était largement diffusé dans toute la société allemande après 1918). Des liens étroits de parrainage existaient entre la Reichswehr et les groupes paramilitaires.

Les formations paramilitaires créées après 1918 furent <u>financées</u> en partie par l'Etat, en partie par des fonds privés comme par exemple le Fond antibolchévique du patronat allemand créé en janvier 1919 par les principaux représentants de la banque et de l'industrie.

Dans le tournant des années 1923-1924 les principaux partis se dotèrent d'associations d'anciens combattants qui contribuèrent à une <u>militarisation du politique</u>, même si, comme celles de gauche, elles défendaient un idéal pacifiste. On a pu parler de « brutalisation du champ politique allemand ».

De novembre 1918 à juin 1921, période de quasi-guerre civile, les victimes furent plus nombreuses du côté de la gauche révolutionnaire que parmi leurs adversaires. On a décompté 400 assassinats politiques dans les années 1919-1920, touchant des personnalités politiques comme Rathenau (24 juin 1922 Walther Rathenau — Wikipédia (wikipedia.org)), ou liés à des vengeances au sein d'organisations factieuses voire à des exécutions pendant la révolution allemande. Parmi les 354 assassinats imputables à la droite radicale entre janvier 1919 et juin 1922, 326 restèrent impunis, un seul fit l'objet d'une peine sévère. A l'opposé les assassinats dont les révolutionnaires de gauche étaient responsables furent quinze fois moins nombreux mais incomparablement plus sévèrement punis. Contrairement à ces faits/chiffres montrant une répression sanglante des tentatives révolutionnaires de la gauche radicale assurée par les troupes gouvernementales et les Corps francs en 1919-1920, Hitler prétendait que le régime n'avait pas de réaction forte, adaptée face aux marxistes.

Hitler avait de la sympathie pour les assassins qu'il qualifia de « magnifiques jeunes Allemands à l'esprit idéaliste » mais par tactique il condamnait officiellement les <u>assassinats politiques</u>. Il déclarait ces assassinats politiques inefficaces, et les interdit donc à ses militants : le meurtre d'un responsable permettrait à un autre responsable pas moins médiocre de prendre la place. Car pour Hitler les vrais « coupables », responsables du malheur allemand siégeaient au Parlement. Hitler propose donc la création d'une <u>« cour nationale allemande »</u> chargée de juger les dizaines de milliers de responsables de la trahison de novembre 1918, de la révolution. Cette proposition avait aussi pour objectif de canaliser la violence et l'agressivité des militants.

La <u>mise en œuvre une fois les nazis au pouvoir</u> fut immédiate : entre janvier 1933 et juin 1934 100 000 personnes furent emprisonnées, 740 tuées. Les premiers camps de concentration sont ouverts en mars 1933. Des tribunaux spéciaux pour juger des affaires politiques (surtout des responsables de gauche) furent créés mais les « criminels de novembre » ne furent toutefois pas systématiquement poursuivis.

Le <u>service d'ordre nazi</u>, créé en 1920, constitué d'hommes jeunes choisis par Hitler, avait plusieurs objectifs :

- Eviter les incidents durant les réunions afin de ne pas être ensuite interdits de meetings pour cause de menace de désordre, d'où l'expulsion des contestataires.
- Procéder à une démonstration de force pour impressionner la « grande masse », les
 « couches inférieures », sensibles à la bravoure.

En choisissant le nom de « <u>section d'assaut</u> » le parti nazi s'approprie un terme devenu mythique durant la guerre : les membres des bataillons d'assaut étaient considérés comme l'élite de l'armée allemande.

En 1926, dans le nouveau statut de la SA ses missions sont ainsi définies :

- surveillance des adversaires, sabotage des réunions adverses, protection des réunions
- distribution de tracts, collage d'affiches, défilés de propagande en uniforme et en musique
- recrutement
- recherche de dons
- « L'arme du national-socialiste et surtout de l'homme de la SA est un poing solide et un cœur empli de l'amour de la Patrie. »

En 1928, le ministère de l'intérieur comptabilisa plus de 300 réunions perturbées, trois fois sur quatre par le Parti communiste, une fois sur cinq par le NSDAP. Il y en eut quinze fois plus en 1932, la moitié par les communistes, un quart par les nazis.

Hitler décrit à plusieurs reprises les <u>réunions publiques</u> organisées par les nazis dans les années 20, exagérant le nombre des « perturbateurs rouges» et les risques encourus pendant ces confrontations. Il y consacre entre autres les deux tiers du chapitre 7 du volume II en racontant des batailles victorieuses contre l'adversité, exagérant tout à la fois l'opposition rencontrée et le courage des combattants nazis alors qu'à l'époque le NSDAP n'occupe qu'une place mineure à l'échelle régionale parmi les dizaines de formations *völkisch* de Bavière. Au sein de la vague de violences et d'assassinats politiques en Allemagne dans les années 20, le NSDAP n'est pas particulièrement visé. Toutefois, même si le NSDAP n'était pas au cœur des préoccupations des autres partis dès l'été 1920, le *Münchener Post* (un des plus importants titres sociaux-démocrates de Bavière) souligna le

caractère criminel du NSDAP et décrivit en août Hitler comme « l'agitateur le plus roublard qui sévisse actuellement à Munich ».

La SA comptait plus sur l'expérience commune, la <u>communauté de combat</u> créant un lien fort entre les hommes, et entre ceux-ci et Hitler, que sur des cours théoriques idéologiques. La haine des adversaires (communistes, bourgeois, juifs ...) était un facteur de cohésion. La fidélité s'appuyait aussi sur la satisfaction des besoins matériels des membres de la SA.

L'objectif de la SA était d'être un mouvement de masse fanatisé qui prendrait le contrôle de l'espace public. Le mouvement nazi considéra dès ses débuts la conquête et la maîtrise de cet espace public comme un moyen d'affirmer sa prétention à dominer un jour l'Etat et la société. En 1926 Goebbels écrivait : « C'est le sens de la manifestation publique, montrer à l'extérieur que l'on veut l'Etat. » La section d'assaut devait être un service d'ordre se montrant discipliné, entraîné physiquement (boxe, jiu-jitsu) et idéologiquement. Pour Hitler ce ne devait pas être une association d'anciens combattants. Elle devait poursuivre un but exclusivement politique.

Les personnes entraînées pouvaient toutefois se transformer en soldats et intégrer la Reichswehr. Contrairement à ce qu'il a écrit ou dit, Hitler a approuvé la <u>militarisation croissante de la SA</u> (menée par Röhm) même s'il n'en fut pas l'acteur principal.

A la fin des années 1920, la <u>SA se développe et multiplie les violences</u>. Toutefois, après l'échec du putsch, Hitler s'opposa à la militarisation car cela aurait pu conduire à l'interdiction du NSDAP, d'où le conflit avec Röhm et la rupture en 1925. Hitler interdit la formation militaire et le port d'armes pour les membres de la SA. Hitler ne voulait pas s'aliéner la droite conservatrice en laissant une partie des SA devenir incontrôlable ni l'armée en faisant de la SA une milice privée non professionnelle.

Le conflit avec Röhm qui considérait contrairement aux annonces d'Hitler en juillet 1933 que la « révolution nationale-socialiste » n'était pas terminée aboutit à la liquidation de la direction des SA en juin 1934 lors de la « <u>nuit des longs couteaux</u> » qui conduisit à 150 à 200 assassinats.

En 1922 (« journée de Cobourg – voir chronologie), les SA n'ont que des brassards à croix gammée. La SA devait être visible et donc porter un <u>uniforme</u> reconnaissable (à partir de l'automne 1922). Ce premier uniforme était constitué d'un blouson gris, de knickers, d'un manteau militaire, d'une casquette.

Le nouvel uniforme dès la refondation du parti en 1925, était constitué d'une chemise brune (choisie car issue à prix modiques de stocks de chemises d'anciennes troupes coloniales), d'une jugulaire, d'une casquette et d'un brassard à croix gammée. En 1927, s'ajoutèrent la culotte de cheval et un insigne de grade, un autre d'origine régionale, puis en 1933 le poignard. Le parti ne finançait pas l'équipement et en 1931 seul un tiers des hommes portait l'uniforme.

A partir de septembre 1922, la SA était subdivisée en « centuries », souvent constituées de quelques dizaines d'hommes seulement.

Le sacrifice pour la communauté nationale-socialiste (la meilleure défense pour Hitler étant l'attaque) et la fidélité jusqu'à la mort font partie des valeurs affichées par la SA. Les membres « tombés » lors de rixes politiques (dont le premier en février 1923 et plusieurs lors du putsch de novembre 23) firent l'objet d'un véritable culte. Leurs noms furent donnés aux nouveaux groupements SA.

Les historiens nuancent le récit d'Hitler :

- 1) La paternité d'Hitler quant à la nouvelle symbolique est douteuse : ce fut sans doute le fruit d'une réflexion collective.
- 2) L'image d'Hitler, politicien talentueux en dépit de sa carrière d'artiste raté est à corriger : c'était toutefois un scénographe et un propagandiste talentueux capable de penser son action politique dans les cadres communicationnels modernes.
- 3) Hitler avait intégré les changements majeurs de l'époque : poids de la violence légué par la guerre, modernisation et américanisation de la société allemande ... Ce qui le conduisit à choisir une sorte de « politique spectacle » où les nouveaux symboles permettaient de conquérir l'espace public. La publicité était un outil de domination, l'intimidation par la violence en était un autre pour contrôler les rues allemandes, l'espace urbain.

Ces historiens précisent par ailleurs que le Parti des ouvriers allemands ainsi que beaucoup de partis et groupes de la droite radicale bénéficièrent entre 1919 et 1921 du soutien du président de la police munichoise (Ernst Pöhner, plus tard co-conspirateur de novembre 1923) et du chef du département de la police politique (Wilhem Frick).

Le <u>fonctionnement interne</u> du NSDAP dans les années 20 ne respectait pas les principes d'Hitler et connut des fluctuations. Ce n'est qu'après 1926 qu'Hitler parvint à proscrire les élections internes au parti, se réservant la nomination des dirigeants locaux. Munich est considérée comme capitale symbolique du parti mais ce n'est qu'à partir de 1926-27 que la direction munichoise commença à s'imposer face aux groupes locaux et régionaux.

Dans le quotidien Hitler était peu attentif aux aspects organisationnels du parti laissés sous la responsabilité de Strasser jusqu'en 1932. Ainsi Hitler était-il au début peu convaincu par la création de la Ligue allemande des étudiants nationaux-socialistes, la Jeunesse hitlérienne, la Ligue nationale-socialiste des enseignants dont les rôles restèrent mineurs jusqu'en 1933.

Hitler pouvait se permettre d'être bénévole (en respect du principe de <u>refus du professionnalisme</u> <u>des hommes politiques</u>) et se consacrer totalement au parti jusqu'au 31 mars 1920, date de sa démobilisation et donc de l'arrêt du paiement de sa solde de soldat. Après sa démobilisation la <u>source de ses revenus</u> est opaque pour les historiens : il semble vivre de façon convenable grâce aux rétributions pour ses articles et ses conférences, aux aides de camarades, aux soutiens substantiels de bienfaiteurs. Après la refondation du parti en février 1925, la rémunération des responsables du parti fut autorisée.

Il y a très peu d'archives sur le <u>financement du NSDAP</u> à ses débuts : les ressources semblent venir des cotisations des adhérents et surtout des dons des mécènes. Le financement par des acteurs économiques de poids est ainsi analysé par le ministère intérieur bavarois : « L'objectif de l'industrie est parfaitement évident. Il consiste non seulement à constituer un rempart spécifique contre le « bolchévisme » mais aussi à supprimer notamment la journée de huit heures comme cela a été décrété en Italie par Mussolini ».

A ses débuts, <u>le NSDAP recruta</u> largement parmi les travailleurs et les milieux modestes, développant l'idée de renouveler les élites en faisant « émerger les esprits les plus capables ». A partir de 1929, une dimension plus élitiste fut donnée au sein de la SS. Himmler imprima une dimension « petite bourgeoise » et le recrutement se fit parmi des jeunes éduqués dans les universités issus de milieux favorisés.

Evolution des effectifs du parti (selon les chiffres officiels sans doute « gonflés » de 10 à 15 % et d'autres sources, d'où des divergences dans les notes des historiens):

Début 1920 : 200 adhérents

Début 1921 : 3 000Fin 1921 : 6 000

- octobre 1923 : 55 000 dont de nombreux anciens membres d'organisations völkisch interdites par la « loi de protection de la République »
- novembre 1923 février 1925 : le parti est interdit

- fin 1925 : 27 000

- fin 1926 : plus de 50 000 adhérents ; 5 sections au niveau de la direction (affaires générales ; propagande et presse ; organisation ; comptabilité ; direction de la SA)

- 1928 : environ 110 000

- 1930 : 130 000 - Juin 1931 : 500 000 - Avril 1932 : 1 000 000

Janvier 1933 : 1 400 000 (une autre source évoque 850 000 adhérents en 1933)

- 1945 : 9 000 000

Jusqu'en 1933, les ouvriers (représentant 55% de la population) forment 33 à 42% des adhérents au NSDAP. Les classes moyennes, 46 à 55% des adhérents.

La composition de <u>l'électorat nazi</u> avant 1923 est mal connue faute de sources.

Entre 1930 et 1933, parmi les électeurs, les professions libérales représentent moins d'un tiers, les ouvriers moins d'un quart, les femmes au foyer aux environs de 15%, les retraités environ 15%, les fonctionnaires de 11 à 13%.

Au moment de l'écriture de *Mein Kampf*, le NSDAP est minoritaire et en proie à des querelles d'orientation interne et des difficultés financières importantes. Ce n'est qu'en septembre 1930 que ce parti obtient aux élections législatives 18,3% des voix et 107 sièges.

Le <u>14 juillet 1933</u> la loi rend tous les <u>partis illégaux</u> à l'exception du NSDAP. Mais beaucoup de partis avaient déjà disparu : certains s'étaient auto-dissous au début de l'été 1933, d'autres étaient interdits depuis février 1933 (Parti communiste) ou juin 1933 (Parti social-démocrate). Le régime nazi abolit la liberté de réunion garantie par la Constitution de Weimar.

D. Autres thèmes-clés développés par Hitler

1) Ses conceptions économiques

Hitler n'accorde à l'économie qu'un rôle secondaire. Pour Hitler l'économie doit être une <u>servante de l'état</u>. Il insiste à plusieurs reprises sur le rôle ancillaire de l'économie et sur la primauté du politique.

Il entremêle dans ses projets corporatisme (un des 25 points de 1920 projetait la création de « chambres professionnelles »), socialisme d'Etat, planisme, libéralisme dans un flou dont les grands écarts ne lui semblaient pas contradictoires.

Avant guerre, affirme Hitler, la préoccupation principale était le développement de l'industrialisation et du commerce international, la recherche individuelle de l'augmentation des biens matériels. Après guerre, certains pensaient – à tort pour Hitler – que le renouveau allemand ne pouvait passer que par l'économie.

Les préoccupations économiques, la recherche du bien-être affaiblissent l'Etat aux yeux d'Hitler. La compétition commerciale entre états désolait Hitler qui préférait l'affrontement militaire dans la guerre.

Jusqu'en 1939, Hitler misa sur un antagonisme commercial et maritime croissant entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis devant conduire, espérait-il, à un rapprochement du Royaume-Uni avec le Reich allemand.

Hitler prétend que dès 1919 il a dénoncé le rôle néfaste de la finance internationale et qu'il a préconisé la mise en place d'un système de crédit public.

Hitler oppose <u>capital industriel et agricole productif</u> au capital bancaire et boursier « rapace », à ses yeux juif par essence.

Un point-clé du programme nazi était d'en finir avec le « <u>règne de l'argent</u> » considéré comme le masque des sociétés démocratiques et libérales.

Hitler part du postulat que le capitalisme national productif serait menacé par le judaïsme : le marxisme, d'essence juive, viserait à affaiblir le capitalisme national par des grèves et des troubles, facilitant ainsi sa mise en coupe réglée par le capitalisme international, lui aussi juif par essence. L'hostilité à la finance de la droite et d'Hitler était liée à l'antisémitisme. Pourtant si, en effet, du fait des interdits professionnels qui leur étaient imposés, les juifs étaient surreprésentés dans les secteurs de la banque et de la finance, une grande majorité d'entre travaillaient en fait dans le petit commerce.

D'autre part Hitler considérait Guillaume II comme excessivement lié aux entrepreneurs, banquiers, grossistes juifs. En mars 1921, il prétendit : « Le jour où toute la vermine juive s'accrocha, pour le malheur de l'Allemagne, au jeune Guillaume II devenu empereur, commencèrent la subversion et la désintégration de l'Etat allemand. » En fait, sous Guillaume II 14% des nouveaux anoblis étaient issus de la bourgeoisie d'affaires et les juifs représentaient moins de 1% des nouveaux anoblis mais les auteurs völkisch dénonçaient les « Juifs de l'empereur ».

Le 17^{ème} point du programme de 1920 réclamait une « <u>réforme agraire</u> adaptée à nos besoins nationaux », « l'expropriation sans indemnités de terrains à des fins d'utilité publique » mais en 1926 Hitler désavoue l'expropriation sans dédommagements et en 1928 il prétend que l'expropriation sans indemnités que les nazis programmaient viserait avant tout les sociétés juives de spéculation foncière.

La <u>colonisation intérieure</u> (installation de familles paysannes dans les provinces allemandes de l'Est peu peuplées) est défendue par la droite radicale *völkisch*, certains milieux religieux, une partie de la gauche, les cercles de la *Lebensreform* favorables à un retour à la nature en rupture avec la société industrielle.

Un des 25 points de 1920 demandait l'interdiction des « <u>grands magasins</u> » typiques de la modernité. Il réclamait leur municipalisation et leur location à prix modique à des indépendants. Cette notion renvoie aux discours anticapitalistes, au refus de la marchandisation du monde. C'est aussi un antisémitisme « masqué » car la plupart des propriétaires des grands magasins allemands était juive.

2) Ses conceptions démographiques

Hitler considérait le Reich allemand d'avant 1914 en difficulté pour assurer son autosuffisance et sa puissance du fait d'un <u>territoire trop exigu pour une population en augmentation</u>.

Il évalue dans *Mein Kampf* diverses « solutions » qui eussent été possibles pour l'Allemagne d'avant 1914 et donc pour son projet politique à venir afin de mettre en adéquation population et territoire (comme à l'accoutumée la critique d' « avant » lui permet de définir ce que devra être l'après conquête du pouvoir par les nazis) :

- Des <u>méthodes contraceptives</u> plus développées sont rejetées. Hitler préfère la « loi » darwiniste, la sélection naturelle laissant survivre les plus forts.
- Développer la « colonisation intérieure » c'est-à-dire cultiver les terres incultes du Reich (option politique en vogue à l'époque). Mais pour Hitler à long terme, la croissance démographique et la croissance en demande de consommation finiraient par excéder les capacités agraires. Le même problème se poserait à l'échelle de la planète qui ne dispose pas à l'infini de territoires inexplorés. Cela déboucherait inévitablement sur une concurrence, un combat entre les peuples « dont sortirait vainqueur le peuple disposant de l'instinct de conservation le plus fort. ». Hitler considère que le peuple allemand doit rejeter la colonisation intérieure qui ne peut que le mener à sa perte d'autant qu'en occupant l'est du Reich elle priverait le pays de l'espace (sorte de no man's land) susceptible de le mettre à l'abri des agressions extérieures.
- La <u>colonisation extérieure</u> outre-mer n'est pas non plus choisie dans *Mein Kampf*, l'Allemagne étant entrée trop tard dans la course aux colonies en Afrique. Toutefois le point 3 du programme de 1920 réclamait la restitution des territoires d'outre-mer confisqués par le traité de Versailles. Après 1933, divers projets pour (re)constituer un empire colonial africain furent évoqués mais ne furent pas mis en œuvre et la question d'une colonisation lointaine n'occupa qu'une place très marginale.
- Le développement des <u>échanges internationaux</u> conduirait pour Hitler à une concurrence frontale avec le Royaume-Uni et donc à la guerre. Dans ce cas pour l'Allemagne il aurait fallu envisager une alliance avec la Russie et donc renoncer à celle avec l'Autriche-Hongrie.
- La seule solution viable pour Hitler était et sera la <u>conquête d'un espace vital contigu sur la Russie</u> (en 1914 la Pologne n'existait plus). Cette colonisation extérieure sur le continent européen nécessiterait une conquête militaire certes difficile pour soustraire ces territoires à la Russie et exigerait une alliance avec le Royaume-Uni ce qui conduirait à renoncer à toute extension de la flotte allemande.
 - Le peuple ancré dans son espace vital développerait des vertus héroïques, telles que détermination, courage, sens du sacrifice au profit de la collectivité.

Hitler fait de longs développements sur la <u>syphilis</u> liée pour lui aux mœurs sexuelles, traditionnelle préoccupation des forces conservatrices parce que symbole de la déliquescence nationale. Les villes seraient les pourvoyeurs de la sexualisation permanente et de la prostitution. Pour Hitler lutter efficacement contre la syphilis passerait par l'enfermement des malades et l'empêchement de leur procréation. Hitler dénigre le *Salvarsan* commercialisé en 1910, toute première réponse thérapeutique contre cette maladie. Son efficacité était systématiquement mise

en doute dans les écrits *völkisch* car son inventeur (Paul Ehrlich) leur semblait le symbole de la contribution des juifs à la science !

Hitler se définissait comme un "<u>antialcoolique</u> intégral" mais préconisait de « se tenir à l'écart de la question de l'alcool » par crainte d'un chômage dans l'industrie de la bière et pour ne pas perdre un soutien populaire. Après 1933, il ne prit aucune mesure prohibitionniste mais « l'alcoolisme sévère » devint un motif de stérilisation forcée.

Le <u>mariage</u> – précoce pour les hommes afin d'éviter la prostitution et donc la syphilis – doit être au service de la perpétuation de la race.

Le <u>1^{er} juin 1933</u> la loi pour la réduction du chômage mettait entre autres en place des <u>prêts financiers</u> <u>pour les mariages</u>, conditionnés à un certificat de « bonne santé », prêt que les époux pouvaient rembourser de façon non monétaire en ayant de nombreux enfants.

La sexualité consommée hors de sa « race » d'origine est pour Hitler le « péché originel ». Il est à noter que le concept de "race" a toujours été flou donc arbitraire. Selon les auteurs, remarque Darwin en 1871, il y aurait entre deux et soixante-trois races humaines ! Des raciologues ont pu décréter qu'il y avait six "races" au sein du peuple allemand, la "race juive" considérée comme étrangère ne faisant pas partie de ce groupe de six ...

Les juifs sont assimilés à des prédateurs sexuels capables de <u>« souiller » à jamais le sang</u> de leur victime non juive, Hitler reprenant une pseudo-théorie d'éleveurs postulant que la première insémination imprégnait définitivement la femelle, les descendants issus d'autres géniteurs portant les caractéristiques héréditaires du premier mâle.

Il est à noter que les mariages entre juifs et non-juifs sont tout à la fois condamnés par les juifs orthodoxes et les antisémites. Ces derniers reprochent paradoxalement aux juifs d'une part leur volonté d'enjuiver les Allemands et d'autre part leur souhait de rester un groupe à l'écart, éternel étranger ...

En Allemagne entre 1901 et 1925 il n'y eut que 30 000 mariages « mixtes » (juif et non juif). Les statistiques récusent les affirmations d'Hitler « C'est toujours le chrétien qui épouse la juive », montrant de nombreux couples composés d'un mari juif et d'une épouse chrétienne (rappel : la religion juive est transmise de manière matrilinéaire).

Hitler s'inscrit dans la continuité d'une <u>angoisse démographique</u> et d'une critique de la dénatalité. Le mouvement *völkisch* prônait un mariage « racialement pur » produisant de nombreux enfants « de grande valeur » biologique. Dès 1910 le biologiste W. Hentschel proposait de créer des colonies rassemblant 1000 femmes pour 100 hommes afin d'assurer la reproduction de la race.

Hitler était favorable, à un « <u>eugénisme négatif</u> » imposant aux personnes « inférieures » la stérilisation, <u>l'eugénisme « positif »</u> visant à favoriser la reproduction d'individus « biologiquement supérieurs », caractérisés par une bonne santé, l'intelligence, la "beauté", le comportement social, autant de qualités supposées héréditaires !

Ainsi, la SS mit en place les *Lebensborn*, six maternités inaugurées entre 1935 et 1939 ouvertes aux épouses de SS et aux mères célibataires ayant conçu hors mariage un enfant avec un SS, après examen racial des futurs parents.

Ces positions sont assez courantes à l'époque en Allemagne et dans d'autres pays : de la Suisse à la Finlande des pratiques eugénistes étaient en place en Europe dans les années 20. On doit rappeler que Pie XI condamna toute politique de stérilisation en 1930.

Dans le chapitre 2 du volume II, Hitler affirme qu'un individu « ni sain ni digne sur le plan physique et intellectuel » n'est pas en <u>droit de procréer</u> mais il ne dit pas explicitement que cela lui sera interdit par la loi.

Hitler fustige les méthodes anticonceptionnelles pour les parents « sains » mais choisit d'utiliser l'avortement forcé pour des personnes « racialement non souhaitées ou stigmatisées au plan sanitaire ».

Le 14 juillet 1933, la « <u>loi de prévention des maladies héréditaires</u> » est promulguée. Elle concerne les « idiots de naissance », les schizophrènes, les maniaco-dépressifs, les « épileptiques héréditaires », les personnes atteintes de chorée de Huntington (pathologie neuro-dégénérative qui touche le système nerveux central), les sourds et aveugles congénitaux, les personnes souffrant à la naissance de malformations graves, les alcooliques sévères. 40 000 personnes furent stérilisées de force entre 1934 et 1945. Environ 5 000 femmes et 6 000 hommes moururent des suites de complications. C'étaient des « tribunaux de santé héréditaire » qui décidaient des stérilisations et les contrôlaient.

En Allemagne, de la loi du 14 juillet 1934 à 1940, les <u>stérilisations forcées</u> ont été dix fois supérieures à celles pratiquées aux Etats-Unis de 1905 à 1940, qui concernaient 35 000 personnes.

Parmi les différentes mesures natalistes Hitler se dit favorable à l'<u>adoption</u>: ce serait un moyen d'agrandir les familles "aryennes": cette idée déboucha sur le <u>rapt</u> de plusieurs dizaines de milliers d'enfants pendant la guerre dans toute l'Europe et leur adoption par des couples allemands au patrimoine racial jugé conforme.

Toutefois la <u>loi nazie « contre les mariages et adoptions abusifs</u> » de novembre 1933 interdisait l'adoption si l'adoptant était « issu d'une couche inférieure physiquement, intellectuellement ou moralement » ou s'il y avait une « différence raciale importante » entre adoptant et adopté. En 1938, une loi rendit possible l'invalidation de certaines adoptions sans limite dans le passé. Ainsi tous les contrats d'adoption signés par un juif ou une personne en couple « mixte judéo-allemand » ont été annulés.

Utilisant des arguments pseudo-biologiques, Hitler considérait que le <u>métissage</u> donnerait naissance à des individus moins forts que le plus fort des deux parents et donc irait à l'encontre de la nature censée aspirer à un progrès continu. Les croisements "interraciaux" seraient censés abaisser de manière inéluctable la "race" supérieure d'un point de vue physique et intellectuel. La sélection naturelle viserait dans cette vision des choses à limiter le nombre des plus faibles par la faim et par un accès différencié à la reproduction. Pour Hitler l'homme demeure soumis à la nature, n'en ayant découvert qu'une partie des mystères.

Le nazisme une fois au pouvoir interdit les relations sexuelles entre Aryens et non-Aryens.

3) Ses conceptions sociales

Comme à son accoutumée, Hitler dénigre ce qui est en place à son époque pour valoriser son projet.

Il dénonçait les horaires des usines néfastes pour la santé des ouvriers. Il considérait que le <u>prolétariat</u>, exclu par la misère du "Peuple" allemand, rassemblait pourtant les éléments les plus énergiques. Mais ce prolétariat contribuait sans le savoir à renforcer le capitalisme en croyant le combattre.

Hitler se louait que les politiques aient permis avant guerre l'émergence du <u>fonctionnariat</u> protégé de la misère même après la retraite. Les éloges concernant la haute fonction publique concernaient la période d'avant 1914. Dans un discours d'avril 1920 Hitler regrette que ces qualités ne fussent plus présentes dans la fonction publique d'après 1918 alors qu'il s'agissait en grande partie des mêmes personnes !

Hitler se fait <u>défenseur des pauvres</u>, favorable à un soutien financier pour les familles nombreuses, à des mesures concrètes favorisant les individus "racialement purs", mais affirme la nécessité d'éliminer les individus "irréformables".

Les camps de concentration du début du nazisme appliquaient une politique répressive ayant pour fonction le "refaçonnage" de la société : les détenus du fait de leur patrimoine racial devaient pouvoir réintégrer la « communauté du peuple » après leur détention.

La défense sociale des ouvriers, "basses couches" de la société, devait permettre de conquérir la masse. Hitler défendait aussi la « <u>classe moyenne</u> » à savoir pour lui les artisans subissant la concurrence des usines.

Hitler reprenait souvent un <u>discours anti-bourgeois</u> répandu au sein de la droite radicale de son époque. Hitler développait un mépris pour la bourgeoisie, classe sociale qualifiée de lâche : il était convaincu de sa faiblesse structurelle ainsi que de celle de ses représentants politiques. La faible réaction face à son putsch manqué de 1923, le peu de résistance à la montée du nazisme, le choix de la droite conservatrice de l'appuyer en espérant l'instrumentaliser confortèrent Hitler dans son analyse.

1920 fut l'année du plus fort taux de <u>syndicalisation</u> en Allemagne (deux tiers des travailleurs, environ dix millions de personnes sont syndiqués). Il y eut ensuite des mouvements contradictoires : forte baisse, puis remontée jusqu'en 1928, nouvelle baisse ensuite. En 1933 le taux de syndicalisation était de 20%.

Si Hitler considérait le syndicalisme comme utile à la nation, il dénonçait son prétendu dévoiement par les juifs : les syndicats mettraient en avant des revendications exorbitantes, impossibles à satisfaire. Comme le progrès social rendrait le prolétariat moins malléable, le juif à travers les syndicats le maintiendrait donc dans le sentiment d'abandon, d'isolement, c'est-à-dire de déréliction.

Hitler comme A. Rosenberg compare les juifs à des manipulateurs utilisant les ouvriers comme des "béliers" contre le monde bourgeois, l'ordre établi, suscitant chez eux la « haine envers ceux que la chance a mieux servi. » Hitler, travestissant la vérité, reproduisait le stéréotype selon lequel le capitalisme "juif" et le socialisme "juif" travailleraient de concert à détruire l'économie allemande. En fait les luttes ouvrières des années 20 en Allemagne étaient animées par des syndicats réformistes. Les communistes y étaient sous-représentés voire exclus. Dès avant 1914, les syndicats libres avaient pris leurs distances avec les méthodes de l'anarcho-syndicalisme.

Hitler, évoquant les syndicats dans les années 20, développe les affirmations suivantes :

- Les ouvriers sont quasiment obligés d'adhérer à un syndicat qui défend leurs intérêts et les protège au sein de l'entreprise.

- Les avancées sociales sont dues aux syndicats et aux luttes sociales légitimes dans le contexte du moment.
- Cette situation insatisfaisante est due aux patrons qui ne prennent pas conscience de leurs responsabilités.
- La grève, si elle était justifiée économiquement, pouvait être soutenue dans une phase transitoire en fournissant une aide matérielle aux grévistes. Mais elle devient inutile dans un Etat nazi.

La grève ne fut pas explicitement interdite après 1933 mais la loi de janvier 1934 favorisa le recours à la médiation des « commissaires du travail ». Les moyens de pression pour empêcher les grèves ne manquaient pas sous le nazisme. Toutefois, d'après la Gestapo, il y eut 251 grèves en Allemagne en 1936-1937.

Hitler propose pour l'Allemagne devenue nazie une nouvelle organisation quant aux syndicats :

- Les syndicats seraient alors des éléments constitutifs d'un « parlement économique » et de « chambres corporatives », instruments d'éducation politique permettant l'émergence d'une « communauté du peuple » unifiée.
- Le futur Etat nazi devrait s'appuyer sur des syndicats en accord avec l'idéologie nazie.
- Le syndicat nazi ne représenterait pas les classes sociales puisque la société serait dorénavant sans « classes », organisée entre citoyens à part entière et ressortissants sans droits politiques. Le syndicat devra renforcer l'économie nationale, l'Etat réalisant un réglage harmonieux assurant la <u>prospérité de tous</u> par le biais d'institutions corporatives.

Chacun, quel que soit son métier, même ingrat, devait avoir conscience que sa tâche était importante pour la collectivité. Personne n'envierait la place de l'autre puisque chacun comprendrait la logique sous-jacente de l'assignation professionnelle d'autant qu'on aurait procédé à un étagement raisonné des rémunérations permettant à chacun de <u>vivre dignement</u>.

Hitler propose dans *Mein Kampf* un « <u>inégalitarisme juste</u> », une « dictature de la participation » : les différents acteurs contribueraient à façonner une société délivrée de toute conflictualité sociale, marquée par l'investissement dans des organisations de « bienveillance nazie » apportant du secours, du mieux-être aux personnes les plus en difficulté ... à condition qu'ils fassent partie du "peuple allemand".

En 1925-1926, au sein du NSDAP, des militants souhaitaient la création d'un <u>syndicat national-socialiste</u>, ce que refuse Hitler, considérant que dans l'immédiat toutes les énergies devaient se concentrer sur le but politique. En revanche Hitler pense souhaitable d'inciter les nazis à miner les syndicats existants de l'intérieur. La question d'un syndicat nazi revint plusieurs fois dans les débats.

Le syndicat grand-allemand, premier syndicat nazi, fut crée en 1928. En 1929, ce fut la création de l'Organisation nationale-socialiste des cellules d'entreprise (300 000 membres en 1931 ; 4% des voix aux élections des conseils d'entreprise en 1932 ; en mars 1933, 25% des voix) dissoute en 1935 (fondue alors dans le Front allemand du travail).

En mai 1933, c'est la <u>suppression de tous syndicats</u> non nazis (hormis les syndicats chrétiens, protégés un temps du fait des négociations en vue d'un concordat). Dans les entreprises furent créés des « conseils du travail et de l'économie » censés représenter les intérêts communs des travailleurs

et des patrons.

Le Comité d'action pour la protection du travail allemand fut rapidement transformé en Front allemand du travail que rejoignirent sous la contrainte les syndicats chrétiens fin juin 1933. Le 20 janvier 1934 est proclamée la <u>suppression de la liberté d'association</u>. Le Front allemand du travail n'a qu'un rôle consultatif. Ce sont les treize « commissaires du travail », nommés par Hitler, qui fixent les salaires et gèrent les conflits. En 1934, les nazis supprimèrent les comités d'entreprise (obligatoires depuis 1920 pour les entreprises de plus de vingt salariés) et confièrent toutes les décisions relatives à l'entreprise au « Führer de l'entreprise ».

En fait, ce qui prima fut <u>l'appartenance au parti</u> nazi : ceux qui avaient rejoint la SA et la SS avant 1933 et les 300 000 premiers adhérents au NSDAP eurent un accès privilégié à l'emploi, en particulier dans l'administration, quels que soient leurs compétences et leurs casiers judiciaires. D'autre part, dès avril 1933, une loi avait permis « l'épuration » de l'administration en autorisant le licenciement immédiat des « non aryens » et des militants politiques « non conformes ».

Du fait dans les années 30 des mesures sociales nazies et du retournement de conjoncture, il y eut une stabilisation de l'emploi et une hausse relative du pouvoir d'achat pour une partie de la classe ouvrière qui put ainsi avoir un temps le sentiment d'être associée à la construction de la nouvelle société. Toutefois, après 1933, le revenu réel des travailleurs n'augmenta que très lentement. Les taxes mensuelles prélevées par le Front du travail, le « secours d'hiver national-socialiste », l'augmentation du coût de la vie contribuèrent à dégrader la situation des ouvriers (dont les salaires différaient selon le secteur d'activité, plus élevés dans l'armement, plus faibles dans le textile). Les revenus des femmes et des travailleurs non qualifiés baissèrent par rapport à ceux de 1928.

4) Ses conceptions éducatives

Hitler dit vouloir placer <u>l'enfant au centre des préoccupations</u> et insiste sur la nécessité d'éduquer le peuple pour le convaincre de la pertinence des principes nazis. L'éducation devrait <u>inculquer</u> trois qualités suprêmes à savoir loyauté, abnégation, discrétion et endurcir les enfants face à la souffrance et à l'injustice. Il faudrait aussi développer leur capacité à agir même sans certitude de succès.

D'après Hitler, l'intelligence dépendait des qualités raciales, la santé de l'esprit dépendait des qualités du corps (les grands esprits s'incarneraient dans des corps forts). L'Etat devrait donc s'occuper en <u>premier lieu des corps puis dans un second temps de l'esprit</u>, c'est-à-dire avant tout le caractère, la volonté, l'initiative puis ensuite seulement les connaissances pures. Le développement physique des jeunes ne devrait pas être laissé au choix des individus ou des parents. Pour Hitler deux heures de sport (dont la boxe) à l'école par jour sont indispensables.

Hitler dénonçait l'éducation d'avant guerre privilégiant l'intellect aux dépens des qualités manuelles et surtout morales (volonté, sens des responsabilités, patriotisme). Hitler affirma plusieurs fois sa volonté de revaloriser le travail manuel tant sur le plan idéologique que sur le plan salarial. Toujours anti-intellectuel, Hitler prétendait qu'un jeune garçon très sportif sera moins soumis à des besoins sexuels que le « pantouflard exclusivement nourri de pitance intellectuelle ». Il est à noter que seule l'éducation des garçons l'intéressait.

Hitler prétendait qu'à son époque les enfants des classes supérieures avaient accès à la meilleure éducation, alors que ceux accédant à <u>l'enseignement supérieur</u> n'étaient pas les plus doués. Pour lui, l'Etat *völkisch* à venir se devait de promouvoir les individus les plus talentueux sans considération de

leurs origines sociales, de stimuler les élites par un apport constant venu du peuple. Alors qu'Hitler vantait l'égalité des chances et une éducation dépassant les frontières de classes, dans les établissements créés après 1933, le nombre d'étudiants de milieux modestes baissa rapidement. Aucune réforme ne fut mise en place pour permettre l'accès des enfants d'ouvriers aux études supérieures et la situation pour les filles se dégrada.

Hitler explicita ses <u>principes éducatifs</u> : il refusait qu'on « empeste » les enfants avec « l'objectivité » qui caractériserait pour lui la société moderne, urbaine, industrielle, scientifique.

L'enseignement devrait laisser plus de place à l'éducation physique, indispensable pour faire des corps sains (et éviter une précocité sexuelle).

Les <u>programmes scolaires</u>, trop denses et trop généralistes, devraient être allégés (en particulier en ce qui concerne les langues étrangères, l'histoire, les mathématiques et la physique-chimie – assimilés au matérialisme). Hitler n'avait que peu de considération pour les disciplines scientifiques (maths, physique, chimie etc.) qualifiées de « pratiques ».

- Le <u>français</u> était traditionnellement la première langue étrangère apprise à l'école. Hitler avait eu des difficultés dans cette matière (il ne maîtrisa aucune langue étrangère, et n'avait pas étudié le latin).
 - En avril 1936 un décret ministériel fit de l'anglais la première langue étrangère avec le latin. Le français devint optionnel.
- Les cours d'histoire pour Hitler devaient être à la fois et de façon paradoxale renforcés, appauvris, simplifiés. Cette discipline devrait transformer l'écolier en « Allemand intégral », « pénétré d'enthousiasme national et racial et de conscience völkisch ». La fierté nationale devrait être au cœur de l'éducation à travers une conception univoque de l'histoire du monde (seuls les inventeurs et grands hommes allemands devraient être présentés aux élèves). Le 23 mars 1933, Hitler affirma qu'il fallait « enfoncer dans le crâne » des jeunes Allemands « le respect pour les grands hommes », grands esprits qui avaient montré à la masse « le chemin vers le haut ».

Après 1933, l'histoire en nombre d'heures de cours à l'école primaire arrivait après le sport, le latin et l'allemand. En 1934, le responsable de l'enseignement de l'histoire affirma que l'histoire ne devait pas suivre les événements dans un ordre purement chronologique mais devait « présenter la lutte âpre et millénaire des Allemands pour devenir un peuple et sa réalisation actuelle. »

Les programmes de 1938-39 ne développèrent que l'histoire allemande, présentée à travers quelques épisodes, selon un modèle émotionnel éloigné de tout idéal d'histoire scientifique. L'histoire du NSDAP enseignée depuis 1933 était développée dans un cours spécial sur la « signification et l'importance de l'événement historique dans la révolution nationale. » Hitler était très sensible à <u>l'histoire romaine</u> qui permettrait d'après lui de comprendre la grandeur et le déclin des Empires. Il prétendait que la chute de l'Empire romain était due essentiellement au christianisme qu'il définissait comme un « pré-bolchévisme » créé « par les Juifs pour saper la structure de l'Etat » comme à ses yeux le « bolchévisme juif » menaçait l'Allemagne dans les années 1930. Pour Hitler, Grecs, Romains, Germains, feraient partie de la même « race fondamentale », les "Aryens nordiques" à l'origine des plus grandes réussites humaines.

Après 1933, cela se retrouva dans les programmes de l'enseignement secondaire qui

devaient "prouver" la parenté entre Hellènes et Allemands germaniques du fait de la similarité de leurs apparences physiques et de leurs "genres d'âme".

- En janvier 1935 l'enseignement des « <u>sciences raciales » et de la génétique</u> fut imposé dans toutes les écoles. En 1938, les programmes officiels pour les cours de biologie indiquaient que le professeur devait enseigner « l'absurdité biologique de la théorie de l'égalité », « la loi naturelle fondamentale de l'élimination » et faire prendre conscience aux élèves de la « communauté de sang » caractérisant le peuple, ainsi que la nécessité de la préserver.

Pour Hitler, il faudrait éviter <u>théâtre</u> (sauf celui des temps anciens trop souvent dénigré aux yeux d'Hitler pour masquer la médiocrité contemporaine), <u>cinéma</u>, <u>littérature</u> qui sont des incitations coupables à la sensualité. Par ailleurs, Hitler dénonce un « bolchévisme de l'art » aux productions « pathologiques » : cubisme, dadaïsme, futurisme ...

L'Etat devrait aussi <u>contrôler les jeunes gens à la fin de leurs études</u> et avant le service militaire en imposant une "préparation au service militaire". Ainsi le jeune serait préparé à se battre, à commander, serait endurci et convaincu de la supériorité de son peuple. Il recevrait au bout du cursus un « <u>diplôme de citoyen</u> » permettant de participer à la vie publique, politique – il était nécessaire pour Hitler que les hommes allemands n'obtiennent leurs droits civiques qu'à la fin de leur service militaire - et une « <u>attestation de bonne santé</u> » nécessaire pour pouvoir se marier.

La maxime de la <u>Jeunesse Hitlérienne</u> était « la jeunesse doit être menée par la jeunesse » et son objectif était avant 1933 de soustraire les jeunes à l'influence de l'école et de la famille, de les attacher au parti.

Les écoles, les organisations de jeunesse, l'armée devaient être chargées pour Hitler de transmettre les normes des vertus individuelles au service du collectif racial. Dès 1926 pour les garçons et à partir de 1930-31 pour les filles sont développées les organisations nazies d'encadrement des jeunes. Ces organisations devinrent progressivement obligatoires entre 1936 et 1939, accordant une large place à la pratique sportive. Dès 1933, l'obligation sportive fut imposée aux étudiants sous la houlette des SA. En 1937, 5 heures par semaine de gymnastique furent obligatoires tout au long de la scolarité.

Hitler considérait que les <u>femmes</u> n'avaient rien à faire dans la représentation nationale politique. Il souhaitait toutefois une participation des femmes dans les organes corporatifs et qu'on les consulte sur les questions de santé et d'éducation. Ce n'est qu'en 1941 que furent publiées les nouvelles « directives pour l'éducation des jeunes filles à l'école » visant à les préparer à leur « destinée future de mère et d'éducation des enfants ».

Des cours d'économie domestique, de puériculture, d'initiation aux théories raciales et eugénistes à destination des futures mères furent mis en place dès 1933 à Berlin.

Suite à un décret de 1935, les jeunes souffrant d'affections graves et incurables et ceux porteurs de "maladies héréditaires" furent <u>exclus de l'enseignement</u> secondaire. De même une « défaillance durable durant l'entrainement physique, signe d'un manque de volonté quant à la force et la capacité physique » conduisait à un renvoi.

5) Ses conceptions culturelles dont religieuses

1) Culture et civilisation

Dans l'Allemagne des années 1920 "Kultur" désignait des éléments identitaires forgés dès le XIXème siècle et reformulés pour former un système cohérent tandis que "Zivilisation" renvoyait aux idéaux occidentaux (démocratie parlementaire et libérale, valeurs des Lumières et de la Révolution française ...).

Les auteurs *völkisch* n'ont pas tous la même définition de la "culture". Pour certains c'est l'ensemble des connaissances et capacités, pour d'autres elle est différente de la « technique et la quantité de savoirs » étant « un état intérieur de l'âme, une forme du penser et du vouloir », une « vision du monde ».

Les auteurs nationalistes depuis la fin du XIXème siècle, plaçaient la "culture" allemande au-dessus de la "civilisation" occidentale accusée de rationalisme et de scepticisme.

Le sentiment d'un « <u>déclin culturel</u> » <u>allemand</u> est brandi dès avant 1914. Après 1918 il est renforcé par la peur d'une « américanisation » et conduit au rejet du jazz, du fox-trot qui étaient dénoncés comme une « négrification » de la société.

L'art moderne, en particulier l'expressionnisme, est considéré comme "antiallemand", "bolchévique", "juif". L' « art dégénéré » (terme visant l'impressionnisme, l'expressionnisme, le cubisme puis après 1918 le dadaïsme et la Nouvelle Objectivité) était pour ces idéologues une maladie de la modernité.

En réaction à l'urbanisation en forte croissance depuis 1871, la "ville" étant accusée d'être le "tombeau de la race", le mouvement *völkisch* créa un "mouvement pour l'art de la patrie" d'orientation régionaliste, mettant en valeur la vie paysanne.

Le NSDAP fonda en 1928 la Ligue de combat pour la culture allemande.

Hitler classe l'humanité en <u>trois groupes</u> "culturels" : les "fondateurs de culture", les "porteurs/vecteurs de culture" et les "destructeurs de culture".

Dans la version de 1934, les "vecteurs de culture" sont désignés comme "peuples civilisateurs". Bien évidemment, pour Hitler, l'Aryen seul pouvait être considéré comme "fondateur" et les juifs étaient les "destructeurs".

C'est Arthur de Gobineau qui pour la première fois en 1853 avait présenté l'Aryen comme créateur de culture. Ceci a ensuite beaucoup été repris de même que l'idée de l'incapacité culturelle et artistique des juifs exprimée entre autres par Richard Wagner. Pour certains antisémites, le noble, le bon, le beau sont antinomiques des juifs. Des auteurs völkisch affirmaient que le beau trouvait sa source dans la Grèce antique aux conceptions conformes à celles "aryennes" ou "nordiques". Il s'agit d'un recyclage inlassable d'amalgames dans lequel Hitler puise ses théories.

Hitler détestait le <u>métissage ethnique</u>, <u>culturel de Vienne</u> et de l'Empire austro-hongrois. Comme beaucoup d'auteurs *völkisch*, il regrettait que le « Peuple allemand ne repose plus sur un noyau racial homogène ».

La « race » reste la référence absolue pour Hitler. Il s'est sans doute inspiré de F.K. Günther qui affirmait que chaque « race » aurait une âme propre, aux <u>traits spirituels particuliers</u>. La « race nordique » serait caractérisée par le discernement, l'honnêteté, le dynamisme.

Hitler affirme sa <u>germanité</u>, <u>son identité allemande</u> et donc son appartenance à une minorité dans l'Autriche d'avant 1914-1918, victime d'un déclin résultant des choix institutionnels et politiques. (La population allemande représentait un peu plus d'un tiers de la population autrichienne et à peine

plus d'un dixième de la population hongroise).

Pour les historiens, la sensation d'un mélange de peuples est largement exagérée. Une sorte d'effet de loupe qui aurait biaisé le ressenti d'Hitler était due à différents facteurs : la mobilité au sein de Vienne d'un quartier à l'autre pouvait donner l'impression d'arrivées de flux continus. La concentration par quartiers des nouveaux arrivants d'une même nationalité ne reflétait pas la situation générale de la ville. Par exemple à Brigittenau que fréquentait Hitler, 15% de la population y étaient juifs, proportion double de celle de l'ensemble de Vienne.

Pour Hitler comme pour d'autres militants völkisch (à l'inverse de ceux sacralisant la langue en tant que reflet du génie d'un peuple), la <u>langue allemande</u> ne constitue pas un critère d'appartenance caractéristique de l'essence biologique et raciale d'un peuple.

Hitler ne croyait pas possible, souhaitable une « germanisation » des peuples conquis car leur « identité raciale » était supposée perdurer en dépit de l'adoption de la langue et de la culture allemandes. Dans des discours postérieurs à *Mein Kampf*, trois options seulement sont présentées pour les populations non allemandes des territoires destinés à la germanisation : expulsion, asservissement, anéantissement.

Toutefois pour Hitler les Norvégiens, Suédois, Danois, Hollandais seraient des Germains susceptibles de devenir membres du « Reich allemand » par une « politique raciale méthodique ». En février 1942 il affirma que l'Europe comprenait « 120 millions de Germains » et un peu plus tard déclara que les 85 millions d'Allemands ne constituaient qu'une partie de la "race" germanique.

Contrairement aux préconisations présentées dans *Mein Kampf* et en dépit de l'idée de protections des traditions et particularismes, la <u>politique culturelle à partir de 1933</u> subit une concentration au sein des instances centrales, partagée entre les trois ministères chargés de l'Education, la Propagande, l'Intérieur. Le nazisme mit en place un « ministère à l'Education du peuple et à la propagande » dirigé par Goebbels. En septembre 1933 furent créées des « chambres » pour la littérature, la presse, la radiodiffusion, le théâtre, la musique, les beaux-arts. Les artistes devaient y adhérer pour exercer leurs métiers mais elles étaient interdites aux juifs et aux opposants politiques. La mise en œuvre de la politique culturelle nazie fut confiée aux responsables provinciaux du NSDAP.

Il est étonnant de constater qu'Hitler aborde tous les sujets, même <u>l'habillement et la mode</u>! Sa garde-robe des années 20 montre une appétence pour des choix vestimentaires en rupture avec les conventions. En avril 1937, il affirma: « Il n'est pas besoin de revenir soudainement à l'âge de pierre en matière de vêtements » et parlant des "nouveautés": « Soyons honnêtes, nous voyons tout cela avec plaisir ».

2) Conceptions religieuses

Hitler a une <u>position ambivalente</u> quant aux religions. Il déplorait la déchristianisation, la considérant comme le symptôme de la modernité conduisant à la perte de toute explication du monde. Les mœurs dissolues et l'unité nationale fragilisée seraient entre autres dues pour Hitler au recul massif de la foi religieuse.

Il évoque donc la nécessité d'un « <u>substitut » à la religion</u>. Le nazisme se rêvait devenir ce substitut à terme mais par tactique devait s'abstenir dans l'immédiat de toute attaque frontale contre les Eglises.

Hitler à la suite d'autres auteurs *völkisch* semble vouloir faire des Aryens le "nouveau peuple élu" (référence aux juifs) ayant vocation à dominer le monde.

Hitler appelle à la cessation des <u>luttes interconfessionnelles</u> stériles (catholiques/protestants) et prône une tolérance généralisée aboutissant à une réconciliation. Il interdit aux nazis toute intervention dans le domaine religieux. Ces conflits entre chrétiens seraient exacerbés par les juifs (accusation ancienne émise par les deux confessions). Les juifs sont identifiés à l'athéisme et au matérialisme par un préjugé antisémite classique depuis la fin du XIXème siècle. Hitler montre d'ailleurs à plusieurs reprises son ignorance du judaïsme, affirmant par exemple que les juifs religieux n'ont pas foi en un au-delà alors que tout particulièrement pour les juifs orthodoxes la résurrection des morts doit intervenir après la venue du Messie.

Hitler affirma à plusieurs reprises que le <u>Christ était aryen</u> mais que Saint Paul, qui aurait "enjuivé" le christianisme, se serait servi de la doctrine de Jésus pour « mobiliser la pègre et organiser un prébolchévisme ».

Hitler admirait le dogmatisme de <u>l'Eglise catholique</u> tout en la considérant comme une rivale, concurrente du nazisme qui exigeait un engagement absolu. Mais pour lui, le christianisme niait à tort la division des races.

Hitler était conscient de l'incompatibilité de l'idéologie nazie et de la religion chrétienne mais il évitait de se prononcer publiquement sur les questions confessionnelles ou de se rapprocher des courants néo-païens pour ne s'aliéner personne. Toutefois en privé il exprimait volontiers son hostilité à l'égard de l'Eglise et ses représentants. Il prévoyait la disparition du christianisme.

Dans ses écrits destinés à être publiés, la politique devait donc demeurer étrangère aux questions religieuses. En 1927, dans une note interne au parti, Hitler affirmait que l'un des principes essentiels était de <u>s'abstenir d'attaques</u> visant les communautés religieuses. Les juifs ne devaient pas être combattus pour des motifs religieux mais pour des raisons "nationales et raciales".

Le véritable leader politique doit accepter les Eglises telles qu'elles sont. On peut remarquer que le protestantisme était pour Hitler plus propice au nationalisme allemand parce que né en Allemagne mais qu'il aurait renoncé à combattre le judaïsme.

Dans le programme en 25 points le point 24 précise que le parti revendique une « chrétienté positive » sans lier celle-ci à une quelconque confession.

La tentation après 1933 d'imposer la vision du monde nazie comme une religion de substitution se manifesta notamment par la consécration des drapeaux et la désignation du Führer comme "messie" et "sauveur".

Après 1933, les nazis ont instrumentalisé les critiques des anticléricaux concernant les questions des mœurs des prêtres (dénonciation de leur supposé concubinage, homosexualité, non respect du vœu de chasteté): en 1936 et 1937, 250 prêtres et religieux furent « jugés » pour des affaires de mœurs, leurs procès étant largement couverts par la presse à sensation. Hitler pensait ainsi faire pression sur l'Eglise catholique mais en vain puisqu'en 1937, Pie XI publia l'encyclique « avec une brûlante inquiétude ».

Hitler décida alors de reporter <u>après la guerre la « solution » du « problème des Eglises »</u> : il y voyait la dernière mission de sa vie, considérant nécessaire d'écraser les « Eglises » toujours prêtes à se relever quand la puissance de l'Etat devenait faible.

Absence de conclusion :

Hitler termine *Mein Kampf* sur deux phrases assez obscures évoquant dans l'histoire future le moment où le sacrifice à consentir serait inversement proportionnel aux chances de succès. Il affirme que c'est à ce moment-là qu'il faudra se rappeler l'importance vitale du déterminisme racial car « un Etat qui, à l'ère de l'empoisonnement racial, s'attache à prendre soin de ses meilleurs éléments raciaux, doit <u>un jour devenir le maître de la terre</u> ».

Martine Giboureau (mars 2022)